



ALGÉRIE - UNION AFRICAINE
Le Président Bouteflika
charge M. Sellal de
le représenter au Sommet
de l'UA à Addis-Abeba

P. 28

L'ONU salue
les efforts
de l'Algérie
pour développer
la formation
professionnelle

Le rapporteur spécial sur le droit à l'éducation du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies, Kishore Singh, a salué, mercredi à Alger, les efforts consentis par l'Algérie pour le développement du secteur de la formation professionnelle. «L'Algérie a fait beaucoup d'efforts sur le plan

juridique et institutionnel, pour développer la formation professionnelle, un domaine prioritaire pour ce pays», a précisé M. Singh dans une déclaration à la presse à l'issue de ses entretiens avec le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nouredine Bedoui.

CONSEIL RESTREINT CONSACRÉ AU DÉVELOPPEMENT LOCAL
DANS LES WILAYAS DU SUD ET DES HAUTS-PLATEAUX

Bouteflika pour des encouragements exceptionnels à l'investissement

Kamel Cherif

Les engagements pris par le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, notamment durant la campagne électorale des présidentielles 2014, sont en train de se concrétiser. Il s'agit d'engagements inscrits dans le programme du Président de la République pour le développement socio-économique du pays. Le Conseil des ministres restreint, tenu par le chef de l'Etat, a été consacré exclusivement au développement des wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux. Le chef de l'Etat avait inscrit le Sud et les Hauts-Plateaux comme une de ses priorités dans les précédents plans quinquennaux. Les nombreux projets lancés et consacrés à ces régions permettent aujourd'hui d'aller vers un nouveau découpage administratif.

P. 3 à 6



FORUM

LE COMMISSAIRE PRINCIPAL M. AMAR LAROUM, CHEF DU FORUM DE LA SÛRETÉ NATIONALE ET LE D^r AHMED MIZAB, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION ALGÉRO-AFRICAINE POUR LA PAIX ET LA RÉCONCILIATION NATIONALE, INVITÉS HIER DU FORUM DE DK NEWS

La communication
à la «Une»

P. 8 - 9



CONFÉRENCE NATIONALE
SUR LE CONSENSUS

Rencontre
FLN-FFS ce matin

P. 2

SANTÉ

FATIGUE :
et si on
rechargeait
nos batteries ?

P. 14-15

CULTURE

CONSTANTINE,
CAPITALE 2015 DE
LA CULTURE ARABE

Bientôt,
un plan
de sécurité
pour Cirta

P. 13

HANDBALL

MONDIAL 2015
L'Algérie,
un champion
d'Afrique aux
pieds d'argile

P. 25

SOCIÉTÉ

ALGER
Elle tue
sa sœur,
16 ans
de réclusion
criminelle

P. 11

Météo



Régions Nord : 15° à Alger

Temps passagèrement nuageux avec localement quelques averses de pluies vers l'Est en matinée. Les vents seront faibles à modérés. La mer sera agitée à localement forte.

Régions Sud : 18° à Tamanrasset

Temps passagèrement nuageux sur le Nord Sahara et les Oasis. Ailleurs, temps ensoleillé. Les vents seront faibles à modérés.

	Max	Min
Alger	15°	12°
Oran	16°	13°
Annaba	15°	11°
Béjaïa	16°	12°
Tamanrasset	18°	04°

Horaires des prières

Jeudi 8 Rabi' El-Thani 1436

Fajr	06:24
Dohr	13:01
Asr	15:48
Maghreb	18:12
Isha	19:33



AGRICULTURE

Nouri à Bouira



Le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Abdelwahab Nouri, effectuera aujourd'hui une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Bouira. Au cours de cette visite, M. Nouri, procédera à l'ouverture du Salon agricole. Aussi, le ministre visitera plusieurs exploitations agricoles, notamment le projet du complexe frigorifique, une huilerie moderne et une ferme pilote exploitée en partenariat. Par ailleurs, le ministre tiendra également des discussions avec des agriculteurs, des éleveurs et des industriels de l'agroalimentaire de cette wilaya.

SÛRETÉ DE WILAYA DE SÉTIF
Présentation cet après-midi
du bilan 2014

La Sûreté de wilaya de Sétif organise cet après-midi à partir de 14h, une conférence de presse qui sera consacrée à la présentation du bilan des unités opérationnelles durant l'exercice 2014.

CE SOIR À LA SALLE
IBN KHALDOUNSoirée de musique
andalouse

L'association Mezghana animera une soirée andalouse ce soir à partir de 20h à la salle Ibn Khaldoun.

CONSEIL DE LA NATION

Session plénière
consacrée aux
questions orales

Le Conseil de la nation tiendra aujourd'hui une session plénière consacrée aux questions orales, adressées à des membres du gouvernement, a indiqué le Conseil dans un communiqué.

Ces questions orales concerneront les secteurs des travaux publics, l'habitat, l'urbanisme et la ville ainsi que celui des sports.

HYDRA : CEMATIN

Rencontre FLN-FFS ...

Dans le cadre des consultations bilatérales préliminaires en vue de la tenue de la Conférence nationale de consensus (CNC), le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), M. Amar Saïdani, présidera ce matin à partir de 9h30 au siège national du parti sis à Hydra, Alger, une rencontre avec les chefs du parti du Front des forces socialistes (FFS).



À 13H30

... Réunion des secrétaires
de mouhafadhas du FLN

En marge de la rencontre avec le FFS, une réunion des secrétaires de mouhafadhas se tiendra cet après-midi à partir de 13h30 au siège du FLN.

CE SOIR AU CENTRE
CULTUREL AÏSSA-MESSAOUDI
Concert du
groupe Zoobazar

L'institut Cervantès d'Alger en collaboration avec l'ambassade d'Espagne en Algérie avec le soutien de la Radio nationale, organise ce soir à partir de 19h au centre culturel Aïssa-Messaoudi, un concert du groupe espagnol Zoobazar.

LES 2 ET 3 FÉVRIER AU CAIRE
Congrès arabe sur
«L'égalité des femmes
dans la zone arabe»

«Vers la justice et l'égalité des femmes dans la zone arabe».

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mounia Meslem Si Amer, participera les 2 et 3 février au Caire (Egypte) aux travaux du Congrès arabe de haut niveau sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la déclaration de Beijing +20 :

CET APRÈS-MIDI À 14H
AG ordinaire de la Fédération
algérienne de cyclisme

Les travaux de l'assemblée générale ordinaire de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC) auront lieu cet après-midi à partir de 14h au siège du Comité sportif et olympique algérien (COA). L'ordre du jour de cette AGO portera sur l'examen et l'adoption des bilans moral, financier et technique de l'exercice 2014. Il est également attendu des membres de l'AGO d'examiner le rapport du commissaire aux comptes, outre la lecture et adoption du plan d'action de l'année 2015.

LE 1^{ER} FÉVRIER AU MINISTÈRE
DE L'INDUSTRIE ET DES MINES
Rencontre
Bouchouareb-Ali
Haddad

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesslem Bouchouareb, recevra dimanche 1^{er} février, à 9h30, au siège du ministère, une délégation du FCE conduite par son président Ali Haddad.

FORUM DES JOURNALISTES
DE TIPASA
Conférence sur la
caricature et la liberté
d'expression

Le Forum des journalistes de la wilaya de Tipasa accueillera cet après-midi à partir de 14h au Complexe culturel Abdelouahab Salim de Chenoua, le caricaturiste Abdou Abdelkader dit «Ayoub», pour une conférence qui portera sur «la caricature et la liberté d'expression».

IAP DE BOUMERDÈS
Remise de diplômes
aux étudiants en master

Le ministre de l'Énergie, Youcef Yousfi, présidera aujourd'hui à l'Institut algérien de pétrole (IAP) de Bumerdès, une cérémonie de remise de diplômes aux étudiants en master.

CET APRÈS-MIDI À L'HÔTEL
RIADH DE SIDI FREDJ
Défilé de mode
de vêtements traditionnels
algériens

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Nouria Yamina Zerhouni, présidera en compagnie de la ministre déléguée auprès du ministre du Tourisme et de l'Artisanat, chargée de l'Artisanat, Aïcha Tagabou, cet après-midi à 16h à l'hôtel El Riadh de Sid Fredj. L'ouverture du défilé de mode de vêtements traditionnels algériens.

NOUVEAU DÉCOUPAGE ADMINISTRATIF ET DÉVELOPPEMENT DES HAUTS-PLATEAUX ET DU SUD

Les engagements du Président

Kamel Cherif

Les engagements pris par le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, notamment durant la campagne électorale des présidentielles 2014, sont en train de se concrétiser. Il s'agit d'engagements inscrits dans le programme du Président de la République pour le développement socio-économique du pays.

Le Conseil des ministres restreint, tenu par le chef de l'Etat, a été consacré exclusivement au développement des wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux. Le chef de l'Etat avait inscrit le Sud et les Hauts-Plateaux comme une de ses priorités dans les précédents plans quinquennaux. Les nombreux projets lancés et consacrés à ces régions permettent aujourd'hui d'aller vers un nouveau découpage administratif.

Il est question de créer de nouvelles wilayas, compte tenu du degré de développement atteint par les autres wilayas des régions du Sud et des Hauts-Plateaux où des daïras postulent avec force pour le statut de wilaya. On peut citer péle-mêle la daïra d'El Eulma qui concurrence les wilayas de Sétif et de Bord Bou Arreridj au vu du développement qu'elle a enregistré. Il en est de même pour In Salah, qui dépend de la wilaya de Tamanrasset.

Le nouveau découpage administratif vient ainsi consacrer et consolider davantage le développe-



ment socioéconomique d'un nombre de daïras qui seront élevées au rang de wilayas. En plus des retombées positives sur le plan économique, il y aura aussi un impact positif sur la vie des citoyens et, par ricochet, l'amélioration du service public.

Durant les visites de travail et d'inspection effectuées par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, à travers les différentes wilayas du pays dans le cadre de la mise en œuvre du programme du Président de la République, il avait mis l'accent sur le nouveau découpage administratif qui boostera l'économie au niveau local. Le futur découpage administratif va dans le sens de la décentralisation et la lutte contre la bureaucratie. Il faut relever que les lenteurs bureaucratiques dues à l'éloignement de certaines daïras des chefs-lieux de wilaya ont été néfastes au développement de ces ré-

gions. Cela a constitué un frein et un obstacle majeur pour des industriels et des investisseurs, sans parler des petits entrepreneurs qui ont été «broyés» par la bureaucratie.

En somme, les engagements du Président offrent une opportunité inouïe pour les wilayas des Hauts-Plateaux et les daïras du Sud afin d'assurer leur propre développement en s'appuyant sur le socle de la démocratie participative. En évoquant le développement de ces régions, le chef de l'Etat a insisté sur l'implication de plus en plus accrue des citoyens dans la gestion de leurs cités respectives dans le but de consacrer la démocratie participative et la bonne gouvernance.

A travers ces mesures, il s'agit d'offrir aux citoyens des conditions de vie décentes à la mesure de leurs attentes. C'est l'engagement du Président.

MOHAMED LARBI OULD KHELIFA (PRÉSIDENT DE L'APN)

Des parties veulent attenter à la stabilité de l'Algérie

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Mohamed Larbi Ould Khelifa, a affirmé mercredi à Alger, qu'il existait des parties qui veulent «attenter à la stabilité du pays et créer des problèmes».

«L'Algérie n'est pas toujours à l'abri d'autant plus qu'elle a vécu la tragédie du terrorisme et de la destruction», a indiqué M. Ould Khelifa qui inaugurerait une journée parlementaire sur la signature et la certification électroniques, soulignant qu'il est des parties qui veulent attenter à la stabilité du pays en y créant des problèmes pour entamer la confiance du citoyen en l'Etat».

Il a estimé à ce propos, qu'il est évident que «l'Algérie compte des amis qui lui veulent du bien et des détracteurs qui veulent la plonger dans les problèmes», soulignant que le programme du président de la République pour la modernisation des différents secteurs a favorisé l'instauration de la confiance entre le citoyen et



l'Administration publique, voire l'Etat en général». «La sécurité dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC) est partie intégrante de la sécurité nationale», a-t-il encore dit avant d'appeler à la maîtrise de la technologie et à la diffusion de la culture du traitement informatique pour éviter les actes de piratage.

Plusieurs pays ont rencontré des problèmes du fait de la non maîtrise de cet outil mettant ainsi leurs intérêts en danger, a-t-il relevé.

Il a précisé à ce propos, que l'Algérie possédait les compétences requises pour faciliter la relation citoyen-Administration publique par le biais des TIC qu'il faudra impérativement «domicilier» en Algérie.

D'autre part, M. Ould Khelifa a appelé les spécialistes à assurer la protection de ce type de communication, rappelant que le piratage avait généré un «véritable séisme pour les Etats-Unis d'Amérique».

De son côté, la ministre de la Poste et des technologies de l'information et de la communication (TIC),

Zohra Derdouri, a indiqué que la signature et la certification technologiques avaient un «impact positif» sur la vie du citoyen et le processus de développement socio-économique du pays et ce, à la lumière de l'évolution technologique «extraordinaire et effrénée» que connaît le monde.

Il est important de développer l'administration électronique dans le but d'améliorer le quotidien du citoyen grâce aux dispositions de la loi qui garantissent «sécurité et fiabilité dans le retrait et conservation des différents documents officiels» et de réunir un climat favorable à la construction d'une économie numérique.

Elle a ajouté enfin, que les dispositions de ces lois seront réactives à travers la promulgation de textes d'application notamment ceux liés à la protection des données personnelles sur Internet et la mise à jour de l'administration électronique, du commerce électronique et du paiement électronique.

AFRIQUE-ALGÉRIE-LIBYE

L'Algérie s'associe «pleinement» à tous les efforts pour le dialogue et la réconciliation en Libye

L'Algérie s'associe pleinement aux efforts de l'Union africaine (UA) et de la communauté internationale visant à instaurer le dialogue et de la réconciliation en Libye, loin de toute ingérence étrangère, a indiqué mercredi à Addis-Abeba le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra.

«L'Algérie s'associe pleinement aux efforts de l'Union africaine et de la communauté internationale visant à accompagner les frères libyens sur la voie du dialogue et de la réconciliation», a indiqué M. Lamamra dans ses interventions sur la situation libyenne lors de la 2e réunion ministérielle du Groupe international de contact sur la Libye sous l'égide de l'UA.

«Il est évident que toute solution durable à la crise ne peut être que le fait des Libyens eux-mêmes, loin de toute ingérence ou interférence étrangère», a ajouté M. Lamamra qui conduit la délégation algérienne à la 26ème session ordinaire du Conseil exécutif de l'Union africaine (UA).

Il a rappelé dans ce cadre, que l'Algérie a répondu favorablement aux «solicitations des parties libyennes pour les aider à réunir les conditions d'un dialogue susceptible de forger les contours d'une solution globale et durable», soulignant que cela permettra au pays de renouer avec la stabilité et de «tourner définitivement cette page tourmentée de son histoire».

Il a fait observer aussi que le Groupe des pays voisins de la Libye, qui est né en mai dernier à Alger, a confié à l'Algérie la responsabilité de coordination de sa commission des Affaires sécuritaires. «Mon pays s'acquitte de cette responsabilité avec foi et détermination, dans la discrétion et l'efficacité, pour promouvoir un dialogue inclusif et une réconciliation nationale effective», a réaffirmé le chef de la diplomatie algérienne.

Il a en outre précisé que les efforts de l'Algérie qui «bénéficient de l'appui des pays voisins et des partenaires internationaux de la Libye, convergent avec ceux du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Libye de Bernardino León, auquel elle apporte son «plein soutien». «C'est ainsi que l'Algérie a appelé les parties libyennes à s'engager loyalement et de bonne foi au dialogue initié par M. Bernardino León afin de hâter une solution à la crise», a encore indiqué M. Lamamra.

Le ministre a relevé que la crise libyenne constitue une «préoccupation majeure» pour la paix et la sécurité régionale et internationale, précisant que cette situation interpelle aussi bien les Libyens, que les pays voisins et la communauté internationale dans son ensemble.

«Dans un contexte régional fragilisé par la menace du terrorisme et le crime transnational organisé, la situation en Libye constitue une source d'insécurité supplémentaire et un obstacle devant une lutte efficace contre le terrorisme», a-t-il dit.

Le ministre a rappelé à ce propos que depuis le début de la crise, l'Algérie n'a cessé de mettre en garde contre le risque que fait peser cette crise sur l'unité du peuple et du territoire libyen, mais aussi sur sa propre sécurité nationale et celle des autres pays voisins.

«C'est ainsi que tout au long de ces années de crise, et par devoir de solidarité envers le peuple libyen qui nous a soutenu durant notre guerre de libération nationale, l'Algérie n'a ménagé aucun effort pour aider les frères libyens à parvenir à une solution politique consensuelle», a-t-il dit, soulignant qu'il s'agit d'une solution qui préserve l'unité et l'intégrité territoriale du pays ainsi que la cohésion de son peuple.

Revenant sur les fondamentaux sur lesquels se base la démarche algérienne, M. Lamamra a indiqué que l'Algérie avait entrepris des contacts avec toutes les parties afin de rapprocher les points de vue et baliser la voie devant un dialogue inclusif à l'exclusion des groupes terroristes reconnus comme tels. Il a fait savoir que cette démarche s'inscrit dans une perspective de «solution politique, unique voie susceptible de répondre aux attentes et aspirations du peuple frère libyen, à vivre dans la paix et la sécurité».

«L'objectif de ce processus est de ramener les parties libyennes à souscrire à des fondamentaux qui serviront de base à la négociation à savoir, le respect de l'unité et de l'intégrité territoriale, l'engagement à édifier un Etat moderne, la lutte contre le terrorisme et le rejet de toute ingérence d'où qu'elle vienne dans les affaires intérieures», a-t-il conclu.

Les travaux de la deuxième réunion du Groupe international de contact pour la Libye (GIC-L) ont débuté mercredi à Addis-Abeba (Ethiopie) avec la participation de l'Algérie.

APS

SUD

CONSEIL RESTREINT CONSACRÉ AU DÉVELOPPEMENT LOCAL DANS LES WILAYAS DU SUD ET DES HAUTS-PLATEAUX

Bouteflika pour des encouragements exceptionnels à l'investissement

Le président de la République Abdelaziz Bouteflika a présidé mardi à Alger un Conseil restreint consacré au développement local dans les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux, indique un communiqué de la présidence de la République. Voici le texte intégral du communiqué.

«SEM Abdelaziz Bouteflika, président de la République a tenu ce jour 27 janvier 2015, un Conseil restreint consacré au développement local dans les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux.

Ont pris part à cette réunion, MM. le Premier ministre, le ministre d'Etat directeur de cabinet de la présidence de la République, le vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, les ministres chargés des Finances, de l'Energie, de l'Industrie et des Mines, de l'Agriculture et du Développement rural, des Transports, des Ressources en eau, des Travaux publics, de l'Habitat de l'Urbanisme et de la Ville, du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, du Tourisme et de l'Artisanat, ainsi que le conseiller de M. le président de la République chargé de l'Investissement.

Il y a lieu de rappeler que M. le président de la République a mobilisé d'importantes ressources durant plus d'une décennie, pour que les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux rattrapent le niveau de développement du reste du pays. A cette fin, et outre les opérations inscrites à leur profit dans les programmes quinquennaux de développement successivement engagés, les wilayas du Sud ont bénéficié d'un programme spécial lancé en 2006 tout comme cela a également été le cas la même année pour les wilayas des Hauts-Plateaux. Par ailleurs, deux Fonds ont été créés pour l'appui au développement respectivement des wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux.

Tous ces efforts ont permis à ces régions d'enregistrer des progrès substantiels dans le domaine du développement humain, qu'il s'agisse du raccordement des foyers à l'eau potable, aux réseaux d'assainissement, à l'alimentation électrique et au gaz naturel, ou qu'il s'agisse de la réalisation de logements et d'établissements scolaires, du développement du réseau universitaire, ainsi que de l'amélioration des infrastructures de santé publique.

Les infrastructures de base ont également enregistré d'importantes extensions, notamment des réseaux routiers et ferroviaires.

Par ailleurs, les appuis spécifiques fonciers, fiscaux, et financiers à l'investissement, mis en place au niveau des wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux ont produit des résultats encourageants dans les domaines agricole et industriel, ainsi que pour la réalisation de micro investissements par les jeunes demandeurs d'emplois.

Les exposés présentés durant ce conseil restreint ont également mis en évidence l'importance des efforts que l'Etat entend continuer à investir au niveau des wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux, à l'effet de répondre aux aspirations des populations locales.

Ainsi, parmi les objectifs assignés au programme quinquennal 2015-2019 à travers les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux on relèvera notamment les mesures suivantes:

- 1- L'amélioration des conditions de scolarité, y compris en développant la formation des enseignants localement,
- 2- Le renforcement de la couverture de santé publique,
- 3- L'intensification de la réponse à la demande de logement, par l'appui à l'autoconstruction de logements sociaux et ruraux,
- 4- L'amélioration des conditions de vie des populations,
- 5- La réalisation d'importants programmes communaux de développement,
- 6- Et l'extension des réseaux routiers, autoroutiers et ferroviaires.
- 7- Par ailleurs, les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux bénéficieront d'un appui au développement et à la diversification de leur potentiel économique, ainsi qu'à l'augmentation de l'offre d'emploi localement.
- 8- A ce titre, les capacités de formation professionnelle seront renforcées et adaptées aux besoins spécifiques de l'économie locale, notamment dans les secteurs des hydrocarbures, des mines, et du tourisme.
- 9- Dans le domaine agricole, un million d'hectares seront mis en valeur à travers les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux, accompagnés du renforcement de l'irrigation agricole, et d'un intérêt particulier pour le développement des concessions agricoles au profit des jeunes.
- 10- Dans le domaine industriel, et outre les encouragements aux investissements privés nationaux ou étrangers en partenariat, les régions du Sud et des Hauts-Plateaux



verront également la réalisation d'un grand nombre de zones industrielles et d'activités, la modernisation d'unités industrielles publiques, la construction de raffineries d'hydrocarbures, la préparation de l'exploitation des gisements ferreux de Gara Djebilet, ainsi que l'intensification de l'exploitation des carrières.

A l'issue du débat sur ce dossier, le président de la République a tenu à rappeler que c'est toute l'Algérie qui a bénéficié ces dernières années, d'importants efforts de développement dans tous les domaines, après une longue et difficile période de tragédie nationale et de crise économique et financière aigue. Il a également souligné que les fruits de ces efforts ont été cueillis par la population à travers tout le territoire national, même s'ils restent encore à accroître.

«En nous penchant spécifiquement aujourd'hui sur le développement dans les wilayas du Sud, nous tenons à souligner la mobilisation

cette démarche se généralisera graduellement au reste du pays, en préparation à la création future de wilayas nouvelles.

Le président de la République a également instruit le gouvernement de promouvoir une plus grande participation de la société civile à la conception et au suivi du développement local, notamment des programmes communaux de développement, soulignant que cette association des représentants de la population aux côtés des élus locaux et de l'administration territoriale, sera une consécration de la démocratie participative.

Le président Abdelaziz Bouteflika a également invité le gouvernement à vulgariser davantage les encouragements exceptionnels à l'investissement qui sont en vigueur dans les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux, appelant aussi les investisseurs nationaux à en tirer profit, en contribuant au renforcement de la sécurité alimentaire du pays, à la diversification de l'économie nationale, et à la création de dizaines de milliers d'emplois au bénéfice des jeunes.

En outre, le chef de l'Etat a saisi cette occasion pour instruire le gouvernement de communiquer davantage sur les réalités, les enjeux et la portée des actions qu'il initie dans tous les domaines.

Citant à titre d'exemple les incompréhensions et les inquiétudes suscitées par les essais préliminaires dans le domaine du gaz de schiste, le président de la République a demandé la poursuite des explications en direction de la population locale et de l'opinion publique en général, notamment pour faire savoir que les forages tests initiés à In Salah, seront achevés à très brèves échéances, et pour confirmer aussi que l'exploitation proprement dite de cette énergie nouvelle n'est pas encore à l'ordre du jour.

Le chef de l'Etat a précisé aussi que si l'exploration de ces nouvelles ressources nationales en hydrocarbures s'avère une nécessité pour la sécurité énergétique du pays à moyen et long terme, le gouvernement devra cependant veiller avec fermeté au respect de la législation par les opérateurs concernés, pour la protection de la santé de la population et la préservation de l'environnement.

Le gouvernement a également été chargé d'initier des débats transparents, avec la participation de compétences reconnues, pour permettre à chacun de mieux comprendre les données relatives aux hydrocarbures non conventionnels qui sont une réalité et une richesse nouvelles de notre pays. Le président de la République a conclu cette réunion en chargeant le gouvernement de suivre de près la mise en œuvre du programme quinquennal national de développement dans son ensemble, et de lui en faire périodiquement rapport.

APS

Tous ces efforts ont permis à ces régions d'enregistrer des progrès substantiels dans le domaine du développement humain, qu'il s'agisse du raccordement des foyers à l'eau potable, aux réseaux d'assainissement, à l'alimentation électrique et au gaz naturel.

politique, sécuritaire et économique que l'Etat consacre à cette partie de notre Patrie, dont le voisinage connaît malheureusement une instabilité dangereuse, y compris pour la sécurité de notre propre pays» a relevé le chef de l'Etat.

Le chef de l'Etat a également rappelé que dans le cadre de la stratégie nationale d'aménagement du territoire, codifiée depuis plus d'une décennie, les Hauts-Plateaux constituent l'épine dorsale du développement de notre pays et du redéploiement futur de notre population.

Commentant ensuite le dossier étudié, le président Abdelaziz Bouteflika a ordonné au gouvernement d'accompagner la mise en œuvre du nouveau programme quinquennal de développement, d'une amélioration de la gouvernance locale, en priorité au niveau des wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux.

Dans ce cadre, des wilayas déléguées, aux moyens renforcés et aux compétences élargies, seront créées durant le semestre en cours, à travers les wilayas du Sud, pour rapprocher le service public des administrés. Ce processus sera élargi en 2016 à travers les Hauts-Plateaux, de sorte à étaler l'effort financier requis, étant entendu que

SUD - HAUTS PLATEAUX

Un programme de développement à la mesure de l'importance stratégique de ces régions

Vastes comme plusieurs fois l'étroite bande côtière où se concentre l'essentiel de la population et des activités, les régions des Hauts-Plateaux et du Grand sud, sous-peuplées et relativement déshéritées, vont pouvoir enfin bénéficier d'un programme de développement à la mesure de leur rôle dans l'essor équilibré du pays tout entier et partant, le maintien de la cohésion nationale.

Le Conseil restreint sur le développement local dans les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux, présidé mardi par le président Abdelaziz Bouteflika, annonce clairement la volonté de l'Etat de continuer à investir, au sens le plus large du terme, dans ces régions d'importance stratégique à plus d'un titre.

Ses conclusions viennent appuyer, avec la solennité qui s'impose, d'anciennes initiatives plus ou moins réussies en faveur de ces zones mais prévoit aussi de nouvelles actions, avec le souci avéré de mieux identifier les secteurs à renforcer dans l'intérêt bien compris des populations locales.

Ces dernières n'ont pas manqué ces dernières années d'exprimer, spontanément ou de manière plus organisée, des demandes à caractère économique, social et, plus récemment, environnemental dont les pouvoirs publics semblent avoir pris maintenant toute la mesure, qui plus est dans un contexte régional instable où la sécurité du pays est menacée.

Le chef de l'Etat, en intervenant au cours de la réunion, a bien résumé l'enjeu du moment en parlant de «mobilisation» pour ces régions: «En nous penchant spécifiquement aujourd'hui sur le développement dans les wilayas du Sud, nous tenons à souligner la mobilisation politique, sécuritaire et économique que l'Etat consacre à cette partie de notre patrie, dont le voisinage connaît malheureusement une instabilité dangereuse, y compris pour la sécurité de notre propre pays».

Ambitieux, le programme de développement annoncé ou réitéré lors de ce conseil l'est au point de vouloir relancer de gros projets créateurs de croissance et d'emploi comme celui de l'exploitation de l'immense gisement de fer de Gara Djebilet dans la région de Tindouf.

Des mesures spécifiques devraient



ainsi s'ajouter aux grands objectifs déjà fixés pour le Sud dans le plan national de développement 2015-2019 en vue d'élargir la base économique de ces régions et de multiplier ainsi les chances d'emploi et de logement pour la population active locale, notamment les plus jeunes, ainsi l'amélioration du niveau de vie général.

La création d'un «grand nombre» de zones industrielles et d'activités, la construction de raffineries d'hydrocarbures, la mise en valeur d'au moins 1 million d'hectares de terres et l'exploitation du gisement de fer géant de Gara Djebilet (1,7 milliard de tonnes de réserves) comptent parmi les grands projets prévus pour les cinq prochaines années.

Ils s'ajoutent aux mesures fiscales et administratives annoncées en vue de favoriser l'investissement national et étranger dans ces régions vierges mais incontestablement riches en hommes et en moyens, et qui appellent cependant un meilleur cadre de gestion et d'organisation.

C'est assurément dans ce sens qu'intervient l'injonction du président de la République au gouvernement d'accompagner la mise en oeuvre du nouveau programme quinquennal de développement d'une «amélioration de la gouvernance locale, en priorité au niveau des wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux».

La même logique d'urgence semble avoir guidé la décision annoncée par le chef de l'Etat de créer dans les wilayas du Sud, avant l'été, des wilayas déléguées «aux moyens renforcés et aux compétences élargies» en vue de rapprocher



davantage l'administration du peuple.

La mesure doit être élargie en 2016 aux wilayas des Hauts-Plateaux, une région intermédiaire entre le Nord et le Grand sud dont l'importance dans l'aménagement harmonieux du territoire national et une meilleure répartition territoriale des populations n'est plus à démontrer.

Et pour être plus à l'écoute des populations de ces régions, le président a également instruit le gouvernement d'associer davantage la société civile à la conception et au suivi du développement local, de manière à donner du sens et du contenu à la notion de «démocratie participative».

Le gouvernement est enfin instruit par le premier magistrat du pays de faire dans la communication intelligente pour mieux vulgariser ce qu'il entreprend comme mesures d'incitation à l'investissement dans ces régions vitales pour tout

le pays, et surtout de mieux expliquer à leurs habitants le sens et les conséquences des différentes initiatives publiques prises en leur faveur.

Pour le président Bouteflika, il n'y a pas meilleur exemple de nécessaire travail d'explication à accomplir que celui relatif à la question controversée (et contestée par des habitants du Sud) du gaz de schiste dont l'exploitation en Algérie n'est pas à l'ordre du jour, les opérations en cours étant des «essais préliminaires», selon les termes du communiqué du conseil ministériel restreint.

Le gouvernement est, là aussi, invité par le Président à organiser des «débats transparents» pour à la fois lever les «incompréhensions» et les «inquiétudes» et permettre à chaque Algérien de mieux comprendre les enjeux énergétiques de l'après-pétrole.

Bouteflika instruit le gouvernement de communiquer davantage sur les actions initiées dans tous les domaines

Le président Bouteflika a instruit mardi à Alger le gouvernement à communiquer davantage sur les réalités, les enjeux et la portée des actions qu'il initie dans tous les domaines.

Le président a cité, à titre d'exemple, les incompréhensions et les inquiétudes suscitées par les essais préliminaires dans le domaine du gaz de schiste.

A ce propos, le chef de l'Etat a demandé au gouvernement la poursuite des explications en direction de la population locale et de l'opinion publique en général, notamment pour faire savoir que les forages tests initiés à In Salah, seront achevés à très brève échéance, et pour confirmer aussi que l'exploitation proprement dite de cette énergie nouvelle n'est pas encore à l'ordre du jour.

Il a précisé aussi que si l'exploration de ces nouvelles ressources nationales en hydrocarbures s'avère une nécessité pour la sécurité énergétique du pays à moyen et



long terme, le gouvernement devra cependant veiller avec fermeté au respect de la législation par les opérateurs concernés, pour la protection de la santé de la popu-

lation et la préservation de l'environnement.

Le président Bouteflika a également chargé le gouvernement d'initier des dé-

bats transparents, avec la participation de compétences reconnues, pour permettre à chacun de mieux comprendre les données relatives aux hydrocarbures non conventionnels qui sont une réalité et une richesse nouvelles de notre pays.

Pour rappel, le président Bouteflika avait chargé le gouvernement, lors d'un Conseil restreint consacré aux développements enregistrés par le marché pétrolier international et leurs retombées sur la démarche économique et sociale du pays, qu'il a présidé le 23 décembre 2014, de tenir l'opinion nationale informée des réalités et des enjeux de la crise actuelle des prix du pétrole.

Il avait souligné, à cet égard, que cela permettra de rassurer la population, et de la mobiliser pour la lutte contre le gaspillage et pour un effort accru, au service de son propre bien-être et du développement du pays.

APS



LES ENJEUX DU GAZ DE SCHISTE

Une richesse nationale entre principe de précaution et option stratégique

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a réaffirmé mardi en conseil restreint que les forages tests initiés à In Salah seront «achevés à très brèves échéances» et «l'exploitation proprement dite» du gaz de schiste n'est pas encore à l'ordre du jour.

Cependant, s'il s'avère que l'exploration de ces nouvelles sources nationales soit une «nécessité» pour la sécurité énergétique de notre pays, le gouvernement serait alors tenu de «veiller avec fermeté» à faire «respecter la protection de la santé et la population et la préservation de l'environnement».

Pour lever les «incompréhensions et les inquiétudes suscitées par les essais préliminaires dans le domaine du gaz de schiste», le président Bouteflika a exigé du gouvernement à la fois d'engager un large débat transparent avec les compétences reconnues en associant la société civile, et développer une communication plus conséquente «sur les réalités, les enjeux et la portée des actions initiées par l'Etat dans tous ces domaines».

Il s'agit d'une quête de consensus national qui passe par une démarche didactique, rationnelle et progressive visant à permettre à chacun de «mieux comprendre les données relatives aux hydrocarbures non-conventionnels qui sont une réalité et une richesse nouvelles de notre pays».

L'enjeu est de s'adapter à un bouleversement radical et durable du marché mondial de l'énergie qui requiert, entre autres, l'économie d'énergie et la diversification du mix énergétique auxquelles l'Algérie devra recourir, à court et moyen terme.

Il comporterait des énergies renouvelables dont les premières expériences en Algérie sont prometteuses (éolien, solaire) et non-renouvelables (sources d'énergie fossile) à user de manière plus économique et à transformer partiellement en Algérie grâce au développement de la pétrochimie.

Gaz de schiste : respect de l'environnement et préservation de la santé des populations

L'objectif étant, à moyen et long terme, de répondre à la demande énergétique nationale en forte croissance (en gaz, elle est en passe d'égaliser la consommation des pays développés) et dégager, autant que faire se peut, des excédents à l'exportation.

A elles seules, les percées technologiques

peuvent, à la faveur des grandes manœuvres géo-énergétiques mises en branle par les plus grands acteurs mondiaux de ce marché, transformer à court terme les données de l'équation des sources d'énergie fossile et renouvelable.

Concernant le gaz de schiste proprement dit, tout en lançant des signaux d'existence d'un fort potentiel aux nouveaux acteurs de ce marché, l'Algérie a adopté depuis l'amendement de la loi sur les hydrocarbures en 2013, le principe de précaution qui fait obligation à tout firme pétrolière nationale ou étrangère de veiller scrupuleusement au respect de l'environnement et de la préservation de la santé des populations.

C'est ainsi qu'au moins une firme pétrolière multinationale, peu respectueuse de ces exigences, a été mise à l'écart de l'exploration et de l'exploitation test engagées, ces dernières années, a-t-on appris à ce sujet.

En anticipant sur les conséquences des bouleversements des sources d'énergie fossile, les pétroliers algériens n'en gardent pas moins l'œil ouvert sur les évolutions technologiques qui peuvent révolutionner les conditions d'extraction de ces énergies.

Dans les laboratoires, comme sur les champs pétroliers et gaziers, de nouveaux procédés beaucoup moins risqués pour l'environnement sont en phase d'expérimentation aux USA, comme en Chine et d'autres pays du G7.

C'est le cas du procédé d'injection du CO2 pour provoquer la «remontée» du gaz de schiste, voire de l'injection du propane plus léger que le gaz de schiste, mais qui peut permettre d'extraire le gaz de schiste, sans utiliser l'eau souterraine.

Eu égard à sa valeur marchande, le propane, si les expériences se révèlent concluantes à l'échelle industrielle, peut être récupéré dans un bassin limitrophe et retraité pour servir de nouveau en GPL.

Le respect du principe de précaution réaffirmé

Mais les percées technologiques, pour déterminantes et sophistiquées qu'elles

soient, ne nécessitent pas moins des délais d'expérimentation de plusieurs années (pas moins de 4 à 5 ans selon le degré de maîtrise de technologies détenues seulement par quelques majors pétrolières), de mise à l'épreuve et d'études des retombées globales.

Et, pour engager l'exploitation elle-même, quel que soit le procédé utilisé par ailleurs, des infrastructures à mettre en place sont également lourdes à installer et coûteuses à exploiter.

Si bien que même lorsque la décision d'exploiter des gisements à grande échelle est prise, il faut un délai de 10 à 15 ans pour la rendre effective, en sus de toutes les autres questions de maîtrise technologique des procédés, de la commercialité et des rendements.

L'existence de nombreux acteurs potentiels de production et d'exportation des hydrocarbures schisteux est telle que l'Algérie, sans prendre de décision définitive, a un intérêt stratégique à «annoncer la couleur» sur son potentiel et ses capacités réelle à maîtriser tout le processus au moindre coût écologique.

D'autant qu'elle dispose d'un autre atout-maitre, ses impressionnantes infrastructures de transport, y compris les gazoducs trans-méditerranéens, la proximité des marchés européens qui restent de gros importateurs contrairement aux Etats-Unis, et son réseau international d'alliances et de coopération en Asie et en Amérique Latine.

Aussi, toute décision dans le respect du principe de précaution, réaffirmé par le président de la République, tient-elle compte de tous ces paramètres outre la question fondamentale évoquée au cours du conseil restreint : que faire du gaz de schiste, «nouvelle réalité et richesse du pays», pour reprendre l'expression du Président.

D'autant que ce nouveau pari intervient dans un espace territorial, les immenses étendues du grand Sud algérien, «dont le voisinage connaît malheureusement une instabilité dangereuse, y compris pour la sécurité de notre propre pays».

L'exploitation du gaz de schiste n'est pas encore à l'ordre du jour

Le Président de la République, a affirmé mardi que l'exploitation du gaz de schiste en Algérie «n'est pas encore à l'ordre du jour».

Il a évoqué «les incompréhensions et les inquiétudes» suscitées par les essais préliminaires opérés dans le domaine du gaz de schiste.

A ce propos, il a demandé au gouvernement la poursuite des explications en direction de la population locale et de l'opinion publique en général, et ce, non seulement pour faire savoir que les forages-tests, initiés à In Salah, seront achevés «à très brève échéance», mais aussi pour confirmer que «l'exploitation proprement dite de cette énergie nouvelle n'est pas encore à l'ordre du jour».

Pour le Chef de l'Etat, «si l'exploitation de ces nouvelles ressources nationales en hydrocarbures s'avère une nécessité pour la sécurité énergétique du pays à moyen et long termes, le gouvernement devra, cependant, veiller avec fermeté au respect de la législation par les opérateurs concernés, pour la protection de la santé de la population et la préservation de l'environnement».

En outre, il a chargé le gouvernement d'initier des «débat transparents», avec la participation de compétences reconnues, pour permettre à chacun de mieux comprendre les données relatives aux hydrocarbures non conventionnels qui sont «une réalité et une richesse nouvelles de notre pays».

Rappeler que des marches pacifiques anti-gaz de schiste sont organisées, depuis ces dernières semaines, dans quelques villes du Sud dont notamment In Salah où se trouvent les deux puits-pilotes de forage de cet hydrocarbure situés dans la zone d'Ahnet.

A ce propos, le Premier ministre a également assuré, la semaine dernière, que le gouvernement n'envisageait pas d'entamer l'exploitation du gaz de schiste à court terme, mais qu'il s'agissait seulement d'une phase d'étude et d'exploration.

Le ministre de l'Energie, avait indiqué, de son côté, que l'Algérie n'était qu'en phase d'évaluation de ses réserves de gaz de schiste, précisant que Sonatrach n'a procédé au forage expérimental des deux puits-pilotes d'Ahnet (In Salah) qu'après avoir obtenu l'autorisation de l'Agence nationale de valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnafit).

Des responsables de Sonatrach ont aussi assuré que toutes les mesures de précaution avaient été prises lors de ces forages-tests, affirmant que les contraintes environnementales de son extraction dans le Sahara algérien n'étaient pas similaires à celles des zones peuplées aux Etats-Unis et en Europe.

APS

ENERGIE

Gaz de schiste : Sonatrach maîtrise la fracturation hydraulique

Le groupe Sonatrach maîtrise la fracturation hydraulique qui est une technique déjà utilisée par cette compagnie depuis les années 1990 mais sans avoir eu une incidence sur l'environnement, a indiqué le P-DG par intérim de Sonatrach, Saïd Sahnoun, dans un entretien accordé à l'APS.



"Nous avons appliqué cette technique en 1992 à Hassi R'mel sur des formations (géologiques) qui ne sont pas épaisses et dont nous avons extrait du pétrole grâce à des forages horizontaux", précise-t-il. A ce propos, il souligne qu'à Hassi Messaoud, Sonatrach a également eu à recourir à cette technique pour améliorer l'extraction des gisements très compacts (tight) de ce mega champ pétrolier entré en production depuis 1956.

De 2006 à 2010, le groupe a fracturé une moyenne de 50 puits/an à Hassi Messaoud, précise le dirigeant de Sonatrach, en relevant que ces forages, tout comme le reste des puits conventionnels, ont traversé des nappes aquifères sans pour autant avoir eu un impact sur l'environnement.

"C'est une technique maîtrisée par Sonatrach. Nous l'avons importée des Etats-Unis et utilisée de manière systématique dans ces forages", ajoute M. Sahnoun qui affirme, toutefois, comprendre les craintes exprimées par la population d'In Salah quant aux deux puits-pilotes forés dans cette région.

"L'appréhension des gens par rapport à cette activité est souvent légitime. Ils manifestent de la résistance à tout ce qui est nouveau. Je refuse qu'on nous prête l'intention que ce que nous faisons ou ce que nous ferons plus tard puisse être préjudiciable aux citoyens et à l'environnement", insiste-t-il.

Selon lui, les aspects commerciaux et économiques n'écarteront jamais Sonatrach du principe de la protection de la santé de la population et de la préservation de l'environnement, "qui est sacré et parfaitement ancré dans les valeurs de Sonatrach".

Ace titre, il avance que la compagnie, qui est seulement en phase d'évaluation des réserves dans le bassin d'Ahnnet (In Salah) où sont opérés les deux forages-pilotes de schiste, ne vas pas lésiner sur les mesures de protection de l'environnement, notamment pour les nappes

d'eau. D'ailleurs, renchérit-il, Sonatrach applique des mesures de précaution strictes avant et après le forage, et ce, qu'il s'agisse de puits conventionnels (forage vertical) ou de puits non conventionnels (forage horizontal).

Chaque forage doit, en effet, être précédé d'une étude d'impact qui détermine les incidences éventuelles qu'il puisse générer éventuellement sur les nappes d'eau.

En plus de cette étude d'impact, la compagnie nationale procède également au traitement de la boue de forage soit en la solidifiant avec du ciment pour la recycler pour d'autres usages, soit en la décontaminant intégralement des produits chimiques qu'elle contient, détaille-t-il.

M. Sahnoun précise, alors, que son groupe a opté pour le deuxième procédé qui est la décontamination, appelé la "desorption thermique", en dépit du fait qu'il coûte deux fois plus cher que la technique de la solidification.

En outre, Sonatrach procède aussi à l'aménagement de fosses pour le stockage des eaux utilisées lors de la fracturation hydraulique.

Mais, actuellement, elle ne dispose pas encore de la technologie lui permettant de traiter et de recycler cette eau évacuée du puits après l'achèvement du forage comme c'est le cas aux Etats-Unis, reconnaît le même responsable, qui note que les eaux qui ont été utilisées pour le forage d'Ahnnet ont été récupérées et stockées dans une fosse creusée à cet effet.

Néanmoins, cette eau, soumise à plusieurs contrôles de qualité, "ne présente aucun danger sur l'environnement", assure-t-il.

Les forages d'Ahnnet: une vision citoyenne

Questionné sur les additifs utilisés dans cette opération, il explique que cette technique utilise six à sept catégories de produits tels les acides, les stabilisateurs, les inhibiteurs de corrosion et les gélifiants utilisés dans l'industrie

agroalimentaire. Ces mêmes additifs sont également utilisés dans les forages des gisements conventionnels classiques qui ne nécessitent pas le recours à la fracturation hydraulique, signale-t-il, en indiquant que le contrôle de la qualité de ces produits soumis à une autorisation d'importation sera confié à des entreprises algériennes.

Le premier responsable de Sonatrach explique aussi que l'implantation des deux puits-pilotes à Ahnnet, à une trentaine de km d'In Salah, obéit à une "démarche citoyenne" qui consiste à alimenter en gaz la centrale électrique de cette daïra.

A ce sujet, il fait savoir que l'alimentation de cette centrale aurait été rendue impossible si les puits avaient été implantés à une distance importante d'In Salah, et dans un tel cas, Sonatrach n'aurait d'autre choix que de chercher ce gaz: "Ce qui n'est pas raisonnable", observe-t-il.

"Cette démarche citoyenne de Sonatrach a été pervertie et il lui a été (imputée) une image négative", regrette-t-il tout en attribuant ce malentendu à l'inefficacité de la communication de ce groupe pétrolier qui développait un langage sur le schiste qui n'était pas accessible au commun des citoyens.

A rappeler que le Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, a affirmé, mardi lors du Conseil restreint consacré au développement local dans les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux, que l'exploitation du gaz de schiste en Algérie "n'est pas encore à l'ordre du jour".

Pour le Chef de l'Etat, "si l'exploitation de ces nouvelles ressources nationales en hydrocarbures s'avère une nécessité pour la sécurité énergétique du pays à moyen et long termes, le gouvernement devra, cependant, veiller avec fermeté au respect de la législation par les opérateurs concernés, pour la protection de la santé de la population et la préservation de l'environnement".

SYNDICAT L'UGTA commémore le 18^e anniversaire de l'assassinat de Abdelhak Benhamouda



Un recueillement à la mémoire de l'ancien secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) Abdelhak Benhamouda, assassiné le 28 janvier 1997, a été organisé hier au cimetière d'El Alia (Alger).

La cérémonie a été marquée par la présence de MM. Abdelmadjid Sidi Saïd, secrétaire général de l'UGTA, du ministre du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, Mohamed El Ghazi, et du ministre de l'Agriculture et du développement rural, Abdelouahab Nouri.

Des représentants de partis politiques étaient aussi présents à la cérémonie de recueillement au cours de laquelle des gerbes de fleurs ont été déposées sur la tombe du défunt.

Abdelmadjid Sidi Saïd a rappelé, à cette occasion, les qualités du défunt, déclarant que "Benhamouda était un militant républicain, qui a consacré sa vie à défendre le pays et sa stabilité, ainsi que les acquis des travailleurs". Réitérant l'engagement de Abdelhak Benhamouda pour "la stabilité sociale" dans le pays, Sidi Saïd a soutenu que "l'UGTA reste toujours fidèle à la ligne tracée par le défunt".

Auparavant, le secrétaire national chargé des relations extérieures au sein de l'UGTA, Ahmed Guettiche, avait évoqué les positions de l'ancien secrétaire général de l'organisation syndicale, relevant que "Abdelhak Benhamouda était à l'origine de la création du Comité national pour la défense de la République", ainsi que les efforts qu'il avait accomplis pour "éteindre le feu de la fitna".

Le P-DG de Sonatrach dément un projet d'investissement de 70 mds de dollars

Le P-DG par intérim de Sonatrach, Saïd Sahnoun, a démenti l'existence d'un projet d'investissement de 70 milliards de dollars pour le gaz de schiste, notant que sa déclaration à la presse à ce propos a été reprise d'une manière "tendancieuse", explique-t-il dans un entretien accordé à l'APS.

"C'est un chiffre qui a été repris d'une manière tendancieuse. Je n'avais jamais dit que Sonatrach allait investir 70 milliards de dollars pour exploiter le gaz de schiste", relève-t-il.

"J'avais dit que dans le cas où nous considérerions un cadre de développement pour produire 20 milliards de m3/an (sur 20 ans), nous aurions besoin de forer 200 puits par an", ce qui équivaldrait à un investissement d'environ 70

milliards de dollars, tient-il à rectifier. Selon lui, ce montant n'est qu'une estimation calculée sur la base de l'hypothèse d'une production de 20 milliards de m3/an.

"Ce sera de la pire spéculation" d'avancer (des estimations) sur les taux d'extraction, "il ne faut pas envoyer de mauvais messages", selon lui. A ce stade de la démarche, confirme M. Sahnoun, aucune décision d'exploitation de gaz de schiste n'a été prise par Sonatrach. D'autant que "la faisabilité technique et commerciale du projet n'a pas encore été confirmée", et ce, "en dépit du fait que le bassin d'Ahnnet (In Salah) recèle d'importantes réserves".

"Les deux forages, en production expérimentale, vont permettre à Sonatrach de mesurer avec exactitude le débit d'un puits schiste en Algérie et le plateau de sa produc-

tion", indique le même responsable.

A rappeler que le Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, a affirmé, mardi lors du Conseil restreint consacré au développement local dans les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux, que l'exploitation du gaz de schiste en Algérie "n'est pas encore à l'ordre du jour".

Pour le Chef de l'Etat, "si l'exploitation de ces nouvelles ressources nationales en hydrocarbures s'avère une nécessité pour la sécurité énergétique du pays à moyen et long termes, le gouvernement devra, cependant, veiller avec fermeté au respect de la législation par les opérateurs concernés, pour la protection de la santé de la population et la préservation de l'environnement".

LE COMMISSAIRE PRINCIPAL M. AMAR LAROUM, CHEF DU FORUM DE LA SÛRETÉ NATIONALE ET D^R AHMED MIZAB, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION ALGÉRO-AFRICAINE POUR LA PAIX ET LA RÉCONCILIATION NATIONALE, INVITÉS HIER DU FORUM DE DK NEWS

Un autre tabou tombe !

Enraciner la culture de la sécurité publique



► Communiquer c'est convaincre



O.Larbi

Le commissaire principal Omar, Laroui, de la Dgsn, chargé du Forum de cette institution, est intervenu pour situer les efforts de la Sûreté nationale dans l'information des citoyens par l'intermédiaire des médias écrits, télévisés, audio, électroniques dans un contexte d'ouverture et de mondialisation : «L'information produite par la Dgsn, sous la direction du général-major, Abdelghani Hamel, s'est adaptée aux vecteurs existants en créant un site web interactif, où se trouvent toutes les données qui intéressent les citoyens et les professionnels ; des comptes Facebook et Twitter, le Forum de la Sûreté nationale établissent, avec le numéro vert des canaux d'informations et de participation à la sécurité des citoyens dans le respect de la loi et des règlements.

«Nous avons enrichi nos moyens au-delà de la revue «Ech Chorta». Tout ce que nous écrivons et, donc, faisons est accessible à tous.» L'officier a souligné que «l'in-

formation produite par les services de la Dgsn est détaillée, complète sûre, appuyée sur des faits. Et conforme à la loi.»

C'est un fait que la Dgsn est l'une des institutions qui connaît le mieux et en profondeur la société algérienne, non seulement du fait de la répression des actes illégaux et délits, des crimes les plus divers mais grâce à la proximité qu'elle a avec les quartiers et les zones éloignées, «la société civile, à travers les associations nous sont d'un précieux secours en attirant l'attention sur des dysfonctionnements, les dangers ou les risques.»

Prévention

Le meilleur moyen de se prémunir des dangers, de contribuer à la bonne qualité de la vie est de pratiquer une prévention étendue : le citoyen quels que soient son statut, sa place dans la société a déjà montré son intérêt pour la sécurité publique : «Nous avons enregistré 800 000 visites de la page Facebook, 450 000 ont tweeté. Notre souci est de favoriser une culture de la sécurité dans notre société, une éducation qui fait du citoyen un acteur de sa propre

sécurité. Les jeunes ont montré la voie en intervenant sur nos médias. Leur sensibilisation augure d'une bonne appréciation de l'action de la Dgsn.»

Le droit à l'information

Le commissaire Laroui a insisté sur le droit à l'information en faisant référence au code de l'information ; il sait que l'information est une marchandise qui excite l'esprit de concurrence dans la cadre de l'ouverture médiatique : «La concurrence, la précipitation à donner une information «avant les autres» peut-être incomplète, peuvent générer des dérapages indésirables, c'est pourquoi, «il est souhaitable que des journalistes se spécialisent dans l'information sécuritaire, ce qui leur ouvrirait plus de portes au niveau des structures de la Dgsn» affirme le commissaire principal.

Cette spécialisation a des avantages ; outre une meilleure utilisation des capacités d'information de la Dgsn, l'accès aux données statistiques qui sont le véritable miroir de la société s'agissant des crimes et délits, elle offre aux journalistes des connais-

sances sur les dangers qui menacent la société leur permettant de contribuer à l'éveil des consciences et à la responsabilité civique. Dans cette relation de partenariat, c'est l'institution qui donne le plus.

Sécurité

«Toutes les sociétés ont besoin de sécurité pour se développer ; le monde aujourd'hui est marqué par l'instabilité, les changements brutaux à l'intérieur et à l'extérieur, loin ou au contraire tout près. Les menaces sont multiples et les agents aussi divers : assurer la paix et la sécurité. Les voies et moyens adaptés intègrent l'action citoyenne. A cet effet, il est important de le savoir» a soutenu le docteur Ahmed Mizab, président de la Commission algéro-africaine pour la paix et la réconciliation nationale.

L'éducation à toutes les formes de sécurité est la base de la culture civique ; les professionnels de l'information y participeront en se formant aux arcanes de la sécurité publique, «la Dgsn est disponible pour ce faire.»

La communication à la «une»

Saïd Abjaoui

Information sécuritaire. Deux concepts qui ont été et qui sont encore à la base de bien de confusions. Evoquer déjà le simple mot d'information peut induire un trouble compte tenu que tout est politisé et que pour certains tout prête à suspicion. Lui accoler le concept de sécurité définit une stratégie. L'information de sécurité ou l'information sur la sécurité ? Le premier s'inscrit fatalement dans une perspective d'interrogation sur l'évaluation de la sécurité. Il est impossible qu'à travers l'information de sécurité on renonce à nous interroger sur l'état de la sécurité. D'autre part, quand on parle d'information de sécurité, la question se pose de savoir s'il faut rendre celle-ci publique ou procéder à sa rétention.

Dans le contexte de la mondialisation et de la circulation en instantané de l'information, c'est le monde entier qui est informé en même temps. Alors, quelle information à communiquer au monde entier ?

Pour la première fois, le forum de DK News et la Dgsn ont organisé en partenariat un débat avec la presse nationale sur le thème «L'information sécuritaire et l'ouverture médiatique». Les deux invités d'hier étaient le Dr Ahmed Mizab, président de la commission Algéro-Africaine pour la paix et la réconciliation nationale, et le commissaire principal Ahmed Laroum.

Le Dr Mizab commençait par replacer la sécurité dans les différents contextes par rapport à la nature des menaces en disant que les approches opérées sont appropriées à chaque contexte. L'information sécuritaire est alors inscrite dans une stratégie qui sous tend les politiques poursuivies. Le fait que nous soyons dans le cadre d'une ouverture médiatique, dans la circulation en temps réel des informations à travers le monde, a pour implication l'entrée dans les radars mondiaux et donc le regard mondial qui est porté sur la nature de l'information. L'information de sécurité devient ainsi dans les mains de ses auteurs un instrument au service d'une politique.

L'information sécuritaire peut se saisir dans sa globalité. La Dgsn a beaucoup investi dans la prévention car il est moins coûteux d'intervenir en amont qu'en aval. C'est une préoccupation et une instruction du directeur général, le général-major, Hamel. C'est le travail de proximité qui contribue à fournir à la sûreté nationale les informations lui permettant d'intervenir au mieux en amont de la consommation du crime. La sécurité de proximité permet également à la sûreté nationale de récupérer pour la société des jeunes qui étaient en perte de vue et qui pouvaient être utilisés par des criminels à commettre des crimes, des agressions et des vols.

Il peut arriver que des informations sécuritaires ne doivent pas être diffusées, portées à la connaissance des populations par le biais de la presse ou d'une quelconque autre source du double fait qu'elle concerne une affaire en instruction ou une recherche pour incarcération.

Le représentant de la Dgsn souhaiterait que la presse spécialise des journalistes sur les questions de sécurité et que ces derniers soient les interlocuteurs des corps de sécurité.

La Dgsn communique très souvent sur des faits sécuritaires qui ne sont pas fatalement liés au terrorisme.

D'ailleurs, il affirme que la sûreté nationale a pris en charge la mise des journalistes en situation d'appréciation de ses missions à travers les invitations opérées à maintes fois à accompagner des forces d'intervention sur le terrain. Des journalistes ont été invités à faire même des reportages sur les missions de la police durant le service de nuit.

Pour qu'une prise en charge rapide de la protection des populations soit une réalité, la Dgsn met au service des citoyens des numéros dit verts 15 48 qui sont accessibles sur le territoire national. L'information de sécurité peut ainsi avoir les populations pour source émettrice.

L'information de sécurité est toujours inscrite dans une stratégie. Durant la décennie de tragédie nationale, des informations de sécurité ont été données à la une par certains médias. S'agissait-il d'enlever à l'Etat le monopole sur l'information sécuritaire, tant dans son contenu que dans l'opportunité de sa diffusion ?

Nous redisons encore qu'il est important de diffuser des informations responsables. Les journalistes présents au forum ont reconnu la disponibilité des forces de police à les briefer sur les divers aspects de l'activité sécuritaire.

Les journalistes ont été concentrés sur les exposés des deux experts et sur les débats sur un thème qui passait pour être tabous jusque-là...

Un tabou qui vient d'être brisé ce qui honore à ne point endouter la Sûreté nationale.

À RETENIR ...

► FORUM DE LA SÛRETÉ NATIONALE Un espace de communication par excellence

En application des directives du général-major Abdelghani Hamel, la Direction générale de la Sûreté nationale a tracé une nouvelle stratégie de communication visant à renforcer les relations entre la Sûreté nationale et les différents partenaires sociaux. «Dans ce cadre, la Dgsn a multiplié les canaux de communication afin de permettre aux médias de bénéficier de l'information rapidement et efficacement. Créé en 2013, le Forum de la Sûreté nationale qui réunit l'ensemble des organes et traite différents sujets en rapport avec la sécurité, la santé et l'histoire, est un espace de réflexion et de communication par excellence qui fait désirer plusieurs pays arabes», a indiqué M. Laroum.

► 800 000 visiteurs et 450 000 j'aime sur le site web et la page Facebook de la DGSN

En vue de se rapprocher davantage du citoyen, la DGSN a créé en 2007 le site web de la Sûreté nationale (www.DGSN.dz). A actualisé en 2012, le portail web de la police algérienne qui compte plusieurs rubriques dédiées notamment à l'information et à la prise en charge des préoccupations des citoyens, a enregistré plus de 800 000 visiteurs. En 2013, l'institution policière a procédé au lancement d'une page Facebook accessible à partir du lien (facebook.com/algérie.police.dz), pour informer les citoyens, particulièrement les jeunes, sur les missions et les devoirs de la Sûreté nationale. La page qui entre dans sa deuxième année est suivie par plus de 450 000 personnes. La stratégie de déploiement sur le web de la police a été ponctuée par l'ouverture il y a six mois d'un compte twitter (@algeriepolicedz).

► RELATION DGSN-MÉDIAS «Pas de différence dans la transmission de l'information»

Abordant la politique de communication de l'institution avec la presse, le Chef du Forum de la Sûreté nationale, le commissaire principal Laroum Amar, a affirmé qu'aucune distinction n'est faite lors de la transmission de l'information aux médias. «L'information sécuritaire contribue à garantir la sûreté et la sécurité des citoyens. Les communiqués, les informations, ainsi que les invitations sont transmises à tous les organes sans exception».

R. R.



CHLEF

400 nouveaux lits pour renforcer les capacités d'accueil du secteur touristique



Les capacités d'accueil du secteur touristique, à Chlef, seront renforcées par 414 nouveaux lits, au cours du deuxième semestre 2015, a indiqué mardi le responsable par intérim de la direction du tourisme et de l'artisanat.

«Ces lits seront assurés par 2 nouveaux hôtels en réalisation, dont le taux d'avancement actuel est estimé à 85%», a précisé à l'APS, Tarek Saïdi. Il a, également, fait part du lancement programmé, durant le premier trimestre en cours, des chantiers de 3 autres projets hôteliers, d'une capacité d'accueil globale de 256 lits.

Deux de ces hôtels seront implantés à Ténès (50 km au nord de Chlef), alors que le troisième est prévu à Beni Haoua (55 km au nord du chef lieu de wilaya), a-t-il précisé.

M. Saïdi a, en outre, fait cas de l'étude, en cours, d'un projet de résidence touristique de 84 lits à Ténès, dont le dossier a été introduit auprès du ministère de tutelle, en vue de l'obtention d'un accord de principe.

Une autre projet touristique, relatif à la réalisation d'un camp de vacances pilote (de 200 lits), à Sidi Abderrahmane (60 km au nord de Chlef), est en phase des procédures d'obtention d'un contrat de concession, a-t-il ajouté.

Une fois tous ces projets opérationnels, le parc hôtelier de Chlef sera porté à 14 unités, avec une capacité d'accueil de 1400 lits, a informé ce responsable. Il a, également, signalé le lancement des travaux d'aménagement et de viabilisation de 3 zones d'extension touristique (ZET) sur le littoral de Chlef, à Mainis, Oued Tighza et El Marsa.

BISKRA

Une nouvelle brigade mobile des douanes à Ouled Djellal

Le siège d'une brigade mobile à Ouled Djellal (98 km à l'ouest de Biskra) est venu renforcer, lundi, l'inspection divisionnaire des Douanes algériennes dans cette wilaya, a-t-on constaté.

S'étendant sur une superficie de 5.100 m² dont 1.369 m² de surface bâtie, cette nouvelle infrastructure, composée d'un bâtiment administratif et d'un magasin, rayonne sur cinq (5) daïras, à savoir Tolga, Foughala, Oural, Sidi Khalel et Ouled Djellal, selon les explications fournies par un responsable local de ce corps constitué.

La protection de l'économie nationale à travers la lutte contre la contrebande, dans tout le territoire de l'ouest des Ziban, figure parmi les principales missions de cette nouvelle structure, a encore précisé la même source.

La cérémonie d'inauguration de cette brigade mobile, organisée à l'occasion de la célébration de la journée mondiale des Douanes (26 janvier) a été présidée par le directeur régional de ce corps, Tahar Khadraoui.

BÉCHAR

Le développement du secteur de la pêche passe par la formation

Le développement du secteur de la pêche passe par la formation des agriculteurs et autres opérateurs aux techniques de l'aquaculture, la mise en service de la ferme aquacole de Boukais et l'organisation de la pêche continentale au niveau du plan d'eau du barrage de "Djorf Ettorba", ont estimé hier des agriculteurs et élus locaux à Béchar.



Des efforts doivent être déployés par ce secteur pour la formation des agriculteurs de la région, qui disposent de bassins d'irrigation, aux techniques d'aquaculture et au processus d'élevage intensif et soins des poissons d'eau douce, ont-ils indiqué à l'APS.

A la direction locale du secteur de la pêche et des ressources halieutiques, on reconnaît que ce segment des activités de l'aquaculture et de la pisciculture dans la wilaya est en butte effectivement à ce "manque" qui "sera pris en charge au titre d'un vaste projet de développement du secteur, dans le cadre du programme quinquennal 2014-2019".

S'agissant de la ferme aquacole de Boukais, commune située à 50 km au nord-ouest de Béchar, qui s'étend sur une superficie de trois (3) hectares et dont la réception et la mise en service sont prévues à la fin de 2015, elle constituera l'épicentre du programme de développement des activités aquacoles et de la pisciculture dans cette wilaya, a-t-on souligné.

Elle sera aussi un moyen de formation et d'initiation aux techniques d'élevage des différentes espèces de poissons d'eau douce, et aura une capacité de production de 1 million de tonnes de plusieurs espèces de poisson d'eau douce, selon la même source.

Cette structure a entamé en 2013

une vaste opération d'encensement du barrage de Djorf Ettorba avec 1.900.000 alevins de diverses espèces de poisson d'eau douce, notamment la carpe et le tilapia, ainsi que de 30 bassins d'irrigation agricole au titre de l'intégration de la pêche à l'agriculture et du développement des ressources halieutiques, a rappelé la direction du secteur.

Pendant, l'inexpérience et la non maîtrise des techniques d'élevage de ce type de poisson d'eau douce a induit des pertes "assez importantes" d'alevins, ont fait remarquer les responsables de la même direction.

Cette situation sera remédiée cette année par le lancement d'un programme de formation des agriculteurs et des intervenants dans le secteur de la pêche, dans le but de promouvoir les activités d'élevage et de pêche, selon la même source.

La région de Béchar, qui dispose d'importants atouts, dont une ressource hydrique abondante, a été choisie parmi 10 wilayas du pays pour le développement et la promotion de la pêche continentale, dans le cadre du programme de développement quinquennal 2015-2019.

JIJEL

Un nouvel hôpital de 240 lits pour Taher

Un nouvel hôpital de 240 lits sera prochainement réalisé et équipé dans la commune de Taher (Jijel), a indiqué le wali, Ali Bedrici, hier à l'APS.

L'inscription de cet "important projet" est intervenue à la suite d'une demande formulée par la commission locale qui a travaillé à l'élaboration d'une liste de projets proposés dans le cadre du programme quinquennal 2015-2019, a ajouté ce responsable.

L'actuel établissement hospitalier Medjdoub-Saïd de la ville de Taher, construit en préfabriqué il y a un quart de siècle, s'est notablement dégradé au point de ne plus répondre aux normes en matière de santé publique, a-t-il ajouté.

Lors d'une récente visite d'inspection dans la wilaya de Jijel, le ministre de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière avait indiqué que l'hôpital de Taher faisait partie des 42 hôpitaux construits en préfabriqué en Algérie et concernés par une expertise en vue de leur réhabilitation ou de leur remplacement.

M. Bedrici a par ailleurs affirmé qu'en plus de l'hôpital de 60 lits en cours de réalisation à Ziama-Mansouriah, des études techniques étaient en cours pour la construction de deux autres établissements hospitaliers dans les localités de Belghimouz (commune d'El Ancer) et de Chekfa. Il a également fait savoir que d'autres infrastructures de santé seront inscrites dans une phase ultérieure dans d'autres communes de la wilaya, dont Djimla, "compte tenu des priorités arrêtées par la wilaya".

M'DAOUROUCH (SOUK AHRAS) Un programme d'habitat à même de satisfaire 80% de la demande

Le programme d'habitat fort de 3.405 unités des différents segments, en cours de concrétisation dans la daïra de M'daourouch (Souk Ahras), est à même de "satisfaire 80% de la demande locale", a affirmé hier à l'APS le chef de daïra, Melakh Loulki.

Ce responsable a fait état de 1.500 logements publics locatifs (LPL) dont la réalisation, lancée fin 2014, est confiée à une entreprise chinoise, et de 500 autres LPL achevés à 50 %, précisant que les décisions de pré-affectation de ce dernier quota de 500 logements ont été distribuées.

De plus, a ajouté M. Loulki, 340 logements promotionnels aidés (LPA) sont également en cours de réalisation, ainsi que 200 logements sociaux participatifs (ancien programme LSP) dont la moitié a été attribuée.

Le chef de la daïra de M'daourouch a également annoncé "la désignation d'un terrain d'assiette en vue de la construction de 500 logements de la formule location-vente gérée par l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL)".

La liste des bénéficiaires de ce quota destiné aux couches moyennes a "déjà été établie", a conclu M. Loulki.

TIPASA Vers la réalisation d'une station expérimentale de dessalement d'eau de mer fonctionnant à l'énergie renouvelable

Une station expérimentale de dessalement d'eau de mer, fonctionnant à l'énergie renouvelable, une première en Algérie, sera réalisée, durant cette année, au niveau du siège de l'Unité de développement des équipements solaires (UDES) de Bou Ismail (Tipasa), à l'initiative du Centre de développement des énergies renouvelables (CDER), a-t-on appris mardi auprès du responsable de cette organisme scientifique, Pr Yassa Noureddine.

L'information a été révélée au cours d'une rencontre or-

ganisée par le CDER à Tipasa, en collaboration avec la chaire Unesco-Simev (Science des membranes appliquée à l'environnement), dans l'objectif de «l'examen des moyens d'intégration des énergies renouvelables dans le traitement des eaux de mer, des eaux salées du Sahara, et des eaux usées en Algérie», a ajouté ce scientifique.

«L'étude du projet est à un stade avancé», a précisé le Pr Yassa dans une déclaration à l'APS, en marge de cette rencontre, prévoyant son «lancement au second trimestre 2015». «Cette rencontre nous

permettra d'examiner les moyens de coopération avec la chaire Unesco-Simev, soit le transfert technologique pour l'intégration des énergies renouvelables dans les applications des techniques membranaires», a-t-il expliqué. Il a souligné que l'UDES de Bou Ismail, relevant du Centre de développement des énergies renouvelables (CDER), a mobilisé une équipe de chercheurs, qui a mis au point l'étude technique du projet, tout en signalant le lancement des procédures d'acquisition des équipements nécessités pour

cette station, à partir de la France. L'Algérie compte 13 stations de dessalement d'eau de mer, qui consomment actuellement des «sommes colossales en énergie classique», a observé le Pr Yassa, expliquant par là la nécessité de lui substituer une nouvelle énergie, afin de «baisser la facture du m³ d'eau», qui est toujours soutenue par l'Etat, et partant «rationaliser l'usage de l'énergie classique et rallonger la durée d'exploitation des techniques membranaires».

APS

ALGER

Elle tue sa sœur

16 ans de réclusion criminelle

Lamia est âgée de 32 ans. Cette jeune fille est accusée de meurtre sur la personne de sa sœur Amina âgée de 29 ans.

A.Ferrag

En ce jour fatidique une dispute violente éclate entre Lamia et sa sœur Amina. Lamia s'empare d'un manche à balai frappe sa sœur Amina aveuglément, Amina rend l'âme sur le coup.

Lamia se constitue prison-



nière. Le jour du procès, le tribunal d'Alger a examiné un fait grave, la prévenue reconnaissant son crime, elle dira qu'elle n'avait pas voulu tuer sa sœur.

Dans son réquisitoire, le représentant du ministère public, relate les faits contenus dans le dossier, et requiert la peine de 16 ans de réclusion criminelle.

L'avocat de la défense demande d'accorder les circonstances atténuantes.

A la fin des délibérations, le tribunal criminel d'Alger n'accorde aucune circonstance à l'accusée et la condamne à la même peine prononcée par le ministère public : 16 ans de réclusion criminelle.

BÉJAÏA

LA POLICE ET LES SANS-ABRI : humanisme et efficacité

Arslan-B

Mea culpa car, finalement, « grâce à la police, les sans-abri mangeront chaud et à l'abri du froid ».

Un large écho de sympathie de la part de la population : c'est le résultat immédiat du succès incontestable de l'opération aide totale et réconfort aux sans-abri entreprise par la sûreté de wilaya de Béjaïa depuis jeudi der-

nier (22-1-2015). Une opération qui s'étendra tout le long de la période hivernale, nous apprennent M^{me} Boumaza (commissaire et responsable de la cellule de communication de la sûreté de wilaya de Béjaïa et sa collègue Boukhiar Dalila.

C'est donc chaque soir, dès 19h, qu'une équipe composée d'éléments de la sûreté de wilaya (hommes et femmes), de la Protection civile, de la DAS et du Croissant-Rouge al-

gérien commence à sillonner les artères de la ville pour localiser les sans-abri (des deux sexes).

A ces derniers, il est d'abord offert un pack alimentaire (soupe, fromage, pain, fruit et bouteille d'eau), une couverture, puis sont conduits à l'hôpital pour une visite médicale (de prévention, notamment pour les « nouveaux » sans-abri) avant d'être enfin acheminés vers l'Etablissement pour personnes

âgées du chef-lieu. L'opération, inscrite dans la durée, est par conséquent complète sauf que c'est « tant pis » pour celles et ceux parmi les sans-abri qui continuent à être réfractaires à...un abri chauffé, un lit douillet et autres commodités : aussitôt installés, aussitôt évaporés dans la nature.

Ils fuient l'Etablissement d'accueil, préférant « la liberté » même livrée...

A. B.

PROTECTION CIVILE

2.492 interventions en 48h

Durant la période du 27 au 28 Janvier 2015 arrêté ce matin à, Les unités de la protection civile ont enregistré 2492 interventions, dans les différents types d'interventions pour répondre aux appels de secours, suite à des accidents de la circulation, accidents domestiques, évacuation sanitaire, extinction d'incendies, Dispositif de sécurité... etc.

Plusieurs accidents de la circulation ont été enregistrés durant cette période dont 06 les plus mortelles ayant causé le décès à 04 personnes sur les lieux d'accidents et 15 autres blessées, traitées par nos secours puis évacuées vers les structures hospitalières.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Chlef avec 01 personne décédée et 02 autres blessées, suite collision entre un véhicule léger et un camion survenu sur la RN 04



commune de Oued Sly.

Par ailleurs, 04 personnes sont décédées asphyxiées par gaz monoxyde de carbone CO dont 02 personnes âgées respectivement de 76 ans et 63 ans au niveau de la wilaya de Chlef, à la cité el Badr commune Chlef et une autre 01 personne décédée âgée de 35 ans au niveau de la wilaya de Constantine au lieu dit cité Sidi Ameur commune el Khroub, aussi une 01 femme décédée âgée de 48 ans au niveau de la wilaya de Sidi Bel Abbes au lieu dit cité Zougar Larbi com-

mune de Sidi Bel Abbes, les dépouilles des victimes ont été transférées vers les hôpitaux locaux, a noter aussi 07 personnes ont été incommodées par le gaz monoxyde de carbone CO durant la même période au niveau des wilayas : 04 Bouira, 01 Bordj Bou Arreridj et 02 Illizi suite à l'utilisation des appareils de chauffage et chauffe bain à l'intérieur des habitations, des soins de première urgence ont été prodigués sur les lieux avant de transférées les victimes dans un état satisfaisant vers les établissements hospitaliers.

Concernant, l'état des routes suite aux dernières intempéries, il y a lieu de souligner que le trafic routier reste très difficile au niveau des wilayas de Bouira, Tizi Ouzou, Jijel, et Setif les opérations de déneigement et la réouverture des axes routiers sont à pied œuvre par les services concernés.

TISSEMSILT

Journée de sensibilisation et de vulgarisation sur le diabète...

Abed Meghit

L'association des diabétiques de la wilaya de Tissemsilt a organisé une journée de sensibilisation et de vulgarisation sur le diabète, tenue au niveau de la maison de la culture de Bordj Bounaâma a été une occasion pour expliquer aux malades les quatre points essentiels pour éviter les complications du diabète et qui sont le régime alimentaire, le sport, le respect du traitement médical et enfin éviter les pressions.

La journée a été l'occasion d'échanges de préoccupations ainsi que la multiplication de ce genre de journées au niveau local pour tenter de réussir les objectifs attendus. Durant cette journée d'information, les intervenants se sont penchés sur plusieurs points en relation avec les préoccupations des malades, de son côté, le représentant de l'EPH de Bordj Bounaâma s'est concentré sur le rôle de l'organisation des malades se rendant à l'établissement et de la nécessité d'une certaine auto prise en charge quant à l'usage des appareils, tel le glucomètre.

Enfin, les présents se sont entendus sur la multiplication de ce genre de rencontres et sur la nécessité de l'entraide des malades et de leur structuration. Par ailleurs, l'association des diabétiques de la wilaya de Tissemsilt qui, depuis sa création, mène une action de sensibilisation pour l'amélioration des conditions de prise en charge des malades atteints du diabète, n'a pas failli à sa tradition d'organiser des manifestations scientifiques en associant les

spécialistes et les différents intervenants dans la prise en charge de la maladie. Sous le slogan « Agissons ensemble contre les complications du diabète », « La prise en charge du diabétique ne se limite pas à veiller sur l'équilibre hyperglycémique mais il faut aussi traiter tous les facteurs de risque qui gravitent autour », a-t-il souligné. « Les prévisions et les études prédisent une augmentation des cas de diabète dans les pays en voie de développement », dira un conférencier en citant des chiffres : 1,5 million de diabétiques sont recensés en Algérie, 40 millions dans le monde. Dans 10 ans, le nombre augmentera pour atteindre 4 millions en Algérie et 300 millions dans le monde.

« Le régime alimentaire contemporain, les habitudes qui réduisent l'effort physique en sont les principales causes », argumente le spécialiste qui a animé, dans l'après-midi, une autre conférence destinée au large public. En effet, explique, le président de l'association, la wilaya de Tissemsilt enregistre des enfants nouvellement atteints par cette pathologie chronique, et ce, chaque année. Notre interlocuteur précise que les éléments favorisant cette évolution restent méconnus. Cependant, les spécialistes imputent cette hausse à la prédisposition génétique et aux facteurs environnementaux, dont le stress. « Pour une maladie très lourde à gérer, la prise en charge devient de plus en plus difficile », souligne le président de l'association des diabétiques, M. Hadj Abdelkader Mansar d'autant plus que « 80% des malades reçus au niveau de l'association relèvent des couches défavorisées ».

...deux arrestations et saisie de 1,13 grammes de kif traité...

Les éléments de police judiciaire de la 3e Sûreté urbaine du chef-lieu de wilaya, ont mis hors d'état de nuire deux individus qui s'adonnaient à la vente de kif traité parmi les jeunes désœuvrés des quartiers populaires. Ces deux narcotrafiants, des repris de justice notoire, âgés de 22 et 25 ans, ont été interpellés, dans la cité 166 Logements, en possession de cinq morceaux de kif d'un poids total de 1,13 grammes et trois comprimés de psychotropes de marque Promazine ainsi qu'une somme d'argent de 2.000 DA et des armes blanches prohibées. Après leur audition par les enquêteurs, ces deux mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République de Tissemsilt qui les a écroués.

A. M.

...deux malfaiteurs écroués pour cambriolage d'un local commercial

Les éléments de la 4e Sûreté urbaine ont mis la main sur deux malfaiteurs qui ont dérobé un microordinateur portable, une imprimante et un téléphone portable d'un local commercial, situé au quartier Abdelhak Benhamouda (Khotaifa) au centre-ville de Tissemsilt. Selon une source sécuritaire, une enquête a été ouverte après que le propriétaire de ce local ait

déposé une plainte contre X pour signaler le vol de ce matériel informatique. Après de minutieuses recherches, les policiers ont réussi à appréhender ces deux voyous et récupérer le matériel volé. Ces deux présumés voleurs ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Tissemsilt qui les a placés sous mandat de dépôt.

A. M.

SISMOLOGIE:

Le CRAAG de Bouzaréah, une sentinelle contre les séismes du nord de l'Algérie

Créé en 1890, le CRAAG (Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique) de Bouzaréah, sur les hauteurs d'Alger, est le sigle le plus connu des Algériens: faible ou forte, c'est lui qui annonce et donne l'intensité des séismes en Algérie.

Issu des différentes restructurations de l'ancien Observatoire d'Alger ouvert en 1890, le CRAAG, installé dans l'ancien siège de l'Observatoire, assure depuis 1987 une mission de service public à travers "la surveillance sismique du territoire".

"La surveillance continue de l'activité sismique au nord du pays est la principale mission du CRAAG. Cette surveillance est une étape fondamentale dans la réduction du risque sismique sur le cadre bâti et la population", souligne un chercheur du CRAAG, Mohamed Hamdache.

Le centre, qui emploie une centaine de chercheurs dans plusieurs domaines (sismologie, astrophysique et géophysique) chasse les séismes en permanence grâce à un réseau constitué de 80 stations réparties à travers les wilayas du nord du pays.

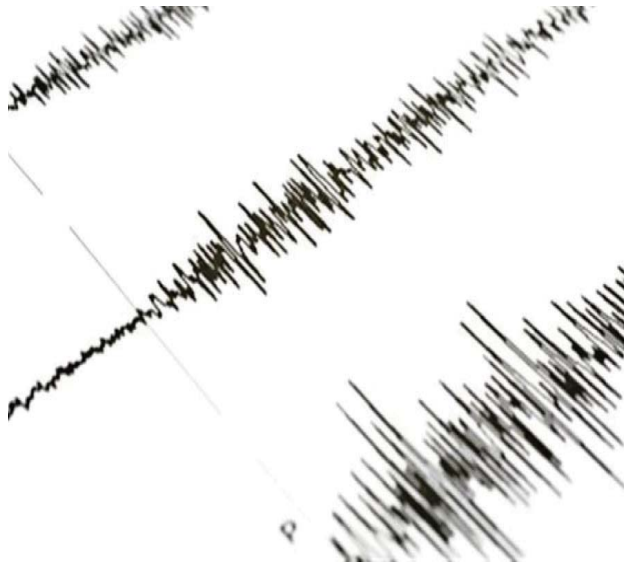
Cette surveillance ne date pas d'aujourd'hui: elle a été inaugurée en 1910 avec l'ouverture de la station sismologique de Bouzaréah, à l'initiative de l'Observatoire d'Alger, qui s'était doté de trois autres stations (Chlef, Relizane, et Sétif) jusqu'en 1958, précise M. Hamdache.

Pour autant, la majorité des stations de surveillance des séismes ont été installées au lendemain du séisme d'El Asnam, qui avait dévasté la région de Chlef le 10 octobre 1980 à 13h25, avec une magnitude de 7,3 sur l'échelle ouverte de Richter, avec un lourd bilan de 2.633 victimes, indique t-on au CRAAG.

Après les 32 stations de surveillance mises en service en 1990, l'établissement a été obligé de procéder, à partir de 1998, à la réinstallation de 35 stations télémesurées à cause "des sabotages perpétrés par les terroristes durant la décennie noire", précise t-on.

Ensuite, "le développement technologique nous a obligés à renouveler notre parc par l'acquisition de 45 stations digitales en 2006", ajoute t-on de même source.

Grâce à ce réseau, le CRAAG enregistre toute l'activité sismique dans le nord du pays, une zone sismique connue des spécialistes. Les données sont recueillies au niveau du "service central de surveillance sismique du territoire" dont le laboratoire



est installé au sous-sol du siège de Bouzaréah, qui occupe le point culminant de la ville.

Le hall du labo ressemble à un musée: les fiches techniques grand format des principaux séismes vécus en Algérie sont accrochées aux murs. La première affiche est consacrée au séisme du 2 janvier 1365, qui a "détruit" la ville d'Alger avec cette légende: "Premier séisme connu dans l'histoire de l'Algérie", en se référant aux écrits d'un chroniqueur et voyageur arabe.

Le laboratoire est aménagé en bureaux avec des écrans géants et de grosses machines comme décor dont le rôle et le fonctionnement ont été expliqués lundi par le sismologue Beldjoudi à une délégation de l'Assemblée populaire de wilaya d'Alger (APW), qui prépare un séminaire en février sur l'extension urbaine dans la capitale, avec la participation du CRAAG

en ce qui concerne les normes parasismiques de construction.

Surveiller pour réduire le risque sismique

Les écrans géants, qui sont reliés au réseau des stations de surveillance, captent et affichent en temps réel un signal à chaque séisme et les données sont transférées vers les calculateurs avant que les chercheurs ne les récupèrent pour les analyser, explique le D^r Beldjoudi.

"Dans les vingt minutes, qui suivent l'alerte d'un séisme de forte magnitude, un bulletin est envoyé au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales (la tutelle du centre), à la Protection civile pour l'orienter vers les lieux de la catastrophe et à l'Agence APS (Algérie presse service) pour la diffusion rapide de l'information", ajoute-t-il.

Avant de quitter les lieux, la délégation de l'APW a constaté que l'écran suspendu au-dessus de l'entrée du "labo" affichait un signal discontinu en vert et la carte géographique représentant le nord du pays au fond de l'écran permet de comprendre qu'un séisme a été enregistré du côté de Blida, qui a connu une intense activité sismique ces derniers mois. "Le séisme est d'une faible magnitude", rassure-t-on.

"Nous enregistrons entre 80 et 90 séismes en moyenne mensuelle. La plupart des séismes captés, comme ceux d'une magnitude de 0,1, ne sont pas ressentis par la population, mais pour nous, ils ont une portée scientifique. Nous les enregistrons, les étudions et en publions les résultats dans des revues scientifiques", indique M. Hamdache.

Le réseau algérien de la surveillance sismologique a véritablement prouvé son efficacité à l'occasion du tremblement de terre de Zemmouri (Boumerdès) le 21 mai 2003, et qui a fait 2.273 morts, d'après le CRAAG.

"Le réseau de surveillance a enregistré le séisme de Zemmouri et ses 7.000 répliques, dont 6.000 jusqu'à janvier 2004. Les résultats ont été analysés et consignés dans un livre produit par le centre", souligne le chercheur. Grâce également à ce réseau, le centre élabore et actualise les cartes de sismicité de l'Algérie du nord sur la base desquelles il dessine des cartes sur des probabilités de séismes sur une période de dix ans. "Ces cartes sont très utiles dans l'établissement des normes de construction parasismique. On ne peut pas réduire le risque sismique sur le cadre bâti et la population, sans le respect obligatoire de ces normes", a souligné M. Hamdache.

Au séminaire du mois de février prochain, l'APW d'Alger se propose de sensibiliser les parties concernées à la nécessité de respecter les normes parasismiques dans l'extension urbaine d'Alger. "La tâche est grande, elle paraît parfois complexe, mais elle n'est pas insurmontable", estime à ce propos M. Hamdache.

NAÂMA

6.764 emplois offerts en 2014 dans la wilaya

Un total de 6.764 emplois, entre permanents et temporaires, ont été créés en 2014 à Naâma, par le biais des différents dispositifs et organismes de l'emploi à travers la wilaya, a-t-on appris hier de la direction locale du secteur.

Les organismes de soutien à l'emploi ont généré 1.990 emplois permanents et le dispositif d'aide à l'insertion professionnelle 2.157 emplois, en plus du placement de 323 personnes dans le cadre du contrat de travail aidé et 2.294 autres par le biais de l'agence de wilaya d'emploi, a-t-on indiqué. Les emplois permanents sont répartis entre 1.539 postes générés par l'agence nationale de gestion du mi-

crocrédit avec le financement de 1.049 dossiers (activités artisanales, de services, de familles productives et de femme au foyer).

L'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ) a offert, quant à elle, 328 emplois, à travers le financement de 172 micro-entreprises, alors que la caisse nationale d'assurance chômage (CNAC) a généré 123 emplois et financé 46 projets d'entrepreneuriat, selon la même source.

Dans le cadre de l'activité de l'Agence nationale de l'emploi, dans la wilaya de Naâma, ont été offerts 217 contrats de travail à durée indéterminée et 2.077 autres à durée déterminée, à travers les

grands chantiers de réalisation, à l'instar du projet de transfert des eaux de Chott El-Gherbi, et la réalisation d'une centrale électrique de 1.200 mégawatts.

Au moins 367 offres d'emploi n'ont pu être pourvues en raison de l'absence des qualifications exigées chez les jeunes de la wilaya, a ajouté la même source.

Le dispositif d'aide à l'insertion professionnelle a installé, durant la même période, 1.119 jeunes promus de la formation professionnelle, 744 dans le cadre des contrats «formation-insertion» et 294 autres dans le cadre de contrats d'insertion des diplômés. Dans le cadre des contrats

d'emploi aidé, 323 jeunes chômeurs en été installés, dont 93 universitaires, alors que la formule des contrats d'insertion professionnelle est considérée comme la plus motivante car participant à l'impulsion du secteur privé et des entreprises économiques et hors administration, a-t-on indiqué.

Le nombre total des offres d'emploi proposées par les entreprises, publiques et privées, y compris étrangères, dans la wilaya, a été de l'ordre de 2.661 emplois répartis entre le secteur public (1.050 postes), privé (1.582), et les entreprises étrangères (29), selon la même source.

APS

M'SILA

Un lycée sportif pour la wilaya

Un lycée sportif a été retenu au titre de l'exercice en cours pour la ville de M'sila, a indiqué hier à l'APS le directeur de la jeunesse et des sports, Aziz Tahir. L'étude technique, actuellement en cours, sera finalisée "durant le premier semestre 2015" pour permettre aussitôt après l'engagement des travaux de cet équipement devant être implanté sur un site prévu pour abriter plusieurs autres infrastructures sportives dont un stade olympique, une salle omnisports et une piscine olympique. Le nombre d'élèves devant être scolarisés dans cette infrastructure qui alliera activité sportive et études, sera "déterminé par l'étude en cours", selon la même source qui a souligné qu'"au regard du niveau actuel de pratique actuelle dans le palier secondaire, d'autres établissements sport-études devraient être programmés dans la wilaya de M'sila".

AÏN TÉMOUCHENT

Saisie de 82 kg de cocaïne au large

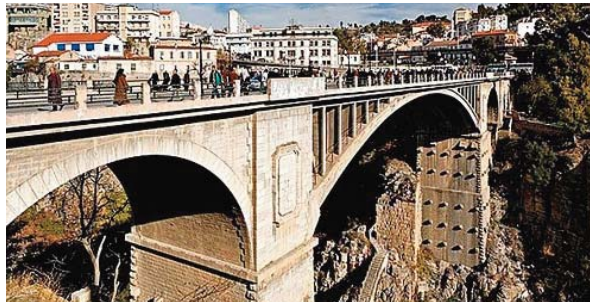
Une quantité de 82 kilogrammes de cocaïne a été saisie, mardi au large d'Aïn Témoûchent, par les garde-côtes, a-t-on appris hier à Oran du commandant régional de la Gendarmerie nationale, le général Tahar Othmani.

La drogue saisie a été remise pour analyse à la brigade de gendarmerie de Bouzedjar (Aïn Témoûchent), où il a été confirmé qu'il s'agit bel et bien de cocaïne, a-t-il indiqué, ajoutant qu'une enquête a été ouverte pour élucider cette affaire.

CONSTANTINE, CAPITALE 2015 DE LA CULTURE ARABE

Un plan de sécurité prochainement arrêté

Un plan de sécurité pour l'événement culturel «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe» sera arrêté dans les prochains jours, a indiqué mardi à Constantine l'inspecteur régional Est de la police, Mustapha Benaini.



Intervenant au cours d'une conférence de presse consacrée au bilan annuel des activités de ce corps constitué dans les quinze wilayas relevant de l'inspection régionale, ce responsable a ajouté qu'une réunion de coordination sera tenue «incensamment» avec les représentants du commissariat de cette manifestation culturelle en vue «d'établir les grandes lignes du plan de sécurité sur la base du programme culturel retenu».

M. Benaini, affirmant que la po-

lice est prête à «s'adapter» et à «répondre» à toutes les exigences en matière de sécurité pour contribuer à la réussite de ce grand événement, a précisé que le professionnalisme et la compétence de la police seront mis à la disposition de cette manifestation culturelle.

Au cours de cette conférence de presse organisée au nouveau siège de l'inspection régionale, il a été rapporté que les atteintes aux personnes et aux biens ont constitué l'essentiel des affaires traitées en

2014 dans les quinze wilayas de l'est du pays, ce qui représente 86,83% de l'ensemble des affaires.

S'agissant du volet lié aux activités du laboratoire régional de la police scientifique et technique, M. Benaini a fait savoir que 13.513 expertises ont été effectuées en 2014.

Il a souligné, à ce propos, que ces expertises ont permis la résolution de plusieurs affaires grâce à l'apport des techniques utilisées pour la traçabilité des crimes et le traitement efficace des indices recueillis.

AIN TEMOUCHENT

Le Commissariat du festival publie un livre sur le théâtre de marionnettes

Le commissariat du Festival culturel national du théâtre de marionnettes (Fcntm) d'Ain Temouchent a publié, à l'occasion de la 8ème édition de cette manifestation, prévue du 1er au 7 février, un livre sur le théâtre de marionnettes, a indiqué le commissaire du Festival, Bouarfa Karim.

Intitulée «Théâtre de marionnettes en Algérie et ailleurs» et écrite par le journaliste écrivain Mohamed Kali, cette publication a été présentée lors de la conférence de presse consacrée à la présentation de la 8ème édition de cette manifestation.

«Nous comptons créer un fonds documentaire du festival, dans le but de laisser des archives dans ce sens», a-t-on souligné. Selon son auteur, l'ouvrage de «cette saga depuis les ombres animées à la marionnette moderne» de 198 pages, édité en 2014 par Dar El Kitab El Arabi d'Al-



ger, se veut une contribution à l'évolution du théâtre de marionnettes.

Dans cette optique, il se propose de mettre en perspective ce qui existe par le biais d'un périple à travers l'aventure du théâtre de la manipulation en terre algérienne qu'ailleurs de par le monde.

L'intention étant de lever les préjugés qui minent cet art par méconnaissance tant de la part du grand public que des décideurs à tous les niveaux, a

ajouté le journaliste écrivain.

L'institutionnalisation, depuis 2007, du Festival culturel national du théâtre de marionnettes, a sensiblement changé la donne, a encore affirmé Mohamed Kali, pour qui, «la festivisation de la vie culturelle en Algérie a permis au théâtre de marionnettes de s'extraire de la marginalisation dont il pâtissait.

Loin de verser dans le triomphalisme, il fait remarquer qu'une «certaine

évolution» de cet art a été perçue après les sept éditions tenues à Ain Temouchent, devenue capitale de la marionnette.

Selon lui, la première Garagouz algérienne a été perçue en 1848 à Mostaganem.

Devenues moyen d'expression et de lutte contre les colons, ces représentations de poupées furent interdites à Alger durant une quinzaine d'années, a-t-il rappelé.

L'intervention des pouvoirs publics à travers le ministère de la Culture a contribué, pour sa part, à l'évolution de cet art, puisqu'il a répondu favorablement à une demande du festival d'Ain Temouchent portant sur la programmation d'une tournée nationale pour les huit troupes engagées en 2013 à la 7ème édition, en plus de la possibilité de bénéficier des aides financières allouées au théâtre, a-t-on souligné.

ÉDUCATION

Donner la priorité au secteur de l'Education dans le budget de l'Etat algérien



Le rapporteur spécial sur le droit à l'Education de l'ONU, Kishore Singh, a mis en exergue mardi à Alger l'importance de la mise en place d'un cadre juridique spécial qui donnerait la priorité au secteur de l'Education dans le budget de l'Etat algérien.

«En dépit des grands efforts consentis par l'Algérie pour le développement du secteur de l'Education qui bénéficie de la priorité eu égard au budget qui lui est consacré, il est nécessaire de consacrer cette priorité dans un cadre législatif», a précisé M. Singh devant les membres de la commission de l'Education, de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et des affaires religieuses à l'Assemblée populaire nationale (APN).

«Ce cadre permettra de définir le seuil minimal du budget qui doit être consacré au secteur de l'Education, quelles que soient les circonstances» qui doit consacrer les principes des chartes internationales adoptées par l'Algérie à l'instar des principes des droits de l'Homme», a-t-il indiqué.

Le rapporteur onusien a estimé que «des députés ont un rôle à jouer pour améliorer la situation de l'enseignant et l'encourager à accomplir ses missions».

S'agissant du secteur de la formation professionnelle, le responsable a préconisé l'adoption du «système dual» appliqué dans plusieurs pays, et qui consiste à contraindre les entreprises économiques à accueillir les stagiaires des centres de formation professionnelle pour acquérir de l'expérience et un savoir-faire.

L'intervenant a estimé que cette mesure avait pour objectif de «valoriser la formation professionnelle et prendre en charge les droits des bénéficiaires». Le rapporteur spécial sur le droit à l'Education du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, arrivé lundi à Alger, avait écouté auparavant un rapport des membres de la commission sur l'évolution de l'enseignement en Algérie.

Le responsable s'est également entretenu avec la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrat, et devrait rencontrer les ministres de l'Enseignement supérieur, de la Formation et de l'enseignement professionnels et des Affaires religieuses.

CERVANTES

Des initiales «MC» suscitent l'espoir de retrouver ses restes



Des fouilles organisées dans la crypte d'une église madrilène en vue de retrouver

les restes de Miguel de Cervantes ont permis la découverte d'un pan de cercueil portant l'inscription «M.C.», suscitant de vifs espoirs de localiser le célèbre auteur de Don Quichotte.

Dans l'une des cavités où les recherches sont menées «sont apparus des morceaux de cercueil, des bouts de bois, des pierres, quelques fragments d'os et effectivement un morceau d'une planche comporte des clous reproduisant les initiales M.C.», a expliqué à Madrid Francisco Etxebarria, l'anthropologue qui dirige l'équipe de chercheurs. Les recherches menées depuis samedi - après une pause de plusieurs mois dans la crypte de l'église du couvent de

Saint Ildelfonse des Mères Trinitaires, dans le centre historique de Madrid sont cependant loin d'être terminées, a-t-il déclaré en appelant à la prudence.

«Ces deux lettres peuvent être très intéressantes», a-t-il ajouté. Mais «d'un point de vue anthropologique, nous n'enregistrons aucune avancée», a-t-il insisté.

D'autant que, selon Almodena Garcia Rubio, dirigeant de son côté les archéologues directement chargés des fouilles, de nombreux restes humains semblent avoir été entreposés au fil des ans. Ses coéquipiers cherchent le squelette d'un homme, d'environ 70 ans, qui aurait six dents ou moins et des traces de lésions sur l'avant-

bras et la main gauches. Miguel de Cervantes avait souffert de ces blessures en participant à la bataille navale de Lépante, ayant opposé en 1571 une coalition hispano-vénitienne à l'empire ottoman, au large de Lépante (Grèce). Né en 1547, dans la vieille ville universitaire d'Alcala de Henares, près de Madrid, Miguel de Cervantes est considéré par beaucoup comme le «père du roman moderne» pour son oeuvre Don Quichotte, publiée en deux parties, en 1605 et 1615. Il est mort dans la pauvreté le 22 avril 1616, et a été enterré selon les écrits de l'époque, dans cette église. Des recherches y ont été menées depuis fin avril.

APS

FATIGUE : ET SI ON RECHARGEAIT NOS BATTERIES ?

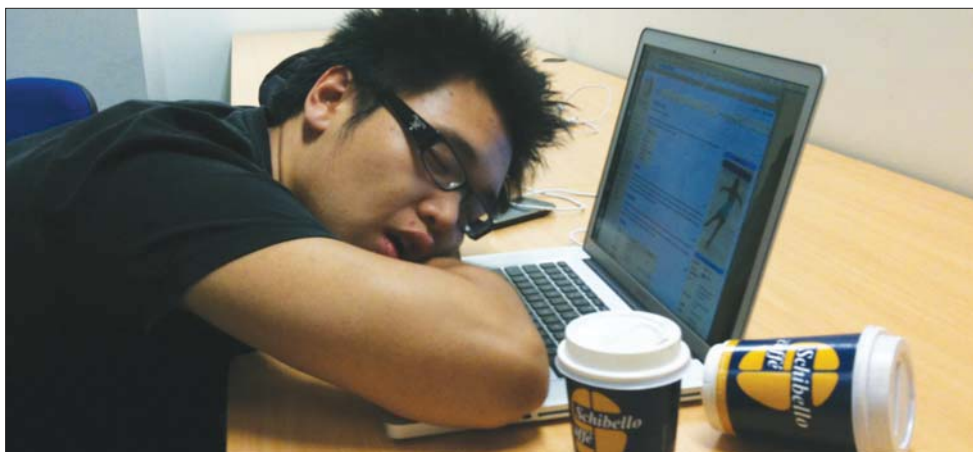
Un tonus en berne n'est souvent que la rançon d'une vie trop trépidante. Il suffit souvent de revoir quelques habitudes pour se sentir régénéré.

Quand la fatigue s'installe, la cause est souvent la plus évidente : le manque de repos. A rester devant les écrans jusqu'à plus d'heure, on oublie que l'on ne malmène pas impunément son rythme biologique. On a beau rêver à celui de Napoléon (qui ne dormait, paraît-il, que 4 ou 5 heures), la durée de sommeil dont nous avons besoin est déterminée génétiquement. Il y a quelques années des chercheurs ont même identifié un gène, porté par un cinquième des Européens, qui entraîne un besoin de sommeil supérieur chez ceux qui en sont pourvus. D'où l'importance de respecter son rythme personnel, d'aller se coucher dès les premiers signes d'endormissement, d'éviter les dîners trop copieux, et de se rappeler que la température idéale de la chambre se situe autour de 18°C.

On dort... mais mieux

Dormir davantage ne suffit pas toujours. Il faut aussi dormir mieux. Quand les heures de sommeil semblent suffisantes et qu'on ne se sent guère plus en forme au réveil, c'est que les nuits sont de mauvaise qualité, agitées, ponctuées de ronflements, et parfois interrompues par des pauses respiratoires angoissantes pour le conjoint qui en est témoin : les apnées du sommeil. Il s'agit d'une véritable asphyxie nocturne, qui frappe surtout les personnes enrobées, qui fument et boivent de l'alcool. Soigner ces apnées du sommeil permet de retrouver tout son allant et protège le système cardiovasculaire.

Autre erreur fréquente : vouloir se « ratrapper » durant le week-end. « Ce n'est pas la bonne solution, soutient le Dr Jean-Pierre Danjean, médecin généraliste. La preuve : elle déclenche souvent des crises chez les migraineux. Pour compléter une nuit trop courte, mieux vaut faire une micro-sieste. » Des études ont montré que cette pratique permet non seulement de regagner en concentration et en énergie, mais qu'elle di-



minue les risques d'infections, de diabète et d'hypertension.

Le bon mode d'emploi ? Entre 13 et 15 heures, s'installer sur un canapé ou dans un bon fauteuil. Se relaxer ou somnoler suffit à recharger les batteries. En revanche, mieux vaut programmer une sonnerie au bout de 20 minutes. Avec un somme plus long, on risquerait de se réveiller « vaseux » et de perturber le sommeil de la nuit suivante.

On bouge pour retrouver la forme

Lorsqu'on se sent claqué, on a tendance à éviter tout effort, alors qu'il faut bouger davantage, au contraire ! « Plus on s'en croûte, plus on prend du poids et plus le moindre effort devient coûteux, explique le Dr Danjean, comme si l'on abaissait le thermostat de la fatigue. »

Marcher 20 minutes chaque jour, c'est déjà bien, la régularité étant plus impor-

tante que la durée. Mais l'idéal serait de faire 10 000 pas par jour. Pour améliorer ses performances de façon ludique, on peut s'équiper d'un petit appareil appelé podomètre (20 à 30 euros, dans les magasins de sport) que l'on clippe à la ceinture dès le saut du lit.

On fait une cure de vitamine D

Pour retrouver du peps, il suffit parfois de se montrer un peu plus raisonnable. Alcool et café à hautes doses fatiguent, de même que la sous-oxygénation chronique due au tabac. Si l'on ne corrige pas les erreurs flagrantes d'hygiène de vie, cocktails anti-fatigue et autres cures de vitamines auront un intérêt plutôt limité. Une exception cependant : la vitamine D. Notre corps en fabriquant l'essentiel sous l'effet du soleil, en hiver, les réserves sont souvent épuisées, ce qui engendre faiblesse musculaire et vitalité en berne (notamment chez les personnes âgées dont la peau la synthèse

moins bien). Les poissons gras offrent la meilleure ressource de vitamine D (rappe-lons-nous la fameuse huile de foie de morue !). Certains aliments industriels (huiles Isio 4) ont aussi revu leur formule, de façon à ce que deux cuillères à soupe quotidiennes couvrent la quasi-totalité de nos besoins. Mais une petite complémentation quotidienne peut aussi requinquer, entre novembre et mars, lorsque l'on ne peut pas s'offrir un séjour au soleil. A prendre au milieu des repas, car la graisse facilite son absorption.

Quand consulter ?

Si votre fatigue ne cède pas au bout d'un mois de reprise en mains. Ou si son caractère brutal et son intensité étonnent. Ce symptôme, bien que très banal, peut aussi annoncer un pépin de santé embêtant (infection, dérèglement de la thyroïde, diabète, voire hépatite, cancer ou problème cardiaque).

HYPERTENSION : UN NOUVEL IMPLANT PLUS EFFICACE QUE LES MÉDICAMENTS

Une équipe de recherche londonienne a mis au point un implant à insérer dans la cuisse capable de diminuer la tension artérielle des patients atteints d'hypertension incontrôlée. Le dispositif serait plus efficace que les traitements médicamenteux chez certains patients. Il s'appelle « The Coupler » et il pourrait bien changer la donne dans le domaine du traitement de l'hypertension artérielle. Développé par ROX Medical (Californie), ce dispositif est tout simplement un implant de la taille d'un trombone, qui s'insère dans la cuisse du patient, entre l'artère et la veine, sous anesthésie locale. L'opération ne dure qu'une quarantaine de minutes. Cet implant vient d'être testé par une équipe de recherche de l'Université Queen Mary de Londres (Royaume-Uni), et les résultats ont été publiés dans The Lancet. L'essai clinique a été mené en aveugle sur 83 patients : ceux-ci ne savaient pas s'ils avaient reçu l'implant « Coupler » ou le traitement conventionnel. Tous les

participants avaient déjà testé au moins trois types de traitements médicamenteux contre leur hypertension artérielle, sans aucun succès. Chez les patients ayant reçu l'implant, une réduction significative de la tension artérielle a été observée, ainsi qu'une baisse des admissions hospitalières liées à des crises d'hypertension. L'implant a également bien fonctionné chez les patients qui n'avaient pas répondu au traitement de dénervation rénale (une autre approche thérapeutique pour traiter l'hypertension), ce qui suggère que le dispositif cible d'autres mécanismes de régulation de la tension. Et à l'inverse de la dénervation rénale, l'implant constitue un traitement réversible, immédiat et a priori sans douleurs. Un bémol tout de même : 29% des patients équipés vont subir un gonflement de la jambe, qui risque de nécessiter une autre intervention, comme la pose d'un stent (petite grille en forme de tube permettant de maintenir un vaisseau sanguin ouvert) dans la veine.



Risque cardiaque : il n'est jamais trop tard pour perdre du poids



La perte de poids, même temporaire, est bénéfique à tout âge et sur le long terme, selon une nouvelle étude.

On le sait, le surpoids et l'obésité aggravent le risque de maladies cardiovasculaires (hypertension artérielle, diabète, athérosclérose) les études nous l'assèment suffisamment. Mais ce cercle vicieux devient-il un cercle vertueux quand il est pris à rebrousse-poil ? C'est la question que s'est posée le professeur John Deanfield de l'University College de Londres (UCL).

Bonne nouvelle ! Le chercheur nous confirme dans la revue *Lancet Diabetes & Endocrinology* qu'il n'est jamais trop tard pour décider de se prendre en main. La perte de poids, peu importe l'âge où on décide à l'entreprendre, se répercute positivement sur le risque cardiaque.

L'étude a examiné l'impact de changements de poids sur les facteurs de risque cardiovasculaire sur un groupe de 1273 hommes et femmes britanniques, suivis depuis leur naissance en mars 1946. Les résultats montrent que plus l'excès de masse grasseuse (adiposité) est durable, plus les risques de problèmes cardiovasculaires plus tard augmentent. Jusque-là, rien de nouveau sous le soleil.

Il n'y a pas d'âge pour penser à sa santé

La suite est autrement plus intéressante : l'étude montre clairement que la courbe du risque cardiovasculaire a tendance à s'inverser et les marqueurs de santé s'améliorent pour chaque baisse de l'IMC gagnée. Les bénéfices cardiovasculaires s'observent sur le long terme.

Pour les chercheurs, cette recherche apporte la preuve qu'il faut encourager les «stratégies de santé publique et d'amélioration du mode de vie des personnes en surpoids ou obèses à tous les âges».

L'âge charnière où les femmes sont plus susceptibles de grossir est de 38 ans. Chez les hommes c'est à 44 ans.

In top Santé.fr

UNE CARENCE EN VITAMINE D AUGMENTERAIT LE RISQUE DE DÉMENCE

Une étude internationale vient d'établir un lien entre une carence en vitamine D et un risque de démence ou même de développement de la maladie d'Alzheimer.

Une carence en vitamine D chez les plus de 65 ans doublerait le risque de souffrir de démence ou de la maladie d'Alzheimer. Tels sont en tout cas les résultats publiés ce mercredi 6 août par une équipe internationale de chercheurs dans la revue américaine *Neurology*.

Après avoir analysé pendant six ans la teneur en vitamine D de 1658 américains âgés et en bonne santé, les scientifiques ont décelé 171 cas de démence et 102 cas d'Alzheimer.

Ils ont ainsi pu déduire que les individus qui étaient carencés en vitamine D ont accru leur risque de démence ou d'Alzheimer, au point parfois de contracter ces maladies.

Ainsi, un taux trop faible de vitamine D augmenterait de 53% le risque de démence, et de 125% ce même risque en cas de carences sévères.

Le risque de développer la maladie d'Alzheimer augmente lui de 69% en cas de taux faible en vitamine D, et de 122% en cas de déficit plus important.

Des résultats qui ont surpris les chercheurs

« Nous nous attendions à trouver un lien entre des taux faibles de vitamine D et le risque de démence et d'Alzheimer, mais les résultats nous ont surpris car ce lien est deux fois plus fort. » avoue le Dr David Llewellyn, auteur principal de l'étude.

« Des études cliniques sont désormais nécessaires pour déterminer si le fait de consommer du poisson gras ou prendre des compléments en vitamine D peut retarder



ou prévenir l'apparition de la maladie d'Alzheimer et de la démence, ajoute le spécialiste, cela dit, nos résultats sont très encourageants, et même si un petit nombre de gens peuvent en bénéficier, cela aura un énorme impact sur la santé publique. »

La vitamine D est un nutriment essentiel à notre santé, qui permet la fixation du calcium sur les os. Elle est présente dans les poissons gras, les conserves de poissons à l'huile ou encore dans le jaune d'œuf. Mais la source la plus simple reste encore l'exposition au soleil, puisque 15 minutes par jour

en été suffisent à combler nos besoins en vitamine D. Le foie et les graisses la stockent ensuite pour plusieurs mois. Les personnes âgées ont cependant plus de mal à la produire via la peau.

Dans le monde, il est actuellement estimé qu'un milliard de personnes souffrent de carences en vitamine D, dues notamment à un ensoleillement trop faible.

Et quand on sait que la maladie d'Alzheimer touche 44 millions de cas dans le monde, cette étude est loin d'être négligeable.

DÉMENCE : SOMNIFÈRES ET ANTIHISTAMINIQUES POURRAIENT LA FAVORISER

Certains somnifères ou antihistaminiques pris régulièrement pendant plus de 3 ans pourraient augmenter le risque d'apparition de formes de démence, comme la maladie d'Alzheimer.

Les notices d'utilisation qui accompagnent certains somnifères ou médicaments antihistaminiques mettent en garde contre les risques de somnolence ou d'attention réduite lors de leur utilisation. Mais, selon une étude qui vient d'être publiée dans la revue médicale *Jama médecine interne*, ces notices devraient être plus explicites et alerter également sur les risques plus élevés de développer une forme de démence.

Attention aux médicaments à effet anticholinergique

Le Dr Shelly Gray et ses collègues de l'Université de Washington (Etats-Unis) ont suivi la



santé de 3434 personnes âgées de 65 ans et plus qui ne présentaient aucun signe de démence au début de l'étude. Ils ont observé leurs dossiers médicaux et les différentes prescriptions

de médicaments afin de déterminer combien d'entre elles avaient pris des médicaments ayant un effet anticholinergique (c'est-à-dire qui agit sur certains neurotransmetteurs),

à quelle dose et à quelle fréquence. Ils ont ensuite comparé ces prescriptions avec l'apparition, dans les dix ans qui ont suivi, de signes de démence (comme la maladie d'Alzheimer, par exemple) chez 797 des participants à l'étude.

Les médicaments de type anticholinergique plus couramment utilisés par ces derniers étaient les antidépresseurs, les antihistaminiques pour les allergies telles que le rhume des foins, les somnifères ou les médicaments pour traiter l'incontinence urinaire.

Selon l'équipe du Dr Gray, les personnes qui prennent au moins 10 mg/jour de doxépine (un antidépresseur), 4 mg/jour de diphenhydramine (un somnifère), ou 5 mg/jour d'oxybutyrine (pour l'incontinence urinaire) pendant plus de 3 ans seraient plus à risque de développer une démence dans les années qui suivent.

14^E SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'OPDAS CONTRE LE VIH/SIDA

Rendez-vous les 30 et 31 janvier à Addis-Abeba

L'Algérie participe à une réunion africaine sur le SIDA les 30 et 31 janvier à Addis-Abeba

Les travaux de la 14^{ème} session de l'assemblée générale de l'Organisation des Premières dames d'Afrique contre le VIH/SIDA (OPDAS) se tiendront à Addis-Abeba (Ethiopie) les 30 et 31 janvier 2015 avec la participation de l'Algérie, indique mercredi un communiqué du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme.

Cette session, à laquelle prend part la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme, Mounia Meslem, est inscrite sous le thème du «renforcement des partenariats en faveur d'un environnement propice» pour mettre fin au Sida d'ici 2030 et «l'autonomisation des femmes en matière de santé et des droits sexuels et reproductifs». Lors de la séance plénière de cette session, le cadre d'action révisé de l'Opdas sera signé par toutes les Premières Dames d'Afrique présentes.

La réunion de l'Opdas aura lieu en marge de la 24^{ème} session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine qui se tiendra les 30 et 31 janvier dans la capitale éthiopienne sur le thème central de «l'Année de l'autonomisation des femmes et développement de l'Afrique pour la concrétisation de l'Agenda 2063».

DIALOGUE INTER LIBYENS À GENÈVE: Accord de principe sur la formation d'un gouvernement d'unité nationale



Les participants au second round du dialogue inter libyens, qui a pris fin mardi à Genève, afin de trouver une solution à la crise politique et sécuritaire qui secoue le pays, se sont entendus sur le principe de la formation d'un gouvernement d'unité nationale. Selon un communiqué de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (Minul), qui préside les discussions, les participants ont discuté pendant deux jours des questions à l'agenda, dont la formation d'un gouvernement d'unité nationale, de mesures de confiance et du lieu des prochains rounds. Par ailleurs, trois des 17 participants à ce dialogue placé sous l'égide de l'ONU vont rester à Genève pour participer mercredi à une table ronde regroupant des représentants des conseils municipaux et locaux pour discuter de mesures de confiance, également au Palais des Nations, a indiqué une source diplomatique, citée par des médias.

En outre, la Minul, dans son initiative, veut associer au dialogue à un stade ultérieur d'autres «représentants des partis politiques, des forces tribales et sociales et des groupes armés», selon la Mission. Dans un communiqué, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU et chef de la Minul Bernardino Leon avait affirmé, à l'issue des deux premières sessions lundi, que les discussions se déroulent dans un esprit positif. «Il y a un esprit très constructif, de très bonnes idées autour de la table. Tout est positif», notait le communiqué. Ces discussions ont fait suite à celles entamées en janvier à Genève et qui avaient débouché sur un accord le 16 janvier pour appeler à une cessation des combats dans le pays en proie au chaos depuis la chute de l'ancien régime de Muammar El Gueddafi en octobre 2011.

APS

AFRIQUE - LIBYE

Réunion à Addis Abeba de la 2^e réunion du Groupe international de contact

Les travaux de la deuxième réunion du Groupe international de contact pour la Libye (GIC-L) ont débuté mercredi à Addis-Abeba (Ethiopie) avec la participation de l'Algérie.



Le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, représente l'Algérie à cette rencontre qui se tient après celle tenue le 3 décembre dernier dans la capitale éthiopienne, sous

la présidence du Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine (UA), Smail Chergui.

Le Groupe international de contact pour la Libye a été mis en place en appli-

cation des dispositions «pertinentes» du communiqué de la 45^{ème} réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'UA, tenue le 23 septembre 2014 à New York. Ces dispositions ont

pour but principal de consolider un cadre de coordination visant à appuyer les efforts tendant à la recherche d'une solution politique durable à la crise en Libye, rappelle-t-on.

Pas de solution militaire possible à la crise libyenne

Le commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine (UA), Smail Chergui, a affirmé mercredi à Addis-Abeba qu'il n'y a pas de solution militaire possible à la crise libyenne, privilégiant une solution pacifique, soutenue par un dialogue national libyen.

«Nous devons dire clairement qu'il n'y a pas de solution militaire possible à la crise (libyenne) actuelle, mais nous devons plutôt encourager tous ceux qui souhaitent négocier en faveur d'une solution pacifique tout en réagissant de façon claire contre ceux qui sont en train d'entraver les efforts de paix», a indiqué M. Chergui dans son allocution à l'ouverture de la 2^{ème} réunion du Groupe international de contact sur la Libye (GIC) sous l'égide de l'Union africaine.

«Il importe que toutes les parties

prenantes déploient des efforts car nous avons l'obligation politique et morale de faire en sorte que les uns et les autres s'engagent sur la voie de la paix et du dialogue en Libye et que les terroristes déposent les armes», a ajouté M. Chergui.

Insistant sur l'importance de restaurer la paix dans ce pays, le Commissaire à la paix et sécurité a pressé les différentes parties en Libye à opter pour le dialogue afin de parvenir à une solution durable.

Pour M. Chergui, il s'agit de soutenir le dialogue mené par les Nations unies et les efforts des pays voisins de la Libye, de l'Union africaine et de la communauté internationale, faisant part aussi de son «souhait» de voir la conjugaison de tous ces efforts aboutir à un dialogue entre toutes les parties en Libye.

De son côté, le chef du bureau des Nations unies auprès de l'Union africaine (Bnuua) et Représentant spécial auprès de l'UA, Haile Menkerios a appelé à «encourager une solution politique et pacifique en Libye», soulignant que les pays voisins peuvent jouer un «rôle très important» dans ce sens.

«Le processus s'annonce long et les Libyens doivent privilégier le dialogue inclusif afin d'écartier tout recours à une solution militaire, le dialogue étant le seul moyen de régler la crise libyenne», a-t-il estimé.

Il a, en outre, salué les discussions entre divers représentants des parties prenantes libyennes, sous l'égide de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) à Genève afin de trouver une solution à la crise politique et sécuritaire qui secoue ce pays.

Réunion de consultation à Addis-Abeba des pays voisins de la Libye

Les pays voisins de la Libye, dont l'Algérie, ont tenu mercredi à Addis-Abeba (Ethiopie), une réunion de consultation avec la participation du ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra.

Cette réunion s'est déroulée dans le contexte de la 2^{ème} réunion ministérielle du Groupe international de contact sur la Libye sous l'égide de l'Union africaine, et dont les travaux ont débuté plutôt le matin

dans la capitale éthiopienne.

Les ministres et chefs de délégation ont souligné à cette occasion «la centralité du rôle des pays voisins de la Libye pour amener les parties libyennes à favoriser le dialogue et la réconciliation nationale, a-t-on appris auprès des membres des délégations qui participent à cette réunion. Au cours de cette réunion le chef de la diplomatie tchadienne a éga-

lement annoncé que la prochaine rencontre ministérielle régulière des pays voisins de la Libye se tiendra à N'Djamena dans les prochaines semaines.

A l'ouverture de cette 2^{ème} réunion du Groupe international de contact sur la Libye, le commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine (UA), Smail Chergui, avait indiqué qu'il n'y a pas de solution militaire possible à la crise libyenne,

privilégiant une solution pacifique, soutenue par un dialogue national libyen. Le chef du bureau des Nations unies auprès de l'Union africaine (Bnuua) et Représentant spécial auprès de l'Union africaine, Haile Menkerios, avait appelé pour sa part à «encourager une solution politique et pacifique en Libye», soulignant que les pays voisins peuvent jouer un «rôle très important» dans ce sens.

SOMALIE: Le Premier ministre forme un nouveau gouvernement

Le Premier ministre somalien Omar Abdirashid Ali Sharmarke, a formé mardi un nouveau gouvernement après avoir renoncé à proposer le précédent au Parlement face à la forte probabilité d'un vote de défiance, rapportent mercredi des médias.

«La tâche qui s'annonce n'est pas simple et le temps presse», a admis M. Sharmarke dans un communiqué, appelant les parlementaires à accorder leur confiance au nouveau gouvernement proposé (18 ministres dont trois femmes, majoritairement des jeunes Somaliens de la diaspora, éduqués à l'étranger).

Le 17 janvier, Omar Abdirashid Ali Sharmarke avait dissous son équipe moins d'une semaine après l'avoir formée en raison de la fronde parlementaire. M. Sharmarke remplace Abdiweli Sheikh Ahmed, débarqué début décembre par une motion de



défiance des députés après un long conflit ouvert avec le président Hassan Sheikh Mohamoud.

La communauté internationale a récemment réitéré ses inquiétudes «sur les retards politiques» en Somalie et demandé la nomination «sans délai» d'un gouvernement ayant l'imprimatur du Parlement, estimant que la crise politique menace le retour de la paix et l'organisation prévue d'un référendum constitutionnel en 2015 et d'élections en 2016.

La Somalie est privée de réel gouvernement depuis la chute du président Siad Barre en 1991, qui l'avait

plongée dans le chaos et la guerre civile. Mais les luttes de pouvoir et la corruption endémique ont sérieusement entravé l'action du gouvernement, qui peine à asseoir son influence au-delà de Mogadiscio malgré le recul militaire des insurgés shebab, souvent remplacés par des chefs de guerre qui tentent d'imposer leur propre autorité.

Bien que privés de l'essentiel de leurs bastions du centre et du sud somalien dont ils contrôlaient un temps la majeure partie, les shebab continuent de contrôler de vastes zones rurales.

Six Bulgares travaillant pour le PAM retenus au Soudan

Six Bulgares employés comme sous-traitants du Programme alimentaire mondial (PAM) sont retenus au Soudan après un atterrissage forcé de leur hélicoptère lundi, ont indiqué le gouvernement bulgare et le PAM. L'appareil de la compagnie Heli Air avait décollé de Rumbek (Soudan du Sud) lundi et se rendait en vue d'une révision à Khartoum, la capitale du Soudan, quand il a dû atterrir pour une raison inconnue à Kadugli, dans la province méridionale du Kordofan-Sud, au Soudan.

Selon Sofia, les trois membres de l'équipage et trois employés, tous bulgares, sont retenus par le Mouvement populaire de libération du Soudan (SPLM-N), une organisation rebelle qui opère au Nil bleu et dans le Kordofan-Sud, deux régions entrées en conflit avec Khartoum juste avant l'accès à l'indépendance du Soudan du Sud en juillet 2011.

Ni le PAM, ni la Bulgarie ne considèrent l'affaire à ce stade comme un enlèvement, a-t-on souligné.

«Nous travaillons à leur libération rapide et d'après ce que nous savons, ils se portent bien. Nous avons l'espoir qu'ils seront relâchés assez rapidement», a indiqué Jane Howard, une porte-parole du PAM à Rome.

Les six Bulgares travaillent pour le compte du service aérien humanitaire des Nations unies (Unhas), un service fournissant un appui logistique au PAM ainsi qu'à des ONG.

MALI: Une dizaine de morts dans une attaque dans le nord du pays

Une attaque lancée dans la nuit de mardi à mercredi dans le nord du Mali par un groupe armé progouvernemental contre des rebelles a fait une dizaine de morts, dont plusieurs kamikazes, selon des sources sécuri-

taires. «Les combattants du GATIA (Groupe autodéfense touareg Imghad et alliés, loyaliste) ont violemment attaqué dans la nuit de mardi à mercredi une position des rebelles opposés au gouvernement non loin de la lo-

calité de Tabankort (nord).

Il y a eu une dizaine de morts au total», a affirmé une source militaire occidentale. Une source de sécurité de l'ONU a confirmé ce bilan, faisant état de trois kamikazes tués.

LUTTE CONTRE BOKO HARAM : Un chef militaire américain veut un «gros effort international»



Le commandant des forces américaines en Afrique, le général Rodriguez, a appelé mardi à «un gros effort international» pour lutter contre le groupe armé Boko Haram, responsable de violences au Nigeria.

«Je pense qu'il va falloir un gros effort international et multinational pour changer une situation qui continue d'évoluer dans la mauvaise direction», a affirmé le général David Rodriguez à Washington devant le centre de réflexion CSIS (Center for strategic and international studies).

«Le gouvernement du Nigeria et

les militaires nigériens vont devoir vraiment améliorer leurs capacités pour faire face, et ils vont avoir besoin d'aide», a-t-il souligné.

Plus de 13 000 personnes ont été tuées depuis 2009 dans les attaques de Boko Haram et les opérations militaires de l'armée, et près de 1,5 million d'habitants sont déplacés par les violences. Les Nations unies ont exprimé leur soutien au Nigeria dans sa lutte contre le groupe armé Boko Haram, et ont appuyé la tenue d'élections «libres, justes et transparentes» dans ce pays.

DISPARUS SAHRAOIS: Découverte de trois nouvelles fosses communes

Six corps de disparus sahraouis ont été exhumés de trois nouvelles fosses communes découvertes récemment par des experts espagnols dans la région de Smara près d'Amgala, a indiqué mercredi le président de l'Association des familles des prisonniers et disparus sahraouis (Afapredesa), Abdesslam Omar. La découverte a été réalisée en «novembre 2014 par des experts scientifiques espagnols, de renommée internationale, qui ont exhumé les restes de six citoyens sahraouis découverts dans trois fosses communes à Fadret Le-guiaa, région de Smara près d'Amgala», a affirmé M. Abdesslam à l'APS.

Il a précisé que les «experts espagnols procèdent actuellement à l'identification génétique des corps». Il s'agit d'une opération complexe qui prendra du temps, a-t-il expliqué, réclamant de «faire toute la lumière sur l'identité de ces personnes». M. Abdesslam a dénoncé, par la même occasion, le fait que l'équipe médicale espagnole «n'ait pas pu élargir ses investigations aux territoires occupés par le Maroc où sont concentrées les fosses communes».

Il a dénoncé, également, qu'en dépit des pressions exercées par les Nations-unies et le Parlement européen, notamment, «le Maroc campe sur sa position de refus» de respecter la légalité internationale. Une situation «qui ne peut durer», a-t-il dit. Le président de l'Afapredesa s'est insurgé, à cet égard, contre le «refus des autorités marocaines d'autoriser les organisations internationales à se rendre dans les territoires sahraouis occupés et dire la vérité sur les violations commises par les forces marocaines».

Selon Abdesslam Omar, «plus de 400 Sahraouis sont actuellement recensés comme victimes de disparitions forcées», précisant que de nombreux autres sont portés disparus suite aux bombardements de l'aviation marocaine à Oum Dreiga, Guelta ou Tifariti en 1976.

La découverte de ces nouvelles fosses s'ajoute à celle trouvée en juin dernier, où huit corps de Sahraouis tués en février 1976 avaient été identifiés par la même équipe espagnole menée par le Dr. Carlos Martín Beristain et son collègue Francisco Etzeberria. Les dépassements marocains ont été déjà mis à nu par la découverte début 2013 de deux fosses communes près de Smara, non loin du «mur de la honte». Les restes de 60 corps au moins, dont des enfants, y ont été trouvés et l'identification de 9 d'entre eux avait permis d'établir qu'il s'agissait de civils sahraouis exécutés par les forces marocaines lors de l'invasion puis l'occupation du Sahara occidental en 1976.

RD CONGO: Offensive imminente contre les rebelles rwandais

L'offensive de l'armée congolaise contre les FDLR dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) est imminente a assuré l'ONU mercredi. «Nous sommes certains que ces opérations» contre les Forces démocratiques de libération du Rwanda (Fdlr «sont imminentes et sont sur le point de commencer», a déclaré le général Abdallah Wafy, chef adjoint de la Mission de l'ONU en RDC (Monusco). «Mais pour des raisons de discrétion militaire, je ne peux pas vous donner d'autre précision», a ajouté le général Wafy, qui s'exprimait lors d'une conférence de presse à Goma, capitale de la province du Nord-Kivu, dans l'est du Congo.

Présent à ses côtés, le chef de la Monusco, Martin Kobler, a indiqué que les soldats de la force onusienne fourniraient notamment à l'armée congolaise un appui aérien avec des hélicoptères d'attaque, un soutien logistique et une aide à l'évacuation médicale des soldats blessés.

Le gouvernement congolais et la communauté internationale avaient donné jusqu'au 2 janvier aux FDLR pour que ces rebelles déposent les armes et se rendent, faute de quoi ils s'exposeraient à un désarmement forcé.

APS

Raids israéliens contre un poste d'artillerie de l'armée syrienne



Des positions de l'armée syrienne ont été la cible de l'aviation israélienne dans la nuit de mardi à mercredi, selon des médias rapportant un communiqué de l'armée israélienne et confirmé par l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

«L'armée israélienne a attaqué des bases d'artillerie de l'armée syrienne», rapportent les agences. «Les frappes ont touché deux bases de la province de Quneitra», a confirmé l'OSDH.

La chaîne panarabe al-Mayadeen TV a pendant ce temps rapporté les attaques, indiquant que les sites militaires ciblés sont situés près de la ville de Tal Shahem dans la province de Qunaitera dans le sud de la Syrie.

Les tensions dans le secteur se sont considérablement accentuées avec le raid meurtrier mené le 18 janvier par Israël en Syrie visant le Hezbollah, tuant six résistants, ainsi qu'un général des Gardiens de la révolution iraniens.

CRISE AU YÉMEN Les Etats-Unis en contact avec des milices houthies

Des responsables américains participent à des discussions avec des représentants des milices chiites houthies au Yémen, qui ont conduit le président du pays Abd Rabbou Mansour Hadi à démissionner, a rapporté un porte-parole du Pentagone.

«Etant donné l'incertitude politique, il est juste de dire que des responsables gouvernementaux américains sont en communication avec diverses parties au Yémen, où la situation politique est très changeante et très complexe», a déclaré mardi à la presse John Kirby.

«Il est aussi exact de dire que les Houthis auront certainement des raisons de vouloir parler aux partenaires internationaux et à la communauté internationale de leurs intentions et de la manière dont le processus va se dérouler», a-t-il ajouté.

Par ailleurs, M. Kirby a précisé qu'il n'y avait «pas de schéma de partage d'informations» entre les Américains et les Houthis. «Il n'y a pas d'accord formel pour le faire, et on a besoin de ces accords formels pour être en capacité de le faire», a-t-il dit.

Washington s'est engagé à poursuivre sa lutte contre Al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa) en dépit du chaos qui règne au Yémen, où le président Hadi, a démissionné la semaine dernière après la prise du palais présidentiel par des milices houthies qui contrôlent depuis le 21 septembre la capitale Sanaa.

Mais des responsables américains craignent que la confusion qui règne au Yémen ne compromette les opérations de contre-terrorisme et de renseignement.

UKRAINE

Les Etats-Unis et l'UE coopèrent pour de nouvelles sanctions contre la Russie

Les Etats-Unis ont annoncé hier à Kiev, leur coopération avec l'Union européenne pour renforcer les sanctions économiques contre la Russie en raison de son rôle dans le regain de violences dans l'est de l'Ukraine, selon le secrétaire d'Etat américain au Trésor Jack Lew.

«Notre premier choix est la solution diplomatique qui nous permettra d'atténuer les sanctions. Mais nous sommes préparés à faire plus si nécessaire. A cette fin, nous allons continuer de travailler avec nos alliés pour accroître la pression sur la Russie», a déclaré M. Lew à la presse. Mardi, l'Union européenne avait annoncé qu'elle envisageait de



nouvelles sanctions contre Moscou, déjà lourdement frappée et dont la note de la dette souveraine vient d'être abaissée à la catégorie «spéculative», ou «pourrie» en jargon financier, par l'agence américaine Standard & Poor's. Kiev et l'Occident accusent Moscou d'aider militairement les séparatistes et d'avoir déployé ses troupes régulières dans l'est

du pays. La Russie nie toute implication directe dans ce conflit, qui a fait plus de 5.000 morts en neuf mois. «En revanche, nous avons clairement dit dès le début: si Moscou respecte intégralement ses obligations dans le cadre des accords (de paix) de Minsk, les sanctions contre la Russie pourraient être allégées», a fait valoir M. Lew.

ONU - FAO

La sécurité alimentaire est un «outil de prévention et d'atténuation des conflits»

La sécurité alimentaire peut servir comme «outil de prévention et d'atténuation des conflits» et pour la promotion de la paix et de la sécurité, a estimé hier le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), José Graziano da Silva.

«La sécurité alimentaire est un fondement important de la paix, de la stabilité politique et du développement durable. Dans l'histoire de l'humanité, à maintes reprises, nous avons observé le cercle vicieux liant la violence et la faim, et ce sont des conflits qui ne sont pas délimités par des frontières nationales», a dit M. Graziano da Silva, au cours d'une réunion spéciale de la Commission de consolidation de la paix de l'ONU.

L'agriculture et la sécurité alimentaire doivent être traitées comme des composantes essentielles de la consolidation de la paix et de la résolution des conflits, a-t-il ajouté.

Des politiques et des actions en faveur de la sécurité alimentaire peuvent non seulement renforcer la résilience et



résoudre les conflits, mais elles peuvent aussi prévenir les conflits, a-t-il dit en substance. «Nous ne pouvons pas attendre une urgence pour réagir. Pour assurer la sécurité alimentaire, nous devons agir avant la crise. Nous ne pouvons pas empêcher une sécheresse de se produire, mais nous pouvons l'empêcher de dégénérer en famine», a ajouté M. Graziano da Silva. La faim tue beaucoup plus de personnes que la guerre ou le terrorisme, a fait observer le chef de la FAO. A titre d'exemple, plus de 250.000 personnes entre 2010 et 2012, a-t-il fait remarquer. L'impact des conflits dans les zones rurales peut être dévastateur pour les cultures, le bétail et les récoltes et se traduit souvent par la destruction des avoirs agricoles et des revenus des ménages.

Plus que jamais, les peuples et les pays du monde entier ont besoin de travailler ensemble pour surmonter les multiples défis interconnectés auxquels nous sommes confrontés, a souligné le directeur général de la FAO ajoutant que «des partenariats sont essentiels».

CHINE

Le yuan à la 5^e place mondiale des devises les plus utilisées

La monnaie chinoise, le yuan, a grimpé au cinquième rang des devises les plus utilisées pour les paiements internationaux, en dépassant le dollar canadien et le dollar australien, a annoncé hier la société financière Swift.

En janvier 2013, le renminbi (RMB, la «monnaie du peuple»), nom officiel du yuan, occupait la 13^e place de ce classement, ce qui témoigne de son internationalisation rapide.

La devise chinoise a atteint une part record de 2,17% dans les paiements mondiaux en décembre 2014, et talonne désormais le yen japonais, qui a compté pour 2,69% du total ce mois-là.



L'usage du yuan pour des transactions transfrontalières a progressé «de façon sensible» en 2014, pour atteindre 9.950 milliards de yuans (soit 1.403 milliards d'euros), avait indiqué vendredi la banque centrale chinoise (PBOC). Le volume combiné des

opérations conclues en yuans, transactions commerciales, investissements et autres financements, représente désormais 20% des paiements internationaux impliquant la Chine, avait expliqué l'institution.

La Chine ambitionne d'accélérer l'usage du ren-

minbi au-delà des frontières chinoises, et d'en faire une monnaie internationale à la hauteur de son rang de deuxième puissance économique mondiale. Outre des programmes octroyant des quotas d'investissements directs en yuans, la PBOC a signé des accords d'échanges de devises avec 28 autres banques centrales, et établi des chambres de compensation en yuans dans dix pays ou régions, selon la banque centrale. La Banque centrale a par ailleurs élargi la fourchette journalière au sein de laquelle le renminbi est autorisé à fluctuer par rapport au dollar.

PAKISTAN : L'accord nucléaire USA-Inde «aurait un impact négatif sur la stabilité en Asie du Sud»

«La mise en œuvre de l'accord nucléaire Inde-Etats-Unis par opportunisme politique et économique aurait un impact négatif sur la stabilité de la dissuasion nucléaire en Asie du Sud», a affirmé le conseiller principal à la sécurité pakistanaise. Le président américain Barack Obama et le Premier ministre indien Narendra Modi ont déclaré que les deux pays ont réalisé une «percée» à l'égard de l'accord nucléaire civil, six ans après sa signature. Ils sont parvenus à une entente lors de la visite en Inde du président Obama qui s'est conclue mardi. «Le Pakistan se réserve



Le Pakistan a exprimé ses sérieuses préoccupations face à la finalisation d'un accord nucléaire entre les Etats-Unis et l'Inde, affirmant qu'il aura un «effet déstabilisant» dans la région.

le droit de sauvegarder ses intérêts sécuritaires nationaux», a déclaré Sartaj Aziz dans un communiqué publié tard mardi. Le Pakistan a également contesté la proposition

d'accorder à l'Inde un statut de membre du Groupe des fournisseurs nucléaires (GFN).

«Le Pakistan s'oppose à une autre exemption des règles du GFN destinée à accor-

der un statut de membre à l'Inde, compte tenu que cela aggraverait l'atmosphère de stabilité stratégique déjà fragile en Asie du Sud, saperait la crédibilité du GFN et affaiblirait le régime de non-prolifération», selon M. Aziz.

Il a mentionné que le Pakistan s'oppose aux politiques de sélectivité et de discrimination, mais n'est pas contre la coopération nucléaire civile ou l'adhésion au GFN d'Etats parties au Traité de non-prolifération, tant que les décisions soient basées sur des principes de non-discrimination et des critères objectifs de non-prolifération.

SYRIE Discussions à Moscou entre opposants et émissaires du président al-Assad

Des opposants syriens et des émissaires du président Bachar al-Assad ont commencé, hier à Moscou, des pourparlers visant à relancer le dialogue pour trouver une solution au conflit qui frappe ce pays depuis presque quatre ans.

Les 32 membres de différents groupes de l'opposition tolérée par Damas et les 6 membres de la délégation officielle menée par l'ambassadeur de Syrie à l'ONU se sont réunis peu après 10h00 (7h00 GMT) dans une résidence de la diplomatie russe, a indiqué un des participants, cités par des médias.

Il s'agit des premières discussions entre des membres de l'opposition, notamment des représentants du Comité de coordination nationale pour les forces du changement démocratique (CCND) et des Kurdes, et des responsables du gouvernement depuis l'échec des pourparlers de Genève II en février 2014.

Mais ces discussions se tiennent en l'absence de la Coalition nationale de l'opposition syrienne, basée à Istanbul et considérée par la communauté inter-



nationale comme la principale force d'opposition syrienne.

La Coalition a exclu toute participation, estimant que les discussions devraient avoir lieu sous l'égide de l'ONU en pays «neutre», et non en Russie. «Nous sommes venus avec une liste de dix points. Pour éviter de faire la même erreur que l'opposition à Genève II, nous n'allons pas aborder tout de suite la question d'un gouvernement transitoire», a affirmé un des opposants.

Parmi les priorités de l'opposition avancées à Moscou: l'arrêt des bombardements, la libération de prisonniers politiques, «en priorité les femmes et

les enfants», des «mécanismes pour l'acheminement de l'aide humanitaire». «Ces premières discussions ne sont que le début d'un long processus» de paix, a souligné l'opposant.

Après une première session de discussions dans la matinée, les Syriens doivent rencontrer le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov dans l'après-midi avant de reprendre leurs pourparlers.

Des discussions entre opposants et responsables du pouvoir sont également prévues jeudi. L'opposition s'est réunie lundi et mardi pour tenter d'établir une position commune.

UKRAINE La situation au centre d'un entretien entre Obama et Merkel

La recrudescence des violences en Ukraine était au centre d'un entretien téléphonique mardi entre le président américain Barack Obama et la Chancelière allemande Angela Merkel, selon la Maison-Blanche.

M. Obama et M^{me} Merkel ont fait part de leurs inquiétudes quant «au soutien matériel qu'offre la Russie aux séparatistes» et l'échec de cette dernière à honorer ses engagements pris lors des accords de Minsk, a indiqué la Maison-Blanche.

Les deux dirigeants ont également «convenu de l'importance de la finalisation d'un dispositif solide d'aide financière pour l'Ukraine, et ce pour lui permettre de stabiliser son économie alors qu'elle continue de mettre en place des réformes pour le retour à la croissance et à la prospérité», selon la même source.

La Russie par la voix de son ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, a annoncé lundi sa volonté de relancer le processus de paix en Ukraine.

«Nous sommes convaincus que le processus de paix a besoin d'être ranimé, et les efforts nécessaires à cet égard sont en train d'être mis en place, essentiellement pour engager un dialogue direct, accompli, et durable entre le gouvernement de Kiev et les insurgés», a affirmé M. Lavrov. Le conflit armé dans l'est de l'Ukraine a fait plus de 5.000 morts depuis son début en avril, selon l'ONU.

MEXIQUE Les étudiants disparus auraient été assassinés par un cartel

Les 43 étudiants disparus en septembre dans le sud du Mexique ont été assassinés par des tueurs du crime organisé, a annoncé mardi le ministre de la Justice, Jesus Murillo Karam.

L'enquête menée «nous donne la certitude légale que les élèves enseignants ont été tués dans les circonstances décrites», à savoir leur enlèvement par des policiers locaux et leur meurtre par des membres d'un cartel, a affirmé M. Karam lors d'une conférence de presse. Selon lui, les aveux de détenus et les expertises «ont permis de faire une analyse logique des causes et de parvenir, sans aucun doute possible, à la conclusion que les étudiants ont été privés de leur liberté, puis qu'on leur a ôté la vie, avant de les incinérer et de les jeter dans la rivière San Juan, dans cet ordre».

Les autorités judiciaires considéraient jusqu'à présent comme disparus les élèves enlevés. Selon les autorités judiciaires, c'est sur l'ordre de l'ex-maire d'Iguala et de son épouse, qui craignaient qu'ils ne viennent perturber une cérémonie publique, qu'un groupe d'étudiants de l'école normale rurale d'Ayotzinapa a été attaqué par balles par des policiers locaux en collusion avec des narcotrafiquants.

Après la fusillade, qui avait fait six morts, 43 de ces étudiants avaient été portés disparus. Selon l'enquête, les policiers locaux auraient remis les jeunes à des membres du cartel local des Guerreros Unidos, qui les ont ensuite assassinés puis brûlés avant de jeter leur restes dans une rivière. L'ex-maire d'Iguala et son épouse ont été arrêtés, ainsi que quelque 90 policiers locaux, narcotrafiquants ou fonctionnaires.

APS

RAPPROCHEMENT ETATS-UNIS - CUBA Washington qualifie la réaction de Fidel Castro de «signe positif»

La réaction de l'ex-président cubain Fidel Castro sur le rapprochement historique entre les Etats-Unis et Cuba est un «signe positif», a indiqué mardi la porte-parole du département d'Etat, Jennifer Psaki. «Nous prenons sa référence aux normes et aux principes internationaux comme un signe positif et nous espérons que le gouvernement cubain les mettra en œuvre pour un Cuba démocratique, stable et prospère», a affirmé M^{me} Psaki.

Lundi, Fidel Castro a indiqué dans une lettre lue sur l'antenne de la télévision nationale qu'il ne rejetait pas le rapprochement récemment engagé avec Washington, mais qu'il ne faisait toutefois pas confiance aux Etats-Unis. «Je n'ai pas confiance dans la politique des Etats-Unis, et je n'ai échangé aucun mot avec eux, mais cela ne signifie à aucun moment un rejet d'une solution pacifique aux conflits», a-t-il souligné dans sa lettre publiée mardi dans la presse.

«Le président de Cuba a pris les mesures pertinentes au regard de ses prérogatives (...) Nous défendrons toujours la coopération et l'amitié entre tous les peuples du monde, y compris avec nos adversaires politiques», a-t-il encore dit.

Fidel Castro a ajouté que «toute solution pacifique et né-



gociée aux problèmes entre les Etats-Unis et les populations ou toute population d'Amérique latine, qui ne prévoit pas l'usage de la force, devrait être traitée selon les normes et les principes internationaux».

La semaine dernière, Cubains et Américains ont entamé des négociations très attendues sur le rétablissement de leurs relations diplomatiques et la réouverture d'ambassades, au second jour de

discussions devant consacrer le rapprochement annoncé mi-décembre entre les deux pays.

Les délégations menées par la sous-secrétaire d'Etat pour l'hémisphère occidentale, Roberta Jacobson, et la directrice des Etats-Unis au ministère cubain des Affaires étrangères, Josefina Vidal, ont pour mission d'étudier comment renouer les liens diplomatiques rompus en 1961.

Après une première session à huis clos mercredi, les deux parties se sont quittées en désaccord sur plusieurs sujets liés aux migrations, mais ont salué la bonne tenue des débats et l'attitude constructive affichée de part et d'autre. Il s'agissait du premier contact de haut niveau entre les deux pays sur l'île depuis 35 ans.

YÉMEN

La milice houthie libère le directeur de cabinet du président



Le directeur de cabinet du président yéménite a été libéré par les miliciens houthis, a rapporté mardi un médiateur.

Cet enlèvement survenu le 17 janvier dernier avait précipité le pays dans une crise politique entraînant la démission de l'ensemble de l'exécutif. Ces miliciens, dits Houthis, qui contrôlent depuis septembre la capitale yéménite, ont remis Ahmed Awad ben Mubarak au comité ayant négocié sa libération, a affirmé le médiateur, Hossam al-Chargabi.

L'enlèvement d'Ahmed Awad ben Mubarak a marqué le début d'une crise au cours de laquelle les Houthis ont investi le palais présidentiel, poussant ainsi le président Abd Rabbou Mansour Hadi et le gouvernement de Khaled Bahah à la démission. Cette libération intervient au lendemain de rencontres entre des responsables houthis et l'émissaire de l'ONU au Yémen, Jamal Benomar, qui tente de faire appliquer un accord politique conclu le 21 septembre 2014 et prévoyant un retrait des miliciens houthis de Sanaa.

SYRIE

Un grand nombre d'étrangers parmi les membres de l'EI tués à Kobané

Beaucoup d'étrangers figuraient parmi les éléments de l'organisation autoproclamée «Etat islamique» (EI, Daech) tués dans la ville syrienne de Kobané (Ain Al-Arab), a indiqué mardi un haut responsable américain.



Lundi, les milices kurdes syriennes (YPG, Unités de protection du peuple kurde) ont annoncé avoir remporté la bataille de Kobané, une ville frontalière de la Turquie, devenue le symbole de la résistance contre Daech.

Dans les combats, l'EI aurait perdu près de 1.200 éléments sur un total de 1.800 morts, d'après des observateurs.

«Nous n'allons pas comptabiliser le nombre de corps, mais le nombre de combattants de l'EI tués atteint les milliers», a affirmé un haut responsable américain du département d'Etat, qui a estimé que le nombre de com-

battants étrangers parmi eux est «extrêmement significatif», sans toutefois préciser leur nationalité.

Après avoir perdu tant d'hommes, «l'EI est en train (...) de se retirer de la ville», a ajouté ce responsable. Les forces kurdes ont repris au groupe EI «à peu près 90% de la ville de Kobané», selon l'armée américaine.

Les forces kurdes ont combattu au sol, avec l'appui crucial des frappes aériennes de la coalition contre l'EI dirigée par les Etats-Unis.

Au total, les alliés ont mené 705 frappes dans la ville et ses environs, selon les statistiques des militaires

américains. Le Pentagone s'est montré prudent sur l'importance proprement militaire d'une victoire kurde à Kobané.

«L'importance de Kobané, c'est l'importance que l'EI lui a donnée», a expliqué le colonel Steve Warren, porte-parole du Pentagone.

L'EI a «consacré des ressources énormes, tant humaines qu'en équipement» à cette bataille, et «a encaissé un coup dur». C'est une preuve de plus que les positions de l'EI «commencent à se détériorer», a-t-il estimé.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère De L'Habitat Et de L'Urbanisme et de la ville.

Direction de l'Urbanisme, de l'architecture Et De la construction De la wilaya De Ain-Defla.

Hay 19 Mars Ain Defla.

N I F : 099044019079802

AVIS MODIFICATIF

Conformément aux dispositions des articles 49 -114 et 125 du décret présidentiel N°10/236 du 07/10/2010, modifié et complété, portant réglementation des marchés publics.

La Direction de l'Urbanisme et de la Construction de la wilaya de Ain-Defla informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national ouvert N°04/2014, paru dans les quotidiens nationaux : En langue nationale «المحور اليومي» en date du 23/09/2014, En langue étrangère «DK NEWS» en date du 23/09/2014, et au BOMOP, relatif à la réalisation des travaux de V.R.D PRIMAIRES ET SECONDAIRES en 03 sites séparés.

- Vu le PV de la réunion de la commission d'ouverture des plis
- Vu le PV de la réunion de la commission d'évaluation des offres techniques
- Vu le PV de la réunion de la commission d'évaluation des offres financières et finale
- Vu les critères de choix du partenaire cocontractant cité dans le cahier des charges.
- Vu la lettre de désistement pour la réalisation des travaux de l'entreprise MAHMOUDI Mourad en date 23/11/2014
- Vu le PV de l'évaluation additive des offres financières.
- Et en application de l'article 125 bis du décret présidentiel N°10/236 du 07/10/2010, modifié et complété, portant réglementation des marchés publics.

Il est porté à la connaissance des soumissionnaires que le présent avis a pour objet de modifier l'avis d'attribution provisoire publiée au journal «المحور اليومي» en date du 09 /11/ 2014 et «DK NEWS» en date du 10 /11/ 2014 comme suit :

ATTRIBUTION PROVISOIRE INITIALE :

Commune	Site	lots	Entreprise	NIF	Note Tech	Montant en TTC après correction	Délai d'exécution	Elément ayant permis le choix
Tarek ibn ziad	(30) logements publics localités chef lieu	Assainissement	MAHMOUDI Mourad	/	55.00	1 958 061.48	45 Jours	pré-qualifiée Moins disant

ATTRIBUTION PROVISOIRE MODIFIEE :

Commune	Site	lots	Entreprise	NIF	Note Tech	Montant en TTC après correction	Délai d'exécution	Elément ayant permis le choix
Tarek ibn ziad	(30) logements publics localités chef lieu	Assainissement	KELKALI Mohamed Yacine	/	48.75	2 326 111.52	60 Jours	pré-qualifiée Moins disant

Tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya Ain Defla dans un délai de dix (10) jours à partir de la première parution du présent avis dans la presse nationale ou dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant les autres soumissionnaires, qui sont intéressés de se rapprocher de services de la DUC Ain Defla, au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché, à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE AIN DEFLA
DAIRA D' EL-ABADIA
COMMUNE DE TACHETA-ZOUGAGHA
N.I.F DE LA COMMUNE 098444329081309

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

- Conformément à l'article 49 du décret présidentiel n°10/236 du 07/10/2010
Modifié et complété portant réglementation des marchés Publics.
- Vu l'avis d'appel d'offres national ouvert n°05/2014 paru dans les
Quotidiens Nationaux (El-Nanar Le : 27/12/2014 en Arabe et DK NEWS
Le : 30/12/2014 en Français).
- Vu le P.V d'évaluation des offres techniques et financiers du : 14/01/2015.
Le Président de l'A.P.C de TACHETA-ZOUGAGHA informe les entreprise
Soumissionnaire que après étude et évaluation des offres de l'opération ; TRANSPORT
DES ELEVES SCOLAIRES POUR L'ANNEE 2015, le marches et Attribuée provisoirement
comme suit :

Destination du lot	Entreprise + N.I.F	Délais	Note Tech	Montant en (T.T.C)	Obs
Lot n° 01; Ligne ouled larbi – ouled bassa	Abdelkrim Ali 1962.4432.00225.38	153 jours	27.00	1.074.060.00 DA	Qualifié Techn et Finance
Lot n° 02; Ligne ouled larbi – tacheta centre	Abdelkrim Amir 1970.0207.00373.46	153 jours	23.00	716.040.00 DA	Qualifié Techn et Finance
Lot n° 03; Ligne khebabza – ouled bouali - tacheta centre	Messaguem Haouari 7969.4411.90011.19	153 jours	27.00	895.050.00 DA	Qualifié Techn et Finance
Lot n° 04; Ligne ouled bassa - tacheta centre (01)	Hennane Mokhfi 1951.4432.00301.49	153 jours	27.00	895.050.00 DA	Qualifié Techn et Finance
Lot n° 05; Ligne souk lathnine – ouled bouali - tacheta centre	Addoun Abdelkader 1974.4411.01182.40	153 jours	27.00	716.040.00 DA	Qualifié Techn et Finance
Lot n° 06; Ligne guemamza - tacheta centre	Dahou Mohammed 1960.4432.00159.31	153 jours	31.00	895.050.00 DA	Qualifié Techn et Finance
Lot n° 07; Ligne souk lathnine – tacheta centre (02)	Bouakba Ahmed 7987.4411.90030.17	153 jours	27.00	716.040.00 DA	Qualifié Techn et Finance
Lot n° 08; Ligne souk lathnine – tacheta centre (03)	Bouhnia Ali 1964.4432.00109.32	153 jours	23.00	537.030.00 DA	Qualifié Techn et Finance
Lot n° 09; Ligne ouled bassa - tacheta centre (02)	Guerrouaz El-Hadj 7997.4432.9004.05	153 jours	23.00	805.545.00 DA	Qualifié Techn et Finance
Lot n° 10; Ligne souk lathnine – tacheta centre (04)	Boudissa bdelkader 1973.0207.00523.44	153 jours	23.00	716.040.00 DA	Qualifié Techn et Finance

- Conformément à l'article 114 du décret présidentiel 236/10 du 07/10/2010 modifié
et complété portant réglementation de marchés publics.
- Les soumissionnaires qui protestent ce choix peuvent introduire leurs recours
auprès de la commission des marchés dans un délai de 10 jours à compter de la
parution de cet avis dans la presse national,
- Les autres soumissionnaires intéressées, peuvent se rapprocher du service concerné, au
plus tard trois 03 jours à compter du premier jour de la publication de l'avis
d'attribution provisoire du marché à prendre connaissance des détaillés de l'évaluation
de leurs offres techniques et financiers.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SETIF
DIRECTION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
MATRICULE FISCAL : 099019019000924

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de article 49 du décret présidentiel N°10-236 du
07/10/2010 portant réglementation des marchés publics modifié et complété, la Direction
de la Formation professionnelle de la Wilaya de SETIF informe l'ensemble des
soumissionnaires ayant répondu à l'avis d'appel d'offre restreint paru dans les quotidiens
nationaux en date du 20/11/2014 relatif à :

Travaux d'aménagement au niveau des établissements de la formation professionnelle
(anti inondation , sécurisations rénovation des réseaux gaz et électricité , chauffage
central , travaux d'assainissement et éclairage extérieur)

Qu'à l'issue de l'analyse et l'évaluation des offres, conformément aux critères de
choix prévus dans le cahier de charge a donné les résultats suivants :

zone	PROJET	SOUSSIONNAIRE RETENU	NOTE TEC	MONTANT DA (T.T.C)	DELAIS	OBSERVATIONS
Zone (A):	- IFF setif . - INSFP 500 setif - CFPA setif féminin - CFPA ain-arnet - CFPA guedjel - CFPA setif III	"BOUZADIR AHMED" N.I.F 196019490044722	79/100	12.564.513.00 DA	05 mois	Moins disant
Zone (B):	- CFPA Ain Oulmene - INSFP Ain Oulmene - CFPA salah bay - CFPA Hammam Sokhna - CFPA ain -azel - CFPA baïda bordj - CFPA ain -ladjer	"SEHABI ABDELHAFID" N .I . F 170192200585168	68.50/100	12.730.009.50 DA (Montant après rabais)	04 mois	Moins disant
Zone (D):	- CFPA amoucha - CFPA beni ourthilen - CFPA ain el kabira - CFPA guenzet - CFPA macsklane - CFPA Hammam gargouire - CFPA bouandass - CFPA habar - CFPA bougaa	Snc kheddi ali et nacer N.I.F 099519090465222	71/100	23.463.940.50 DA	05 mois	Moins disant

Tout soumissionnaire qui conteste le choix , peut introduire un recours auprès de la
commissions des marches publics de la wilaya , dans un délai de 10 jours à compter de la
première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux et ce conformément a
l'article 114 du décret présidentiel N° :10-236 du 07/10/2010 portant réglementation des
marchés publics , si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la
date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant .

Conformément aux dispositions de l'article 125, du décret présidentiel N° : 10/236 du
07/10/2010 les soumissionnaires intéressés par cet avis souhaitant prendre connaissance
des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres sont invites de se rapprocher de nos
services, au plus tard trois (03) jours à compter de la première publication de l'avis.

PROGRAMME DU JOUR

TF1

06:45 Jeunesse : TFou
 08:25 Culture Infos : Météo
 08:30 Culture Infos : Téléshopping
 09:20 Culture Infos : Météo
 09:25 Série TV : Une histoire, une urgence
 09:55 Série TV : Une histoire, une urgence
 10:25 Divertissement : Au nom de la vérité
 10:55 Divertissement : Au nom de la vérité
 11:20 Divertissement : Au nom de la vérité
 11:55 : Petits plats en équilibre
 12:00 Divertissement : Les douze coups de midi
 12:50 Sport : L'affiche du jour
 13:00 Culture Infos : Journal
 13:40 : Petits plats en équilibre
 13:45 Culture Infos : Histoire d'un rêve
 13:50 Culture Infos : Météo
 14:45 Culture Infos : Reportages
 15:35 Série TV : Nos chers voisins
 17:00 Divertissement : Quatre mariages pour une lune de miel
 18:00 Divertissement : Bienvenue au camping
 19:00 Divertissement : Le juste prix
 19:55 Culture Infos : Météo
 20:00 Culture Infos : Journal
 20:30 Autre : Tirage du Loto
 20:35 Culture Infos : Météo
 20:40 Série TV : Nos chers voisins
 20:45 Divertissement : C'est Canteloup
 20:55 Série TV : Chicago Police Department
 21:45 Série TV : Chicago Police Department
 22:35 Série TV : Chicago Police Department
 23:20 Série TV : New York Unité Spéciale

2

06:25 Culture Infos : Point route
 06:30 Culture Infos : Journal
 06:35 Culture Infos : Télématin
 06:57 Culture Infos : Météo 2
 07:00 Culture Infos : Journal
 07:10 Culture Infos : Télématin (suite)
 08:00 Culture Infos : Journal
 08:10 Culture Infos : Télématin (suite)
 09:05 Divertissement : Dans quelle étagerie
 09:10 Série TV : Des jours et des vies
 09:30 Série TV : Amour, gloire et beauté
 09:55 Culture Infos : C'est au programme
 10:50 Culture Infos : Météo outremer
 10:55 Divertissement : Motus
 11:30 Divertissement : Les Z'amours
 12:00 Divertissement : Tout le monde veut prendre sa place
 12:55 Culture Infos : Météo 2
 13:00 Culture Infos : Journal
 13:48 Culture Infos : Météo 2
 13:50 Culture Infos : Consomag
 13:55 Culture Infos : Expression directe
 14:00 Culture Infos : Toute une histoire
 15:10 Culture Infos : L'histoire continue
 15:40 Culture Infos : Comment ça va bien !
 17:45 Culture Infos : Dans la peau d'un chef
 18:15 Divertissement : Pyramide
 18:50 Divertissement : N'oubliez pas les paroles
 19:25 Divertissement : N'oubliez pas les paroles
 19:55 Culture Infos : Météo 2
 20:00 Culture Infos : Journal
 20:40 Série TV : Parents monde d'emploi
 20:44 Divertissement : Alcaline l'instant
 20:45 Culture Infos : Météo 2
 20:50 : Accusé
 21:40 : Accusé
 22:35 Culture Infos : Grand public
 22:38 Divertissement : Un soir à la Tour Eiffel

3

06:00 Culture Infos : EuroNews
 06:45 Série TV : LoliRock
 06:47 Jeunesse : C'est bon !
 06:50 Jeunesse : Les Dalton
 06:57 Jeunesse : Les Dalton
 07:05 Jeunesse : Les Dalton
 07:15 : Nos voisins les Marsupilamis
 07:41 Série TV : Nos voisins les Marsupilamis
 08:07 : Nos voisins les Marsupilamis
 08:31 Jeunesse : Les lapins crétins : invasion
 08:37 Jeunesse : Les lapins crétins : invasion

08:45 Jeunesse : Peanuts
 09:03 : Dans votre région (1ère partie)
 09:50 : Dans votre région (2e partie)
 10:45 Culture Infos : Consomag
 10:50 Culture Infos : Midi en France
 11:55 Culture Infos : Météo
 12:00 Culture Infos : 12/13 : Journal régional
 12:25 Culture Infos : 12/13 : Journal national
 12:55 Culture Infos : Météo à la carte
 13:50 Série TV : Un cas pour deux
 14:55 Culture Infos : Questions au gouvernement
 16:10 Divertissement : Des chiffres et des lettres
 16:50 Divertissement : Harry
 17:25 Divertissement : Un livre, un jour
 17:30 Divertissement : Slam
 18:10 Divertissement : Questions pour un champion
 19:00 Culture Infos : 19/20 : Journal régional
 19:18 Culture Infos : 19/20 : Edition locale
 19:30 Culture Infos : 19/20 : Journal national
 19:58 Culture Infos : Météo
 20:00 Sport : Tout le sport
 20:15 Culture Infos : Météo régionale
 20:20 Série TV : Plus belle la vie
 20:50 Culture Infos : Des racines et des ailes
 22:45 Culture Infos : Météo
 22:50 Culture Infos : Soir 3
 23:15 Culture Infos : Pièces à conviction

CANAL+

06:20 Divertissement : La semaine des Guignols
 06:50 Divertissement : Zapping
 06:55 Divertissement : Le Before du grand journal
 07:20 Culture Infos : La météo
 07:25 Divertissement : Le petit journal
 07:50 : Les Guignols de l'info
 08:00 Culture Infos : La météo
 08:05 Sport : Zapsport
 08:10 Série TV : Mon oncle Charlie
 08:30 Cinéma : Angélique
 10:20 Cinéma : Dans l'ombre de Mary : la promesse de Walt Disney
 12:20 Culture Infos : La nouvelle édition
 12:45 Culture Infos : La nouvelle édition, 2e partie
 14:30 Divertissement : La semaine des Guignols
 15:40 Cinéma : Lenz
 15:50 Divertissement : L'intégrale du zapping
 16:25 Cinéma : Non-Stop
 18:10 Divertissement : Le Before du grand journal
 18:45 Culture Infos : Le JT
 19:05 Divertissement : Le grand journal
 20:00 Divertissement : Le grand journal, la suite
 20:25 Divertissement : Le petit journal
 20:55 Cinéma : Jamais le premier soir
 22:25 Cinéma : Belle comme la femme d'un autre
 23:55 Série TV : Gomorra

M

07:00 Jeunesse : Tony & Alberto
 07:10 Jeunesse : Tony & Alberto
 07:20 Jeunesse : La maison de Mickey
 07:40 Série TV : Docteur La Peluche
 08:10 Jeunesse : Sammy & Co
 08:25 Série TV : Lou !
 08:35 Série TV : Les p'tits diables
 08:55 Culture Infos : Météo
 09:00 Culture Infos : M6 boutique
 10:10 Série TV : Modern Family
 10:30 Série TV : Modern Family
 11:00 Série TV : Desperate Housewives
 11:45 Série TV : Desperate Housewives
 12:40 Culture Infos : Météo
 12:45 Culture Infos : Le 12.45
 13:05 Série TV : Scènes de ménages
 13:40 Culture Infos : Météo
 13:45 : L'homme aux miracles
 15:35 Divertissement : Terres de glace, coeur de feu
 17:20 Divertissement : Les reines du shopping
 18:25 Divertissement : Les reines du shopping
 19:40 Culture Infos : Météo
 19:45 Culture Infos : Le 19.45
 20:10 Série TV : Scènes de ménages
 20:55 Culture Infos : Maison à vendre
 22:30 Culture Infos : Maison à vendre

La sélection

20h55

TF1

No Limit



au centre de toutes les attentions...

Résumé

Vincent retrouve un vieil «ami». Celui-ci a kidnappé Lola pour le forcer à cambrioler la Banque de France. Parallèlement, un malheur n'arrivant jamais seul, Vincent est poursuivi par Hydra qui lui reproche d'avoir été le complice de son père dans l'affaire du trafic de cocaïne. Claude «le magicien», seul capable de s'emparer du trésor de Carpagne, est une fois de plus

20h45

Envoyé spécial

Résumé

Après la diffusion de leur reportage, les réalisateurs sont invités, sur le plateau, à en commenter les tenants et les aboutissants. Au sommaire :

Voitures électriques : un produit d'avenir ?

De nombreux constructeurs automobiles dans le monde se penchent sur des prototypes de voitures électriques, censées relever les défis énergétiques du futur, notamment en ce qui concerne l'indispensable réduction des rejets de CO² dans l'atmosphère, tenus pour responsables en partie du réchauffement climatique. Mais ces véhicules sont-ils la panacée ? Sont-ils réellement moins polluants ? Enquête sur les dessous d'une filière en pleine expansion.



20h45

Effroyables jardins



Résumé

Dans la France des années 60, pour honorer la mémoire d'un soldat allemand qui l'aida lorsqu'il était promis au peloton d'exécution, un instituteur fait le clown à la moindre occasion. Au grand dam de son rejeton.

CANAL+

20h55

Game of Thrones

Résumé

Pour Jon Snow, l'heure est venue de régler ses comptes avec Orell, l'un des membres des Wildings. De son côté, Daenerys poursuit sa route vers la cité de Yunkai, plus déterminée que jamais à libérer des esclaves. Quant à Sansa Stark et Tyrion Lannister, ils apprennent qu'ils vont se marier. Une information qui est loin de les laisser indifférents. Enfin, Jaime Lannister est sur le point de quitter Harrenhal en vue d'être présenté à son père...



20h50

Le transporteur - la série

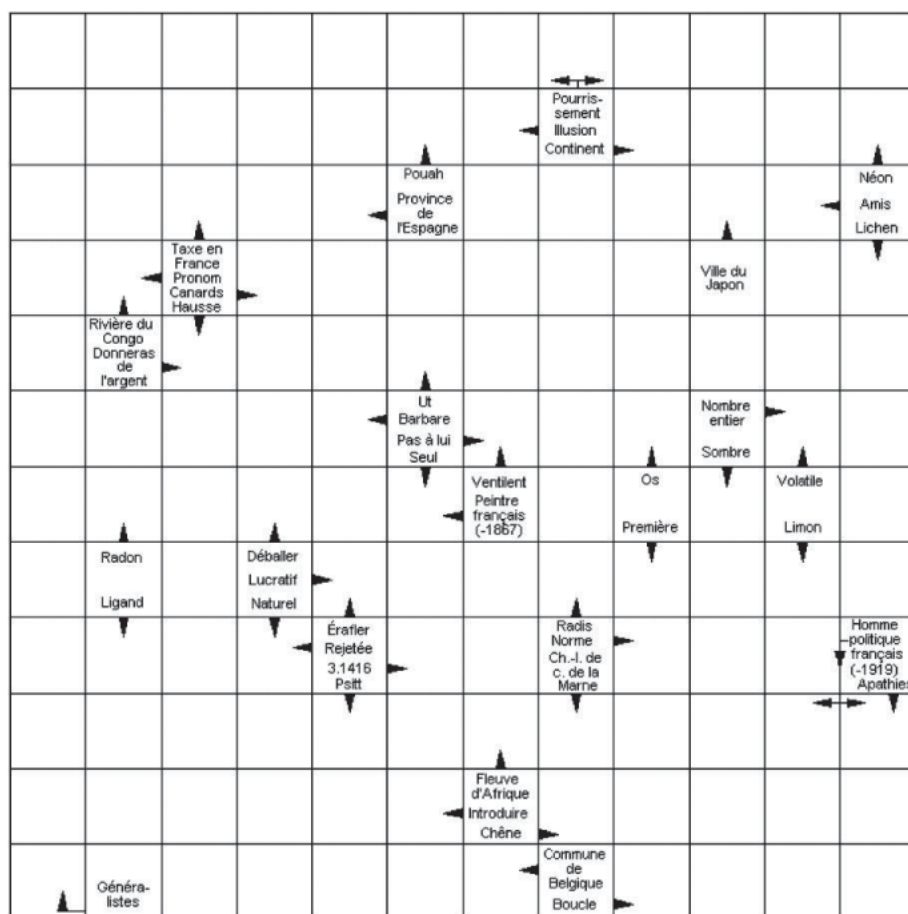


Résumé

A Toronto, Frank a été arrêté par deux policiers pour l'enlèvement d'une certaine Rose Marquez. Or, si Frank connaît effectivement ladite Rose, c'est pour l'avoir aidée à fuir son petit ami violent, quelques mois auparavant. Il la croyait, depuis, réfugiée en Amérique du Sud. Quand les enquêteurs découvrent des messages que Frank aurait envoyés à Rose Marquez la veille de sa disparition, ainsi

que d'autres preuves irréfutables de sa culpabilité, celui-ci ne peut plus compter que sur Jules et Caterina pour découvrir qui se cache derrière cette terrible machination et le tirer de ce mauvais pas...

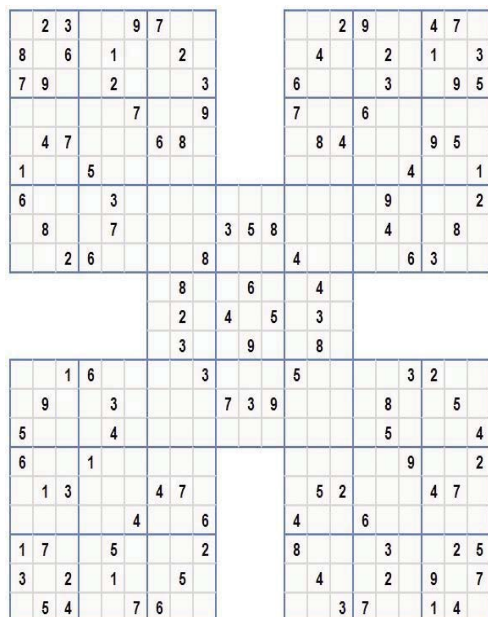
Mots fléchés n°847



Samouraï-Sudoku n°847

Les problèmes de sudoku samouraï se composent de cinq : grilles de sudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samouraï a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



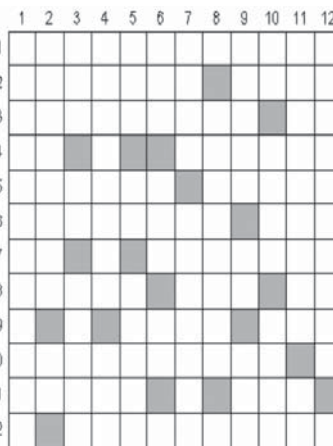
Mots croisés n°847

► Horizontalement:

- Ch.-1. de c. du Cher
- Impuissance - Imitation des premiers sons émis par un bébé
- Qui tiennent de la bête - Américium
- Indium - Fou
- Se dit d'une foule qui manifeste une joie débordante - Souffles
- FI. de Russie, en Sibérie orientale - Tel quel
- Tour - Prénom féminin
- Ch.-1. de c. de la Haute-Garonne - Approbation-Préposition
- Atomes - Arme
- Contrôleur
- Petit de l'oie - Revenu minimum d'insertion
- Basques

► Verticalement:

- Permis
- Arbres des régions équatoriales - Conjonction
- Adjectif possessif - Adverbe de lieu - Urine
- Glucoside extrait de nombreux végétaux - Lente
- Rivière de l'Asie - Police nazie - Tes biens
- Agence centrale de renseignement - Orient -
- Oui
- Juge et grand prêtre des Hébreux - Qui n'éprouve aucune gêne
- Tourmentée par l'envie
- Gros bout d'une queue de billard - Du verbe rire - Canton suisse
- Conjonction - Baie - Fortifié
- Éliminer - Préfixe
- Gonflement d'un organe



Proverbes

Tue le lézard, avant qu'il ne devienne serpent.

Proverbe algérien

Mieux vaut une vérité qui fait mal, qu'un mensonge qui réjouit.

Proverbe berbère

L'optimiste regarde la rose et ne voit pas les épines; le pessimiste regarde les épines et ne voit pas la rose.

Proverbe arabe

L'occasion fait le larron

Proverbe français

C'est arrivé un 29 janvier

2003 : après cinq jours de manifestations violentes et d'attaques contre les intérêts de la France en Côte d'Ivoire, les premières familles françaises quittent le pays dont la situation politique reste incertaine depuis les accords de Marcoussis.

2003 : onze des quinze membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies se prononcent pour une prolongation de la mission des inspecteurs des Nations unies en Irak; seules la Bulgarie et l'Espagne appuient les États-Unis et la Grande-Bretagne.

2004 : le Conseil de l'Europe présente un ensemble de versions remaniées à l'air du temps (techno, jazz, hip-hop, parmi une vingtaine) de l'Hymne à la joie à des fins d'illustrations de reportages télévisuels ou radio-phoniques.

2004 : un séisme de 6,8 sur l'échelle ouverte de Richter secoue l'archipel des Moluques sans faire de victime.

2005 : arrestation de Romain Dupuy, meurtrier présumé des deux infirmières de l'hôpital de Pau, qui avouera les jours suivants.

2005 : premiers vols directs entre la République populaire de Chine et Taïwan depuis 1949.

2006 : le président de la République française, Jacques Chirac, décide de faire chaque année, du 10 mai, un hommage à toutes les victimes de l'esclavage, de la traite des Noirs et du commerce triangulaire.

2007 : attentat d'Eilat : 3 Israéliens sont tués dans une attaque suicide dans une boulangerie.

2010 : alignement Terre-Mars-Soleil, et avec la Lune pendant une petite période.

Célébrations :

- **Gibraltar** : Constitution Day (Journée de la Constitution), commémore la constitution mise en place en janvier 2007.

7 erreurs



FOOTBALL/
CHAMPIONNAT D'ÉGYPTE
- 18^E JOURNÉE

Résultats et classement



Résultats et classement de la 18e
journée du Championnat d'Egypte de
football.

Lundi:

Petrojet - ENPPI	1 - 1
H. E.Hedood - El Raja	2 - 2
Al Masry - Al Ittihad	1 - 0
El Gouna - Al Shorta	0 - 1

Mardi:

M. Elmaqasah - W.Degla	2 - 0
Smouha - Ismaïly	0 - 0
El Daklyeh - Al Asyoty	1 - 1
Al Nasr - A.Contractors	1 - 3

Jeudi:

Zamalek - Al Ahly
Joué le 20 janvier
El Geish - A.Damanhour 3 - 2

Classement:

Classement:	Pts	J
1. Zamalek	40	17
2. ENPPI	38	18
3. Al Ahly	32	16
4. Wadi Degla	32	17
5. Misr Elmaqaasah	28	18
6. El Geish	28	18
7. Ismaily	27	18
8. Petrojet	26	18
9. Al Shorta	26	18
10. Al Ittihad	25	18
11. Arab Contractors	24	18
12. Al Masry	24	18
13. Haras El Hedood	24	18
14. El Daklyeh	21	16
15. Smouha	18	18
16. El Raja	17	18
17. El Gouna	16	18
18. Al Nasr	14	18
19. Alaaab Damanhour	9	18
20. Al Asvoty	6	18.

MOBILIS-LIGUE 1 DE FOOTBALL

Marche de supporters de la JS Kabylie à Tizi Ouzou

Une marche des supporters de la JS Kabylie (Mobilis-Ligue 1 algérienne de football), a été organisée mardi après-midi à Tizi-Ouzou pour demander la levée des sanctions frappant ce club.



La procession qui a réuni plus de 200 supporters, a pris le départ du stade 1er-Novembre pour rejoindre le siège de la wilaya en passant par la rue Lamali-Ahmed. Les manifestants ont brandi des banderoles pour demander la levée des sanctions infligées à la JSK après la mort d'Albert Ebossé, le joueur de la JSK, décédé le 23 août dernier après avoir été mortellement atteint par un objet contondant lancé à partir des tribunes.

les supporters ont observé un rassemblement durant lequel ils ont rappelé leur revendication et souligné leur soutien à leur club, avant de se disperser dans le calme.

Le 3 janvier 2015, le premier responsable de la Ligue de football professionnel, Mahfoud Kerbadji, avait déclaré à la télévision nationale que les supporters de la JSK «auront désormais le droit d'assister aux matchs de leur équipe dès le début de la phase retour à l'extérieur» et qu'une levée

totale de la sanction infligée à la JSK n'est pas à écarter». Suite au décès d'Ebossé, la JSK a été sanctionnée par la CAF qui lui a infligé une suspension de deux années de participation aux compétitions africaines.

La FAF a par contre prononcé la suspension du stade 1er-Novembre pour une saison, et le huis clos, (pour tous les matches disputés chez elle ou à l'extérieur pour une demie saison). Des recours ont été introduits par la direction du club.

MOBILIS-LIGUE 1 (DOMICILIATION)

L'ASM Oran demande à accueillir la JS Saoura au stade Bouakeul

L'ASM Oran a demandé à accueillir au stade Habib-Bouakeul la JS Saoura samedi pour le compte de la 18e journée du championnat de Mobilis-Ligue 1 algérienne de football après l'homologation de cette infrastructure dimanche dernier, a indiqué hier à l'APS le manager général de la formation oranaise. Houari Benamar.

«Nous avons sollicité la Ligue du football professionnel (LFP) pour revoir la domiciliation de ce match et le programmer au stade Bouakeul au lieu de celui de Zabana, d'autant plus que le premier a été finalement homologué dimanche dernier», a déclaré le responsable asémiste.

L'ASMO a évolué au stade Bouakeul pendant toute la saison dernière au terme de laquelle elle avait accédé en Ligue 1 après 7 ans passés en purgatoire. Mais pour son retour parmi l'élite, le club a été contraint de recevoir ses adversaires au stade Zabana, vu que son stade fétiche n'a pas été homologué.

«La commune d'Oran, propriétaire du stade Bouakeul, a effectué les travaux d'aménagement nécessaires pour la levée des réserves formulées par les commission d'audit des stades et tout est rentrée dans l'ordre», a expliqué le manager des "gars de M'dina J'dida".

« On envoyé à la LFP le rapport de la commission en question et on attend sa réponse dans les prochaines heures, on espère qu'elle donne une suite favorable à notre doléance. Dans le cas contraire, on sera contraint de disputer à Zabana le match contre la JSS, en attendant de retrouver notre stade lors de notre prochain rendez-vous à domicile », a encore souligné le même dirigeant.

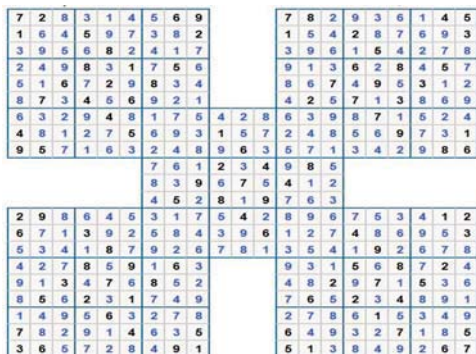


Après trois victoires d'affilée, l'ASMO a été freinée dans son élan par le NA Hussein-Dey (2-1), samedi dernier au stade du 20-Août à Alger dans le cadre de la 17^e journée du championnat. Les Oranais sont 7^{es} au classement du championnat avec 24 points, accusant un retard de 7 unités par rapport au leader, le MO Béjaïa.

APS

S o l u t i o n

Sudoku N°846



Mots Croisés N°845

EMANCIPATION
CASERNE nAl nU
REPUn ORNIERE
ARREThSALSES
BLENEAUnLnFn
OnSGANARELLE
USnAmnDUCnES
IMAMnFEnROCS
LnEMMERDANTE
LIREnTnAYnEn
EVENRANCŒUR
RESTASnENTRE

Mots Fléchés N°845

HORTICULTURE
■ PERIR ■ AINES
GEAI ■ ONC ■ EN ■
ARCEAU ■ ESTOC
LET ■ BLATTE ■ R
VRILLER ■ ELFE
A ■ OUIREZ ■ LEV
NONNE ■ TELE ■ A
IN ■ CROIRE ■ ER
SETH ■ LEOPOLD
EGRENER ■ R ■ BE
RAIRE ■ ELEVES

HANDBALL - MONDIAL 2015

L'Algérie, un champion d'Afrique aux pieds d'argile

L'Algérie a bouclé mardi sa participation au Mondial-2015 de Doha par une humiliante 24^e et dernière place, soit la pire sortie algérienne dans une telle compétition depuis le passage du nombre de participants à 24 équipes.



Finalement, le titre de champion d'Afrique, remporté il y a juste un an à Alger aux dépens de la Tunisie dans une salle Harcha-Hacene bondée, a été l'arbre qui cache la forêt tant le niveau de la petite balle algérienne ne cesse de régresser, de l'aveu même de certains joueurs cadres de l'équipe dont le capitaine Messaoud Berkous. Jamais les Verts n'avaient autant déçu qu'en terre qatarie. Les joueurs sont tout simplement passés à côté de la plaque tellement ils étaient absents et semblaient avoir la tête ailleurs.

Excepté quelques bribes de rencontres et le match de prestige face à la France lorsque l'équipe, héroïque, a bousculé les quadruples champions du monde avant de tomber avec les honneurs (32-26), l'Algérie n'a pas fait long feu.

Les défaites se sont succédé pour les hommes de Réda Zeguili, démissionnaire depuis mardi. Amorphes, les joueurs ont sombré lors de la 5^e et dernière journée de la phase de poules, ne montrant aucun signe de résistance face à une République tchèque qui s'est baladée (36-20) alors qu'elle venait d'apprendre son élimination de la compétition quelques minutes auparavant.

La première rencontre face à l'Égypte (défaite 34-20) a été celle du début du calvaire des coéquipiers du gardien Abdelmalek Slahdji qui, absent depuis la 2^e mi-temps du match face à l'Islande en raison d'une blessure à l'épaule, a annoncé dans la foulée sa retraite internationale, déstabilisant encore plus l'équipe, ont estimé plusieurs journalistes algériens à Doha.

Les Verts touchent le fond

Le revers de lundi face à l'Arabie Saoudite (27-25) en coupe du Président IHF pour le classement a été la goutte qui a fait déborder le vase, poussant le sélectionneur national et certains joueurs à tirer à boulets rouges sur la Fédération algérienne de handball

(FAHB), notamment le président Saïd Bouamra et le directeur technique national (DTN), Habib Khraïffa, absents à Doha pour diverses raisons.

Elle a été suivie 24 heures plus tard par une autre plus surprenante contre le Chili, un inconnu du monde handballistique, aux jets de 7m (30-28) alors que les Verts menaient à certains moments de la partie par 7 buts d'écart.

Le Sept national a terminé ainsi bon dernier, se coiffant du bonnet d'âne. Il est en recul de 7 places par rapport à la précédente édition en Espagne, où il avait pris la 17^e position avec une différence de +7 après avoir gagné la coupe du Président IHF comptant pour le classement.

Depuis l'augmentation du nombre de participants à 24, la sélection algérienne ne s'était jamais classée au-delà du 20^e rang. Elle a, en effet, occupé le 13^e rang en 1995 (en Islande), le 17^e en 1997 (Japon), le 15^e en 1999 (Égypte), le 13^e en 2001 (France), le 17^e en 2003 (Portugal), le 17^e aussi en 2005 (Tunisie), le 19^e en 2009 (Croatie) et le 18^e en 2011 (Suède).

Les Verts n'avaient aussi jamais occupé la 6^e et dernière place de leur groupe au tour préliminaire. Le 5^e rang était leur plus mauvais résultat. Dans les autres éditions auxquelles elle a participé (1974, 1982, 1986, 1990), l'équipe nationale avait pris la dernière place mais sur 16 participants seulement.

Un échec collectif

Sur le banc des accusés de cette piètre sortie qatarie, figurent l'entraîneur, qui a travaillé dans un staff technique très réduit (2 personnes seulement !) et plusieurs joueurs dont le rendement a été insuffisant pour une importante compétition comme le championnat du monde.

Les Boulitf, Soudani, Biloum, Filah et autres Layadi et Berriah n'ont pas convaincu alors qu'ils étaient censés encadrer les plus jeunes et faire faire à

cette équipe nationale le saut de qualité tant attendu. Il n'en fut rien. Ils se sont distingués surtout par leur sortie médiatique avant le Mondial-2015 dans laquelle ils demandaient l'amélioration de leurs conditions de travail, nécessitant l'intervention du président du Comité olympique et sportif algérien (COA), Mustapha Berraf, pour calmer les choses.

Même l'entraîneur Réda Zeguili, qui a qualifié son équipe de « médiocre » après les rencontres face aux Tchèques et Saoudiens, n'est pas exempt de tout reproche et a une part de responsabilité dans cette situation, lui qui « n'a pas réussi à maîtriser son sujet », selon l'analyse de plusieurs techniciens et anciens joueurs algériens présents à Doha pour suivre la compétition.

Quant à la FAHB, elle a brillé par son absence dans les moments difficiles, signant à Doha l'échec de son projet. Les relations tendues entre Zeguili et Khraïffa sont un secret de Polichinelle qui empoisonne l'existence de l'encadrement technique depuis plusieurs mois.

Le constat de l'arrière-droit Boulitf, qui en est à son quatrième championnat du monde, résume bien la situation : « Notre titre africain a malheureusement caché pas mal de choses.

Depuis la victoire au championnat d'Afrique, rien n'a bougé, aucune amélioration. Nos résultats sont à l'image de notre tournoi, de notre Fédération et du handball algérien en général.

Tant qu'on reste à ce niveau-là, tant qu'on ne veut pas progresser, tant qu'il n'y ait pas d'hommes qui veulent hisser le handball algérien à son meilleur niveau, nous continuerons à régresser ».

Le 24^e championnat du monde au Qatar est à mettre aux oubliettes pour le handball national. Mais avant, les responsables de cette déroute doivent rendre des comptes.

Il y va du bien de la petite balle algérienne.

7^e défaite de suite (30-28 aux jets de 7m), synonyme de dernière place du tournoi pour le Sept national. Le joueur de l'ES Ain Touta avait été aussi le meilleur réalisateur (9 buts) de la sélection algérienne lors du match de lundi face à l'Arabie Saoudite, perdu aussi par 27-25.

Auparavant, le handballeur algérien avait secoué les filets de la République tchèque à 5 reprises, soit le même nombre de buts que Daoud Hichem. Les deux ont fini meilleurs buteurs de la rencontre côté algérien.

Hamoud partage sa 9^e place avec le Russe Daniil Shishkarev qui a tiré, lui, 41 fois, soit



La Gazette de la 24^e édition

Gazette du 24^e championnat du monde de handball (Mondial-2015) qui se déroule à Doha (Qatar) du 15 janvier au 1^{er} février :

PATIENCE : le vice-président de la Fédération algérienne de handball, Amrane Stambouli, n'a pas voulu commenter la démission de l'entraîneur Réda Zeguili, annoncée en conférence de presse. « C'est une participation décevante. Nous ne voulons pas prendre de décisions à chaud. On rentre à Alger après on verra », a déclaré à l'APS le responsable fédéral.

FOOTBALL : pour essayer d'oublier l'humiliante participation du Sept national au Mondial du Qatar, les journalistes algériens présents à Doha se sont tournés vers l'équipe nationale de football. Ils ont suivi avec attention le match décisif Algérie-Sénégal qui a permis aux Verts de se qualifier aux quarts de finale de la CAN-2015 suite à leur victoire 2-0. « Ouf, au moins il y a le football pour nous faire oublier le handball », ont-ils lancé à l'issue de la rencontre.

CONFIANCE : le sélectionneur de l'équipe de France Claude Onesta a souligné que son équipe joue ses matchs avec le même sérieux et sans trembler. La France, dit-il « a son mot à dire » dans ce Mondial.

SECURITE : celui qui se balade dans les différentes salles qui abritent les matchs du Mondial-2015 au Qatar ne remarque, ni à l'intérieur ni à l'extérieur des infrastructures, la présence de policiers. « C'est des agents formés qui s'occupent de cette tâche, ce n'est pas la mission de la police qui n'intervient que lorsqu'on la sollicite », a expliqué un organisateur. Une expérience qui devrait donner des idées en matière de gestion sécuritaire des manifestations sportives.

DUHAIL : la salle de Duhail a accueilli mardi ses derniers matchs du Mondial-2015. Elle a fermé ses portes à la compétition officielle à l'issue des matchs de classement comptant pour la coupe du Président IHF. Les quarts de finale, demi-finales, finale ainsi que les autres rencontres de classement se joueront à la salle Ali Bin Hamad Al Attiyah et la salle Lusaïl.

L'Algérien Hamoud 9^e meilleur buteur du tournoi

L'ailier-gauche algérien Hamoud Ayatallah Khmeini, auteur de 32 réalisations en 7 matchs, occupe actuellement la 9^e place au classement provisoire des meilleurs buteurs du championnat du monde-2015 de handball qui se déroule à Doha (Qatar).

L'international algérien de 24 ans a tiré 50 fois pour inscrire 32 buts, dont 12 mardi en match de classement pour les 23^e et 24^e places contre le Chili, soit une moyenne de réussite de 64%.

Sa belle prestation lors de cette rencontre, à l'issue de laquelle il a été élu meilleur joueur, n'a pas suffi pour éviter aux Verts une

un taux de réussite meilleur que l'Algérien avec 78,05%, dans un classement toujours dominé par le Slovène Dragan Gajic, auteur de 52 buts sur 69 tirs (75,36%) en comptant cependant 6 matchs joués contre 7 pour les deux autres. Quant à l'autre buteur algérien, à savoir Messaoud Berkous, il a reculé à la 24^e place du classement avec 27 buts sur 66 tirs (40,91%), en compagnie du Slovène Jure Dolenc (72,97%), du Suédois Niclas Ekberg (71,05%), de l'Égyptien Ahmed El-Ahmar (55,10%) et du Français Michaël Guigou (77,14%).

APRÈS LEUR QUALIFICATION AUX 1/4 DE FINALE DE LA CAN-2015 Les Verts ou la confiance retrouvée

Lors du match gagné face au Sénégal (2-0) et qui leur a ouvert la voie pour les quarts de finale, les joueurs de la sélection algérienne de football ont montré un visage tout à fait différent de celui face au Ghana lorsqu'ils avaient perdu (1-0) à la dernière minute du match.

Saïd Ben

En effet, point de joueurs fatigués et incapables de lever le pied, points de balles perdues dans l'entrejeu et surtout point de déconcentration tout au long de la partie. Et c'est ce qui fait dire à tout un chacun que l'Algérie vient de confirmer, une fois de plus, qu'elle n'est jamais plus dangereuse que lorsqu'elle est dos au mur.

En effet, avant cette rencontre décisive du groupe C, les Verts n'avaient qu'une seule alternative pour se qualifier : gagner la partie. Le Sénégal, l'Afrique du Sud et le Ghana étaient tous capables tout autant que les Verts de se qualifier, avant leurs derniers matchs.

Face au Sénégal, le sélectionneur des Verts n'a fait que

quelques retouches à son onze de départ par rapport à celui contre le Ghana. Le seul vrai changement a été l'incorporation de Soudani à la place de Slimani. Mais, là, Gourcuff n'avait pour ainsi dire pas de choix du fait que l'attaquant buteur des Verts Islam Slimani est blessé.

D'entrée de jeu, les Verts annoncent la couleur en débarquant dans le camp du Sénégal. Feghouli manque la première occasion (2') avant que son compatriote Mahrez n'ouvre la marque en s'échappant à gauche avant de battre le keeper sénégalais.

La confiance est déjà retrouvée pour les Verts. Seulement, d'aucuns suivant les péripéties du match s'attendaient à une réaction des Sénégalais pour niveler la

marque. Mais, les Verts bien organisés et surtout très appliqués et concentrés ne laissent rien au hasard.

Mahrez et Benteleba remplissent parfaitement leur rôle respectifs dans l'entrejeu. Brahimi dérange le milieu et la défense sénégalaise qui lui infligent plusieurs coups durs au point où il dut quitter ses camarades en seconde période suite à une charge d'un joueur sénégalais.

Soudani affolait l'arrière-garde sénégalaise avec son «adjoint» Feghouli qui enfin sort de sa torpeur.

En défense, M'bolhi et Ghoulam sont égaux à eux mêmes. Le duo Bougherra - Medjani est impérial dans l'axe alors que Mandi a été auteur d'un match époustouflant.

Les Sénégalais n'ont pu trouver la faille dans cette équipe algérienne bien solidaire en dépit des différentes attaques que les joueurs du coach Giresse ont multipliées en début de seconde mi-temps.

Les Verts prennent de plus en plus confiance et voilà que l'inévi-



table Benteleba, meilleur joueur sur le terrain qui ôte tout espoir aux Sénégalais en ajoutant un superbe second but dans un moment crucial. Il ne restait que 12 minutes à jouer en comptabilisant le temps additionnel.

Les Verts ont ainsi terminé la partie largement en leur faveur en la gagnant aussi bien au score qu'à la manière. Les Verts continuent donc bien à espérer atteindre leur objectif principal : gagner ce Trophée continental.

Mais, il va falloir d'abord passer par trois autres matchs restant en cas de qualification respective. Le premier étant prévu dimanche prochain contre le premier du groupe D dont les matchs se déroulaient hier au moment où on mettait sous presse. Pour le moment, tous les Algériens savourent cette victoire nette et sans bavure et cette qualification bien méritée des Verts confirmant parfaitement leur savoir-faire.

S.B.

2 quarts de finales déplacés à Bata et Malabo

Le Comité exécutif de la Confédération africaine de football (CAF) a décidé mardi dernier de déplacer deux quarts de finales de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2015, à Bata et Malabo, à l'indiqué l'instance dirigeante du football africain. Le match entre la Tunisie et la Guinée équatoriale, comptant pour les quarts de finale, initialement prévu à Ebebiyin le 31 janvier à 20h00 (heure locale), aura lieu le même jour mais à Bata avec un coup d'envoi à 20h30 (heure locale). Même chose pour le match devant opposer le premier du groupe C contre le deuxième du groupe D, comptant pour les quarts de finale, initialement programmé à Mongomo le 1^{er} février à 17h00 (heure locale), se disputera à Malabo le même jour à la même heure. En conséquence, le coup d'envoi du match entre le premier du groupe D contre le second du groupe C, prévu à

Malabo le 1^{er} février à 20h00, a été décalé à 20h30 (heure locale). La décision du Comité exécutif de la CAF, prise après consultation des parties prenantes, notamment les équipes engagées et le comité local d'organisation, a été guidée par le souci d'offrir aux huit équipes qualifiées pour les quarts de finale la possibilité d'évoluer sur des pelouses idoine à même de garantir une qualité du jeu dans les standards escomptés, précise la CAF. Les pelouses neuves de Mongomo et Ebebiyin, implantées il y a un peu plus d'un mois, ont largement donné satisfaction pendant les matchs de groupe qui s'y sont disputés ou doivent encore s'y dérouler. Mais force est de constater que la qualité de ces pelouses s'est trouvée impactée par la combinaison de la répétition des matchs et des conditions météorologiques observées ces dernières heures.

Programme des quarts de finale - Samedi 31 janvier

17h00 : Bata: Congo - RD Congo
20h30 : Bata: Tunisie - Guinée équatoriale
Dimanche 1^{er} février:
17h00 : Malabo: Ghana - 2^e du groupe D
20h30 : Malabo: 1^{er} du groupe D - Algérie

SÉNÉGAL

Le sort d'Alain Giresse scellé prochainement

Le président de la Fédération sénégalaise de football (FSF) a indiqué qu'une décision sur l'avenir du sélectionneur des Lions Alain Giresse dont le contrat va expirer, sera prise prochainement. "Alain Giresse est lié aujourd'hui au Sénégal par un contrat qui devait expirer bientôt. On analysera avec les membres de la Fédération et avec toutes les autorités et la décision sera prise à tête reposée. On a fait du chemin avec Giresse. Il y a eu des bons points comme il y a en a eu de moins bons" a déclaré Augustin Senghor, président de la FSF à l'issue de la défaite des Lions face à l'Algérie (2-0) mardi soir à Mongomo. Le technicien français a été sévèrement critiqué par la presse sénégalaise après l'élimination de l'équipe nationale dès le premier tour de la CAN-2015 après sa défaite face à l'Algérie (2-0). "Mon contrat a expiré ce soir (mardi-mardi soir)" s'est contenté de répondre Alain Giresse à la presse. A la tête de la sélection du Sénégal depuis janvier 2013, Alain Giresse avait réussi à qualifier le Sénégal pour la CAN-2015 en terminant second de son groupe en concédant une seule défaite face à la Tunisie (1-0). Il avait auparavant réussi à passer le tour de la CAN-2010 avec le Gabon et permis aussi au Mali d'atteindre les demi-finales de la CAN-2012.

Ils ont déclaré :

Christian Gourcuff (sélectionneur de l'Algérie) :



«L'équipe a fait preuve de générosité, et le mérite revient bien évidemment aux joueurs, qui sont à saluer d'avoir arraché cette qualification. C'était un match excessivement difficile sur le plan physique et de l'intensité, on s'y attendait. C'était un vrai combat sur le terrain.

L'équipe a fait preuve de beaucoup de discipline sur le plan tactique, mais aussi sur le défensif. Je pense qu'on a réussi à poser des problèmes au Sénégal par notre technique et la vitesse sur des contres attaques. Nous avons assisté à une opposition de style entre deux équipes à l'approche du jeu totalement différente. Nous avons souffert devant l'engagement physique des Sénégalais, avec un ballon tout le temps dans les airs, mais nous avons réussi à faire valoir notre qualité technique grâce aux contres.

Concernant l'état de la pelouse, j'estime qu'elle est bien meilleure de celle de Mongomo, elle a permis plus de fluidité dans le jeu. Nous avons quatre jours pour préparer le match des quarts de finale. Il va falloir bien récupérer. Concernant notre prochain adversaire, je n'ai pas de choix à faire, quoique je vais suivre la dernière journée du groupe D mercredi avec beaucoup d'intérêt.

Alain Giresse (sélectionneur du Sénégal) :



"Tout d'abord, je tiens à annoncer que mon aventure avec le Sénégal a pris fin ce soir. Je suis en fin de contrat. Pour revenir à cette rencontre, je pense qu'on n'a pas été à notre niveau, c'était un match particulier, on a mis du temps à démarrer. Notre production n'a pas été la hauteur de ce qu'on pouvait attendre. Donc, je pense qu'on est passé à côté face à l'Algérie. Malheureusement, notre aventure dans cette CAN s'arrête à ce stade de la compétition".

Mohamed Raouraoua : «L'équipe a prouvé sa valeur»



Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Mohamed Raouraoua, a salué la qualification de l'équipe nationale pour les quarts de finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN 2015 en Guinée équatoriale (17 janvier-8 fé-

vrier). "Le match était difficile, au vu de son enjeu. Mais c'était prévisible que l'équipe allait réagir ce soir. Les conditions de jeu étaient meilleures qu'à Mongomo, avec une belle pelouse et une température clémente", a affirmé le premier responsable de l'instance fédérale à l'issue de la partie.

L'Algérie s'est imposée mardi soir à Malabo face au Sénégal (2-0), grâce à deux buts signés Ryad Mahrez (11') et Nabil Benteleba (82'). Le Ghana est l'autre qualifié du groupe, après son succès face à l'Afrique du Sud (2-1).

«Avec cette victoire, l'équipe a démontré sa valeur et sa force, c'est une réponse claire à tous ceux qui émettent des critiques sur les plateaux de télévision, ou qui colportent des rumeurs. Je les invite à venir faire mieux », a-t-il ajouté.

L'Algérie sera fixée sur son adversaire aux quarts de finale de la CAN, à l'issue de la 3^e journée du groupe D, où figurent la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Mali, et la Guinée, qui comptent chacun deux points, avec une différence de buts similaire (0).

Le match des quarts se jouera dimanche prochain au stade de Malabo (20h00).

Yacine Brahimi : «Je suis sorti par précaution»



Le milieu de terrain algérien, Yacine Brahimi, sorti sur blessure lors du match face au Sénégal (2-0), disputé au stade de Malabo, dans le cadre de la 3^e journée (Gr C) de la Coupe d'Afrique des nations CAN 2015 en Guinée équatoriale, a rassuré sur son état de santé.

"Après un duel avec un joueur sénégalais, j'ai ressenti des douleurs au niveau de mon dos, ce qui n'est pas si grave. Par précaution, et pour ne pas aggraver mon cas, le sélectionneur m'a fait sortir", a indiqué le joueur du FC Porto (division 1 portugaise) à l'issue de la partie.

Yacine Brahimi a cédé sa place à la 71^e minute du jeu à son coéquipier Medhi Lacen.

Grâce à cette victoire, l'Algérie a composé son billet pour les quarts de finale.

Pour Brahimi, le mérite revient aux joueurs, et à "la personnalité du groupe". "Je pense que ce soir, nous avons démontré qu'on a du caractère, et qu'il faudra compter sur nous dans les moments difficiles. Ce n'était pas facile face au Sénégal, qui a usé par un jeu physique, mais l'essentiel c'était la qualification", a souligné le n°11 des Verts.

L'Algérie sera fixée sur son adversaire aux quarts de finale de la CAN, à l'issue de la 3^e journée du groupe D, où figurent la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Mali, et la Guinée, qui comptent chacun deux points, avec une différence de buts similaire (0).

L'équipe nationale a effectué hier une séance de décrassage, alors que le match des quarts se jouera le dimanche 1^{er} février à Malabo.

ITA. (CPE) : LA LAZIO ÉLIMINE MILAN

La Lazio Rome s'est qualifiée pour les demi-finales de la Coupe d'Italie, après être allée s'imposer sur la pelouse de l'AC Milan (0-1) mardi soir.

Trois jours après la défaite (3-1) houleuse en championnat face aux troupes de la capitale, sans Philippe Mexès suspendu mais avec Jérémie Ménez titulaire, les Rossoneri ont plié sur un but de Lucas Biglia (38e sp) et n'ont pas réussi à refaire leur retard malgré l'exclusion de Lorik Cana à la 45e.



POGBA UN CLUB SE DÉGAGE DANS LE DOSSIER

Annoncé sur le départ en vue du prochain mercato estival, Paul Pogba dispose de nombreux prétendants sur le marché. Mais outre le PSG et le Real Madrid, c'est un cadreur anglais qui pourrait rafler la mise avec le joueur de la Juventus. « Pogba ? C'est un très bon joueur. Mais il y a beaucoup de très bons joueurs. Je ne peux pas vous dire que ce serait le bon joueur pour le Real parce que cela ne dépend pas de moi », expliquait Zinedine Zidane mardi au moment d'évoquer l'intérêt supposé du Real Madrid pour Paul Pogba. Et alors que le PSG serait également très chaud sur ce dossier, Manchester United pourrait rapidement prendre une longueur d'avance.

SAKHO UN NOUVEAU COUP DUR

L'équipe de Liverpool a perdu la demi-finale retour de la League Cup face à Chelsea mardi soir (0-1, a.p.). Résultat des courses, les Reds ne disputeront pas la finale sur la pelouse de Wembley face à Tottenham ou Sheffield United.

En plus de devoir digérer cette déception, le défenseur central Mamadou Sakho doit également composer avec une blessure contractée au niveau de la cuisse. À la 57e minute de jeu, l'ancien joueur du Paris Saint-Germain a dû céder sa place. Il s'agit, bien évidemment, d'une mauvaise nouvelle pour l'international français qui avait réussi à regagner ses galons de titulaire à Anfield. Pour le moment, on ne connaît pas encore la durée exacte de son indisponibilité. Il va passer des examens complémentaires avant la fin de la semaine.



EVERTON PENSE À PATO POUR REMPLACER ETO'O

Annoncé dans plusieurs clubs européens en ce mercato hivernal, l'attaquant de São Paulo, Alexandre Pato a vu son nom cité du côté de la formation d'Everton. Le site Caughtoffside a révélé hier que la formation de Premier League cherche un remplaçant à Samuel Eto'o qui a rejoint l'Italie et plus précisément la Sampdoria. L'entraîneur, Martinez souhaiterait un renfort et songerait à l'attaquant du Tricolor pour venir aider son secteur offensif et aider le club des Toffees à revenir dans la première partie du classement.

FABREGAS: «MOURINHO EST COMME GUARDIOLA»

Pour Cesc Fabregas, José Mourinho et Pep Guardiola ont une chose en commun qui les rapproche. « Ils ont une chose en commun. Tous deux aiment gagner. Ce sont des gagnants. Ils détestent perdre. Il sont beaucoup plus similaires que les gens le pensent ». Fabregas a également évoqué une autre comparaison, celle entre Messi et Hazard. « Hazard est incroyable. D'un point de vue physique ils sont très proches, avec un bas du corps très musclé. Hazard veut toujours jouer. »



LUCA MARRONE POURRAIT ÊTRE PRÊTÉ

Selon Sky Sport, la Juventus et la Sampdoria auraient trouvé un accord concernant Luca Marrone. Désireux de jouer avec continuité, il devrait rejoindre le club blucerchiato sous forme de prêt jusqu'à la fin de la saison.



L'ÉMOUVANT DISCOURS DE VALDÉS

Le gardien de but espagnol a disputé son premier match ce lundi avec les Red Devils et a encouragé ses nouveaux coéquipiers à sa manière.

Ce lundi soir, Victor Valdés a joué son premier match sous les couleurs de Manchester United avec les U21 face à Liverpool. Dans le vestiaire avant la rencontre, le gardien de but espagnol a pris la parole et a montré un documentaire sur Rick et Dick Hoyte à ses nouveaux jeunes coéquipiers. « Il a été brillant. Tous les gamins l'écoutaient, c'était impressionnant. J'allais dire quelque chose mais il m'a demandé s'il pouvait leur parler et leur montrer cette vidéo, comme Guardiola faisait au Barça. Il est très humble et c'est un grand pro », a expliqué Warren Joyce, l'entraîneur des U21. Méthode efficace, puisque Manchester United s'est imposé 2-1.



ALGÉRIE - TUNISIE Bensalah s'entretient avec l'ambassadeur tunisien

Le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah a passé en revue, hier à Alger, avec l'ambassadeur tunisien à Alger, Abdelmadjid Ferchichi, les relations "historiques" qui unissent les deux pays, indique un communiqué du Conseil.

Les deux responsables se sont félicités du "niveau de ces relations qui permet d'établir un partenariat exemplaire dans tous les domaines".

Lors de la rencontre qui a porté sur les défis actuels dans la région, les deux parties ont exprimé leur satisfaction du niveau de la coordination "notamment en matière de lutte contre les tentatives terroristes qui

visent à déstabiliser les deux pays frères". M. Bensalah a saisi l'occasion pour féliciter le peuple tunisien pour le succès des échéances électorales, affirmant la "ferme" volonté de l'Algérie de hisser le niveau de la coopération bilatérale "à la hauteur de la volonté politique des dirigeants des deux pays".

Pour sa part, le diplomate tunisien a adressé ses "remerciements" aux dirigeants algériens qui "ont apporté leur soutien à la Tunisie", estimant que "toutes les conditions sont désormais réunies pour établir un véritable partenariat au mieux des intérêts des deux pays et peuples frères".

ALGÉRIE - FRANCE Le général-major Bousteila reçoit une délégation du Centre des hautes études du ministère français de l'Intérieur

Le général-major, Ahmed Bousteila, commandant de la Gendarmerie nationale a reçu hier à Alger, dans le cadre de la coopération bilatérale entre l'Algérie et la France, une délégation du Centre des hautes études du ministère de l'Intérieur français (CHEMI) conduite par son directeur Jean-Martin Jaspers, a indiqué un communiqué du Commandement de la GN. La délégation est composée d'ex-directeurs de la direction générale de la police nationale française, d'officiers supérieurs de la Gendarmerie française et de hauts cadres du ministère de l'Intérieur français et de la police française, a précisé la même source. Cette visite s'inscrit dans le cadre d'échange d'expériences de formation et d'expériences professionnelles et de promotion de la coopération

opérationnelle entre la Gendarmerie nationale algérienne et les institutions sécuritaires françaises, a ajouté la même source. Au cours de cette visite, une réunion a été tenue en présence des hauts cadres de deux parties.

La délégation a effectué une visite à l'Institut national de criminalistique et criminologie de la GN à Bouchaoui, où elle a visité plusieurs laboratoires et départements spécialisés, durant laquelle une présentation a été exposée sur les capacités professionnelles et les moyens technologiques utilisés au sein de la GN algérienne dans le cadre de lutte contre le crime et la criminalité organisée et dans le cadre de la protection des biens et des personnes et la préservation de la sécurité publique, a-t-on encore relevé.

ALGÉRIE - UA Le président Bouteflika charge M. Sellal de le représenter au Sommet de l'Union africaine

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a chargé le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, de le représenter à la 24^e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA), prévue à Addis-Abeba (Éthiopie) les 30 et 31 janvier 2015, a indiqué hier un communiqué des services du Premier ministre.



Le Premier ministre participera également aux travaux de la 22^e session ordinaire du Forum des chefs d'Etat et de gouvernement du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) et de la 32^e session du Comité des chefs d'Etat et de gouvernement

chargé de l'orientation du NEPAD, ajoute le communiqué.

M. Sellal sera accompagné du ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra et du ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel.

Lamamra recommande à Addis-Abeba la préservation de l'unité africaine dans la démarche attachée au Consensus d'Ezulwini

La préservation de l'unité du continent dans le cadre de la démarche africaine attachée au Consensus d'Ezulwini a été recommandée hier à Addis-Abeba par le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra.

Tout en exposant les efforts de l'Algérie pour la promotion de la position africaine, M. Lamamra a appelé à préserver l'unité du continent dans la démarche africaine et à demeurer attaché au



Consensus d'Ezulwini comme "condition vitale" pour garantir les demandes légitimes de l'Afrique.

Le ministre s'exprimait lors sa participation à la réunion ministérielle du Comité des Dix de l'Union africaine (UA) en charge de la réforme des Nations unies, tenue sous la présidence du Sierra Leone.

Adopté en mars 2005, Le Consensus d'Ezulwini est la position commune des Etats africains sur la

réforme du système des Nations unies.

M. Lamamra a échangé, à cette occasion, les points de vue sur l'état de mise en œuvre des recommandations de la précédente réunion de ce Comité, tenue en novembre 2014 à Nairobi (Kenya), notamment en termes de mobilisation de soutien à la position africaine commune dans le cadre des négociations intergouvernementales sur la réforme des Nations unies.

ALGÉRIE - MÉDITERRANÉE Participation de l'Algérie à la réunion de l'Assemblée parlementaire de l'UPM à Barcelone

Une délégation de l'Assemblée populaire nationale (APN) prendra part à la réunion de la Commission des affaires politiques, de la sécurité et des Droits de l'homme de l'Assem-

blée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (UPM) prévue demain à Barcelone (Espagne), a indiqué hier un communiqué de l'APN. Plusieurs points sont ins-

crits à l'ordre du jour de cette réunion dont «Le rôle des Parlements dans le renforcement et la protection des droits de l'homme», a précisé la même source.

DIPLOMATIE

M. Hamza Yahia-Chérif nouvel ambassadeur d'Algérie en Inde

Le gouvernement de la République d'Inde a donné son agrément à la nomination de M. Hamza Yahia-Chérif en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de la République d'Inde, a indiqué hier le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

APS

AUTO-CONSTRUCTION : 16.000 lots de terrains à attribuer à El-Oued

Seize mille (16.000) lots de terrains destinés à l'auto-construction seront attribués prochainement à travers la wilaya d'El-Oued, a affirmé hier à l'APS le chef de l'exécutif de la wilaya.

Entrant dans le cadre de l'application des instructions des pouvoirs publics appelant à dégager des assiettes foncières pour l'auto-construction dans les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux, l'opération, dont les sites d'implantation ont été déjà identifiés, est actuellement dans la phase de parcellement et d'aménagement des lotissements, a précisé Salah El-Affani.

Ces lotissements sont répartis sur 44 sites, en zones urbaines et rurales, à travers 22 communes, tenant compte aussi de la possibilité de prévoir, pour ce qui concerne les zones rurales, d'habitations groupées dans le cadre du programme d'habitat rural, a-t-il ajouté.

Le nombre de lots a été réparti entre les communes, sur la base de critères prédéfinis, conditionnés par la densité de leur population mais aussi du volume des programmes d'habitat et des aides à l'habitat dont elles ont déjà bénéficié, a expliqué le wali d'El-Oued.